CAHIERS LÉON BLUM

NUMÉRO 36. 10 € AUTOMNE 2010

Robert Verdier



archives-socialistes.fr

ROBERT VERDIER
(1910-2009)

archives-socialistes.fr

archives-socialistes.fr

Société des Amis de Léon Blum
Président : Gilles Morin
Vice-Président : Alain Bergounioux
Secrétaire : Liliane Guignard-Gisselbrecht
Trésorier : André Chabin
Siège social : Gilles Morin, 12 rue André Theuriet, 92340 Bourg-la-Reine

Ce n° des *Cahiers Léon Blum* en hommage à Robert Verdier est publié avec le soutien et la participation de la Fondation Jean-Jaurès (FJJ), de la Ligue des droits de l'Homme (LDH) et de l'Office Universitaire de Recherche Socialiste (OURS) que nous remercions.

ISSN : 0152-6251

Robert Verdier
(1910-2009)

archives-socialistes.fr

Cahiers Léon Blum
N° 36
AUTOMNE 2010

archives-socialistes.fr

Après la disparition de Robert Verdier
par Gilles Morin et Liliane Guignard-Gisselbrecht 7
Robert Verdier, un itinéraire militant
par Gilles Morin 11
La culture d'un « honnête homme ». Notes de lecture de Robert Verdier, cahiers 1935–1949
par Liliane Guignard-Gisselbrecht 23
Projet d'étude sur le socialisme (avril-mai 1940)
par Robert Verdier 39
Regards sur un Résistant
par Marc Sadoun 49
Souvenirs sur Robert Verdier, du lycée Carnot au collège Daniel Mayer
par Claude Estier 55
Robert Verdier et les ambiguïtés de la SFIO sur l'Europe
par Gérard Bossuat 59
La question coloniale et la guerre d'Algérie :
Discours de Robert Verdier au congrès socialiste de Toulouse, le 30 juin 1957 présentation par Gilles Morin..... 71
Aux temps du PSU :
Robert Verdier "Le gaullisme est mort", *Tribune socialiste*, 16 septembre 1961 présentation par Gilles Morin ; Robert Verdier et Maurice Klein "L'appel aux militants : seul secours du parti", *Tribune socialiste*, 8 juin 1963 présentation par Gilles Morin..... 87

archivessocialistes.fr

Défense de l'Internationale socialiste

Discours de Robert Verdier au congrès socialiste d'Epinay le 12 juin 1971 présentation par Gilles Candar 93

« Après le congrès d'Épinay » (*Le Midi libre*, 5 juillet 1971)

par Robert Verdier 101

Robert Verdier, une référence

par Jean-Pierre Dubois 105

Robert Verdier à la LDH, un ligueur naturel, constant et entier

par Gilles Manceron 111

Robert Verdier, homme d'idées et homme politique

par Alain Bergounioux 117

Robert et Cécile Verdier

par Liliane Guignard-Gisselbrecht 121

Hommage de Meyrueis

par Denis Bertrand 125

Robert Verdier, mon père

par Jean-Philippe Verdier 133

Les archives de Robert Verdier

par Frédéric Cépède 157

Bibliographie 167

Les Cahiers Léon Blum 169

archives-socialistes.fr

Gilles Morin
&
Liliane Guignard-Gisselbrecht

Après la disparition de Robert Verdier

En dernier salut amical à Robert Verdier, son ancien président, l'équipe des *Cahiers Léon Blum* est heureuse de publier les interventions qui ont jalonné la soirée organisée à sa mémoire le 18 juin 2009 à la mairie du Xe arrondissement de Paris.

Cette manifestation qui a rassemblé une centaine de personnes, famille, amis et militants, a pu se tenir grâce à la disponibilité et au soutien du maire du Xe arrondissement, Rémi Féraud, également premier secrétaire de la fédération socialiste de Paris que nous tenons à remercier. Nos remerciements vont également aux coorganisateurs de cet hommage, l'OURS et la Fondation Jean-Jaurès, représentées par Alain Bergounioux, la Ligue des droits de l'homme, représentée par son président Jean-Pierre Dubois et par Gilles Manceron, aux personnalités politiques et aux historiens qui ont souhaité évoquer le parcours de Robert Verdier. De même, nous n'oublions pas qu'au cours de cette soirée, nous avons eu le plaisir, grâce à Françoise Marie et Didier Saco, qui ont réalisé le film *Histoires* préparé par la fédération socialiste de Paris pour son centenaire en 2005, de revoir de très larges extraits de l'interview que Robert Verdier leur avait accordé à cette occasion. Ainsi que des extraits du film *Parcours de militants* réalisé par la LDH avec la BDIC. Un grand merci à tous pour ses moments d'émotion et de mémoire.

À notre grand regret, il ne nous pas été possible de reprendre ici tous les témoignages des personnes qui se sont exprimées ce soir là,

livrant un témoignage, un souvenir ajoutant une touche au portrait collectif ainsi brossé de notre ami. Nous ne sommes d'ailleurs pas sûrs que Robert Verdier n'aurait pas été gêné, comme le fit remarquer son fils Jean-Philippe, de cet unanimisme dans l'éloge de son parcours et sans doute aurait-il lui même discuté certains de ses propres choix.

Nous avons voulu prolonger les moments de souvenirs et de mémoire de cette cérémonie en approfondissant le travail commencé ce soir là par la publication d'autres études et par la publication d'une série de textes qui, à notre sens, éclairent un parcours exceptionnel. Le sommaire de ce *Cahier* alterne donc les hommages, les analyses, mais rend aussi la parole à l'homme dont nous publions quelques articles et discours.

Robert Verdier était sans doute la dernière figure historique du « blumisme ». Il mérite ce qualificatif à plusieurs titres. D'abord bien sûr pour avoir toujours défendu les positions du chef du Front populaire puis de celui que l'on surnommait dans ses dernières années l'ermite de Jouy-en-Josas. Plus encore, pour avoir été son fidèle et ultime collaborateur à la direction du *Populaire* durant quatre années, avant de lui succéder dans son rôle de patron et éditorialiste du quotidien socialiste. Enfin, fondateur et longtemps président de la Société des Amis de Léon Blum – succédant à Bracke, Auriol et Julien Cain – , il a été l'un des maîtres d'œuvres de la publication de l'*Œuvre de Léon Blum* (Albin Michel, 9 vol., 1954-1972). Mais il mérite aussi ce qualificatif – dont il refusait l'usage puisqu'il ne pouvait y avoir de blumisme sans Blum pour l'incarner – par sa rectitude morale et par sa constance politique : plus de soixante-dix années d'engagement socialiste démocratique et citoyen. Comme le note Pascal Ory, il a toujours été du bon côté aux moments essentiels que furent le Front populaire et la lutte antifasciste, la guerre et la Résistance, la décolonisation et la guerre d'indépendance de l'Algérie, les combats pour l'humanité.

Ce *Cahier* sera probablement le dernier de cette longue série de publications de la Société, entamée par les modestes bulletins et poursuivie de manière quelque peu irrégulière depuis les dernières années. Non seulement les moyens matériels et humains commencent à faire défaut à l'équipe de fidèles qui a poursuivi cette tâche historique et mémorielle mais, comme le remarquait Robert Verdier sans nostalgie aucune – plutôt avec la fierté de l'ouvrier conscient du devoir accompli –, la Société a fait l'essentiel de la tâche qu'elle s'était assignée : la publication de l'*Œuvre de Léon Blum*, de nombreuses études et articles, la tenue de plusieurs colloques, la sauvegarde de ses archives, le passage du temps des témoins et porteurs de mémoire à celui des historiens.

Il faut désormais poursuivre ce travail sous d'autres formes. L'éventualité d'une dissolution de l'association des amis de Léon Blum a été rejetée à l'unanimité lors d'une réunion du bureau de l'association en 2009, quelques semaines après la disparition de Robert Verdier. L'association, qui a vu disparaître désormais tous ses fondateurs, regroupe aujourd'hui une poignée de militants, de citoyens et d'historiens fidèles à la mémoire de Léon Blum, mais d'autres générations. Sur le modèle de la Société d'études jaurésiennes, nous aurions pu envisager de nous transformer en société d'histoire, ouverte pour l'essentiel aux chercheurs. Mais, justement, le champ de l'histoire du socialisme compte de nombreuses associations amies (outre la Société citée, l'OURS et la Fondation Jean-Jaurès), auxquelles bien des animateurs de la Société des amis de Léon Blum sont déjà associés. Le risque de double emploi et de dilution de l'énergie est trop évident. Aussi, il nous reste à mettre à disposition sur internet les articles de nos *Bulletins* et *Cahiers* afin de transmettre aux générations actuelles et futures les fruits du travail initié par notre association il y a plus de 50 ans. Nous avons de bonnes raisons de penser que ce devrait pouvoir être assez prochainement le cas sur un site de référence géré par la

Bibliothèque Nationale de France. Nombre de *Cahiers*, dont nous donnons la liste au terme de cette publication, restent disponibles sous leur format traditionnel auprès de la Fondation Jean-Jaurès et de l'Ours (12 cité Malesherbes, 75 009 Paris).

Pourtant, si nous mettons un terme à notre publication irrégulière, nous ne mettons pas la clé sous la porte. L'association est maintenue. Il nous semble en effet qu'il est encore nécessaire d'exercer une veille pour le cas où la mémoire de Léon Blum serait attaquée par les nostalgiques de l'extrême droite, les éternels racistes, les adversaires idéologiques du socialisme, ou ferait l'objet d'une tentative de captation intéressée de l'héritage, du nom de l'association, etc. On ne peut oublier sur ce point les leçons du passé. L'envie de travailler et de réfléchir ensemble, ou avec de nouveaux venus, sur Léon Blum et son héritage ne va pas disparaître non plus. Il est évident qu'il y a encore une actualité Léon Blum. Sans les *Cahiers*, nous poursuivrons cette tâche et cette démarche, et nous savons à cet égard pouvoir compter sur des associations amies et proches prêtes à accueillir quelques pages donnant l'actualité de Léon Blum ou nous permettant de réagir, si besoin est.

GILLES MORIN
Président de la Société des amis de Léon Blum

LILIANE GUIGNARD-GISSELBRECHT
Secrétaire de la Société des amis de Léon Blum
Directrice des *Cahiers Léon Blum*

archivessociales.org

GILLES MORIN

Robert Verdier, un itinéraire militant

Né le 28 novembre 1910 à Saint-Girons (Ariège), Robert Verdier est issu d'une famille républicaine. Son grand-père paternel, protestant cévenol installé à Meyrueis, avait cessé sous le Second Empire d'aller au temple, conscient de ne le fréquenter que par solidarité avec ses amis républicains de la Lozère. Non baptisé, Robert Verdier est élevé dans un milieu qui traditionnellement accorde une place prépondérante à l'éducation, considérée comme un pilier de la démocratie. Comme tous les jeunes de sa génération, son enfance est bouleversée par la Grande Guerre dont son père revient amputé d'une jambe.

Il fait ses études secondaires dans divers établissements de province, à Saint-Girons, Corte, puis au lycée de Mende au gré des nominations de son père, ancien boursier devenu professeur. Celui-ci, dreyfusard au tournant du siècle, a adhéré tardivement à la SFIO[1] mais, admirateur de Jaurès, il fait lire à son fils les écrits du tribun socialiste, ainsi que les éditoriaux de Léon Blum dans *Le Populaire*. Après une première khâgne à Montpellier, Robert Verdier intègre en 1928 Louis-le-Grand, où il est un condisciple de Léopold Sédar Senghor, qu'il emmène l'été suivant en vacances rejoindre sa famille dans les Cévennes, et de René Brouillet. Très éloigné politiquement de ce dernier, il va le retrouver plus tard dans la Résistance.

1. La Section Française de l'Internationale Ouvrière fondée en 1905 par Jaurès, Guesde et Vaillant est l'appellation officielle du parti socialiste jusqu'en 1969.

Admissible à l'École normale supérieure en 1929, premier recalé à l'issue des épreuves d'oral, il fait de cet échec l'événement fondateur de son parcours dans ses *Mémoires*. Il achève sa licence de lettres, rédige un DES (diplôme d'études supérieures) sur les contes de Voltaire et, en août 1932, il est reçu à l'agrégation de lettres qu'il passe comme candidat libre. Alors pacifiste, comme la plupart des jeunes hommes de gauche, il effectue son service militaire comme infirmier à Marseille.

À Paris, Robert Verdier, bien qu'absorbé par ses études, a rejoint les Étudiants socialistes. Mais c'est à Montpellier, où il est nommé professeur à l'automne 1933, qu'il adhère à la SFIO, contacté par la section locale. Inquiet de la contagion fasciste, il est, le 12 février 1934, l'un des quatre grévistes du lycée qui compte une centaine d'enseignants et il s'engage alors résolument dans l'action politique et syndicale. En 1936, il participe activement à la campagne électorale du candidat socialiste local aux législatives, et intervient comme orateur du parti dans les bourgs. Le représentant de la Jeune République – composante du Front populaire – et maire de Montpellier depuis 1935, Paul Boulet, catholique progressiste, étant arrivé en tête des cinq candidats de gauche, la question du désistement du candidat socialiste en sa faveur est posée. La section connaît alors une crise profonde qui aboutit à sa dissolution. Partisan du soutien à Boulet, Verdier prend part à la reconstitution de la section et obtient la venue de Léon Blum pour soutenir le candidat du Front populaire qui est élu député de Montpellier. Verdier est ensuite délégué au congrès fédéral et au congrès national de la SFIO à Marseille en 1937.

Son engagement politique se double d'un engagement syndical : de 1935 à 1937, il exerce les fonctions de secrétaire de la section académique de la Fédération générale de l'Enseignement. Favorable à l'unité d'action, il résiste à la tentation passagère de rejoindre le Parti communiste comme l'y poussent certains collègues, dont le géographe

Pierre Georges, et refuse les avances de la Franc-maçonnerie locale.

Nommé au lycée Carnot à Paris, à la rentrée 1937, Robert Verdier emménage dans le Ve arrondissement et rejoint la section socialiste locale. Favorable à la direction du parti, il appuie les blumistes après la crise de Munich, en septembre 1938, et se lie avec Amédée Dunois et Ernest Labrousse, membres comme lui de la Ve section. Il envisage alors une carrière universitaire, dépose un sujet de thèse portant sur l'œuvre de Balzac et se marie en novembre 1938. Son épouse, Cécile, sera de tous ses combats durant soixante années. Le couple a un fils, Jean-Philippe, né en 1942.

Le 30 novembre 1938, Robert Verdier participe activement à la grève générale lancée par la CGT et interdite par le gouvernement Daladier. Avant l'entrée en guerre, il est l'un des abonnés du périodique de la tendance socialiste *Agir pour la paix, pour le socialisme*, animée par Pierre Brossolette, Georges Monnet, Tanguy Prigent et son futur compagnon de résistance, Daniel Mayer. Il réfléchit alors à préparer un ouvrage sur le socialisme démocratique après le Front populaire, dont il esquisse une ébauche que nous publions ici, lors d'une hospitalisation au printemps 1940. Il pense toujours préparer une thèse sur l'œuvre de Balzac, l'un de ses thèmes de lecture privilégié en ces années.

Mobilisé le 2 septembre 1939 dans l'armée des Alpes, Robert Verdier est démobilisé, le 28 juillet 1940. Choqué par la défaite, son hostilité envers le régime de Vichy, perçu par lui et les siens comme clérical, revanchard et réactionnaire, est immédiate.

De retour à Paris, dès la rentrée universitaire, Verdier participe aux premières actions clandestines visant à la reconstruction du mouvement socialiste dans la région parisienne, avec ses amis de la 5e section, Paul Colliette, Amédée Dunois, Ernest Labrousse. Gérard Jaquet et lui, plus jeunes et disponibles que les vétérans Dunois ou Jean Texier, sont chargés dès octobre 1940 de multiplier les contacts en vue

de reconstruire des structures socialistes clandestines. C'est ainsi qu'ils rencontrent Depreux, paulfauriste notoire, mais patriote et hostile au ralliement de ses anciens amis envers Vichy. Leur action est essentiellement propagandiste au sein du Comité d'action socialiste (CAS-Nord). Robert Verdier rédige des tracts et des articles dans des journaux clandestins, *Socialisme et liberté* puis *Le Populaire*. Il prépare avec Dunois la brochure reproduisant les interventions de Léon Blum au procès de Riom. Responsable adjoint du Comité central socialiste de la zone-Nord, au printemps 1941, il contrôle, avec Jean Biondi, le secteur Paris-Charleville-Belfort, faisant aussi du renseignement pour le mouvement Libération-Nord. Il assume seul ce rôle de délégué permanent régional après l'arrestation et la déportation de l'ancien député-maire de Creil. En juin 1943, au moment de la fusion des Comités d'action socialiste des zones Nord et Sud, il devient membre du Comité exécutif de la nouvelle organisation, puis de la SFIO reconstituée.

En octobre 1943, peu après sa nomination au lycée Louis-le-Grand, prévenu d'une arrestation imminente par les réseaux résistants de la Préfecture de Police, Verdier entre dans la clandestinité. Ses pseudonymes les plus courants sont Hervé, Deville et Marius Barbe. Pour son action dans la Résistance, il est décoré à la Libération de la médaille de la Résistance avec rosette. Il se fait également le mémorialiste de cette résistance socialiste en publiant une brochure sur *La vie clandestine du PS* fin 1944.

Entré de fait en politique durant la guerre, Robert Verdier devient un cadre de premier plan du Parti socialiste à la Libération, en congé de l'Éducation nationale. Au congrès socialiste de novembre 1944, il préside la commission chargée d'étudier le cas des anciens

2. La Fédération de la Gauche Démocrate et Socialiste rassemble le parti socialiste SFIO, le parti radical-socialiste et la Convention des institutions républicaines (1965-1968). François Mitterrand la préside.

parlementaires. Elle confirme l'exclusion de la SFIO de pratiquement tous ceux qui ont voté les pouvoirs constituants le 10 juillet 1940, décision prise dans la clandestinité. Le congrès le confirme aussi dans ses fonctions de secrétaire général adjoint qu'il occupait dans la clandestinité. Il est désigné pour siéger à l'Assemblée consultative provisoire de Paris (désignation validée le 8 novembre 1944) où il intervient à la tribune sur le projet d'ordonnance portant statut des comités d'entreprises et contre le maintien des subventions à l'enseignement privé. Il participe à la mise en place du comité d'entente avec le Parti communiste en décembre 1944, où il siège sans discontinuer jusqu'à sa disparition. Il anime encore à partir de 1946 les Cercles Jean Jaurès, l'équivalent des groupes d'entreprises, tournés vers le monde enseignant, avec lesquels il lance *La Revue socialiste*, tout en collaborant à l'hebdomadaire intellectuel du parti, *Gavroche*. Élu à la deuxième Assemblée nationale Constituante, le 2 juin 1946 (il n'avait pas été candidat en 1945), il est battu le 10 novembre 1946. Mis en tête de liste par les militants de son secteur, il a cédé la première place, seule éligible, à Paul Rivet qui avait été le premier conseiller municipal élu sous l'étiquette Front populaire à Paris en 1935. Par ailleurs, il est membre de la commission Philip sur l'enseignement privé, nommée par le gouvernement Gouin, puis il entre comme collaborateur du cabinet de Depreux au ministère de l'Éducation nationale en 1948.

Mais, au congrès de Montrouge d'août 1946, la direction socialiste issue de la Résistance a été mise en minorité par le rejet du rapport moral présenté par le secrétaire général, Daniel Mayer, et soutenu par Verdier, solidaire, même s'il est parfois critique, de son camarade de clandestinité. Partisan à cette étape de la participation ministérielle, même sans les communistes, il est souvent en opposition avec la ligne du secrétaire général. Candidat contre Guy Mollet pour la direction du parti au congrès national de 1948, il apparaît alors comme l'un de ses principaux opposants.

Réélu au comité directeur, reconduit au bureau du parti, Robert Verdier devient – à la demande expresse de Léon Blum – son adjoint à la direction politique du *Populaire* à l'automne 1946. Cette collaboration quotidienne entre les deux hommes durera près de quatre années, jusqu'au décès du vieux leader socialiste en mars 1950. Victime de la tuberculose cette même année, il doit subir une opération particulièrement douloureuse. Mais, il continue à assumer la direction politique du quotidien socialiste, poste qu'il occupe quatre années encore. Il collabore conjointement au *Midi Libre* en rédigeant une chronique régulière.

Cependant, Robert Verdier retrouve les bancs de l'Assemblée nationale en 1951. Élu député la 1ère circonscription de la Seine (rive gauche de Paris) le 17 juin 1951, professeur détaché, il fait une intervention remarquée contre la loi Barangé. Membre de la délégation exécutive du groupe socialiste de l'Assemblée, il est nommé à la commission des Affaires étrangères, où il siège toute la législature, et est désigné par elle pour l'examen des problèmes intéressant les États associés d'Indochine le 1er février 1955. À cette époque, il se lie d'une amitié durable avec Alain Savary. Leur collaboration étroite durant près de trente ans débute par la remise en cause de la politique coloniale de la France en Indochine, au Maroc et en Tunisie. L'exceptionnel intérêt de Robert Verdier pour la question coloniale est né de sa rencontre avec le socialiste tunisien Habib Ben Slama et de sa participation au congrès des fédérations socialistes d'Afrique du Nord tenu en 1946, où il a rencontré Élie Cohen-Hadria. Avec Alain Savary, il suit activement les questions d'Afrique du Nord, défendant des solutions que l'on qualifie alors de « libérales ». Par exemple, après la note du gouvernement français du 15 décembre 1951 concernant la Tunisie et le ratissage du Cap Bon (pointe nord du pays), Verdier utilise la tribune parlementaire pour révéler la politique de répression qu'il juge colonialiste. Il rend visite en 1952 à Bourguiba dans sa résidence

forcée à La Galite (où il est enfermé deux années), en vue d'une interpellation du gouvernement. Effectuant une mission parlementaire au Maroc du 2 au 11 janvier 1954 avec trois autres députés, il exige de rencontrer des Marocains emprisonnés, hors de la présence de l'administration, et cite dans son rapport des documents démontrant la pratique de la torture. Il approuve la politique suivie par le gouvernement Mendès France au Maghreb et se voit confier la charge de présenter, le 5 juillet 1955, le rapport de la commission des Affaires étrangères sur le projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier les conventions entre la France et la Tunisie, visant à installer l'autonomie interne qui va aboutir à l'indépendance un an plus tard.

Alors que les tensions internes à la SFIO se sont apaisées entre 1948 et 1952, un grave désaccord surgit lors de la querelle de la CED. Verdier s'oppose à ce projet de Communauté européenne de défense et joue un rôle important dans le rejet du traité. Avec Alain Savary, il est le principal rédacteur de deux brochures intitulées *Contre le traité actuel de la CED*, ratifiées par une majorité des députés socialistes et il est l'un des députés indisciplinés qui font échouer le projet le 30 août 1954. Par solidarité avec Oreste Rosenfeld, qui perd ses fonctions de directeur de l'hebdomadaire du parti, *Le Populaire-Dimanche* pour ses indisciplines sur la CED à l'Assemblée de l'Union française, Verdier démissionne de ses fonctions de directeur du *Populaire*, arguant de problèmes de santé réels.

La politique algérienne du gouvernement de Guy Mollet soutenue par la direction de la SFIO après le 6 février 1956, le conduit de nouveau à s'opposer à la direction de son parti. Dès les premiers jours lors des débats du groupe parlementaire, il critique l'orientation adoptée, se montrant hostile aux pouvoirs spéciaux, votés le 12 mars 1956. Il devient l'un des plus actifs animateurs de la minorité avec Édouard Depreux, Daniel Mayer et André Philip. Le groupe

parlementaire, tenant à montrer son indépendance par rapport à la direction de la SFIO et au gouvernement Guy Mollet, l'élit à sa présidence en octobre 1956, où il succède à Édouard Depreux démissionnaire. Déjà signataire du texte minoritaire présenté par Depreux et défendu par Philip au congrès de Lille en juillet 1956, il condamne le détournement de l'avion transportant les leaders du FLN et l'expédition de Suez, à l'occasion de laquelle il tente d'unir les efforts des socialistes minoritaires français et des travaillistes anglais. Outré par le déroulement de la bataille d'Alger, il participe à la fondation du Comité socialiste d'études et d'action pour la paix en Algérie en janvier 1957. Il est désigné par ses camarades comme rapporteur de la motion de ceux qui proclament désormais le droit à la séparation de l'Algérie et font référence à « la vocation nationale du peuple algérien » au congrès de Toulouse en juillet 1957. Il est de plus en plus en porte-à-faux avec la ligne de son parti et, ses responsabilités de président du groupe parlementaire socialiste lui pèsent. Il profite du vote sur le renouvellement des pouvoirs spéciaux en juillet 1957 – qu'il refuse de voter – pour être démissionné de cette fonction. Il a d'ores et déjà décidé, il le note dans son *Journal*, de ne pas se représenter aux élections futures comme candidat de la SFIO.

La rupture de Verdier avec la SFIO est consommée avec le retour au pouvoir du général de Gaulle – auquel Guy Mollet s'est rallié – et l'échec de l'effort de la minorité pour redresser le parti au congrès d'Issy-les-Moulineaux, en septembre 1958. Robert Verdier, qui a voté contre l'investiture de l'ancien chef de la France libre le 1er juin 1958, est durant l'été un des créateurs de l'Union des forces démocratiques, appartenant au bureau de ce cartel de démocrates hostiles à la Ve République, avec Pierre Mendès France, François Mitterrand, les dirigeants de la FEN (Fédération de l'Éducation Nationale) et de la LDH (Ligue des droits de l'homme), des intellectuels. Au congrès national de la SFIO, les 11-14 septembre, avec

Depreux et Savary, ils représentent une dernière fois la minorité du parti, puis organisent la scission. Le 14 septembre 1958, il créé le Parti socialiste SFIO autonome (PSA), dont il devient secrétaire général adjoint avec Alain Savary, Édouard Depreux étant secrétaire général.

Aux élections législatives de novembre 1958, Robert Verdier est battu par Jean-Marie Le Pen. Il reprend alors un poste de professeur de Lettres au lycée Buffon à Paris, où il exercera jusqu'à sa retraite en 1976.

Lorsqu'en 1960 le PSA fusionne avec l'UGS (Union de la Gauche Socialiste) et Tribune du Communisme pour former le PSU (Parti Socialiste Unifié), Robert Verdier devient membre du bureau national de cette organisation et directeur de son hebdomadaire *Tribune socialiste*. Il est candidat de son parti aux législatives de 1962, où ses adversaires sont Jean-Marie Le Pen et le gaulliste René Capitant, ce dernier étant élu. Au congrès d'Alfortville, en janvier 1963, il constitue avec Alain Savary, Maurice Klein et Pierre Bérégovoy la tendance « A ». Sept tendances s'affrontent alors et la direction Depreux-Martinet n'obtient pas la majorité. Face à une coalition des minorités, le courant animé par Verdier tente de jouer les arbitres, mais la crise éclate en mai. Toute la direction démissionne de ses responsabilités créant une vacance de plusieurs mois. Verdier, après avoir renoncé à la direction de *Tribune socialiste*, est écarté du Bureau national en novembre suivant, son courant éclatant avec le passage de Bérégovoy et des mendésistes dans la majorité. Il prend alors ses distances avec ce parti. Dans les mois qui suivent la présidentielle de 1965, et les premières tentatives d'union de la gauche non communiste, en désaccord avec l'attitude hostile du PSU envers la FGDS[2], Verdier le quitte. Membre de l'Union des clubs pour le renouveau de la gauche, club lancé par Alain Savary qui a rejoint la FGDS, il est le candidat désigné de la Fédération en 1967 et 1968 dans son secteur habituel. Dans le même temps, il appartient à la "Commission octobre" de la FGDS, chargée de préparer la fusion des partis et clubs qui la composent.

Lorsqu'Alain Savary devient premier secrétaire du nouveau Parti socialiste, en 1969, Robert Verdier entre à la direction de ce parti comme secrétaire national aux affaires internationales. Tous deux sont battus au congrès d'Épinay, se retrouvant simples membres du comité directeur du Parti socialiste et se rallient à François Mitterrand après la signature du Programme commun de gouvernement.

Robert Verdier se présente, sans succès, dans le Gard aux élections législatives de 1973. De 1975 à 1979, il préside le comité directeur du Parti socialiste, ce qui lui offre une place au bureau exécutif. Pour le congrès de Metz, il signe la motion Mauroy mais abandonne tous ses mandats, devenant simple cotisant.

Depuis sa retraite professionnelle, Robert Verdier se consacre essentiellement à la Ligue des droits de l'homme à laquelle il a adhéré dans sa jeunesse, à Montpellier, mais dont il s'était éloigné durant la guerre froide, la trouvant notamment trop indulgente pour les crimes commis par les régimes d'Europe de l'Est. Coopté en 1964 au comité central de la Ligue, alors dirigée par Daniel Mayer, il devient président de la Fédération de Paris de 1976 à 1986 et un très actif président de la commission internationale, accomplissant de nombreuses missions à l'étranger. Fondateur du CIDEM (fondation citoyen et civisme), il contribue à rapprocher la Ligue des droits de l'homme et la Ligue de l'Enseignement qui s'étaient éloignées l'une de l'autre depuis le début des années soixante. Il quitte statutairement le comité central de la LDH à l'âge de soixante-quinze ans et il est désigné comme président d'honneur de la Ligue des droits de l'Homme en 1986, puis comme vice-président de la Fédération internationale des droits de l'homme à son congrès de Turin en 1992.

Intellectuel engagé, Robert Verdier a beaucoup écrit et plus encore lu durant son existence (voir sa bibliographie et l'article de Liliane Gisselbrecht). Il a aussi contribué à éclairer la longue séquence qu'il a vécue. Bien que non historien de formation, il a publié des arti-

cles et ouvrages qui font référence, principalement sur l'histoire des rapports PC-PS et sur les socialistes en Résistance. Depuis les années soixante-dix, il recevait de très nombreux historiens et politistes et il était devenu un témoin privilégié et apprécié, sollicité aussi pour des colloques universitaires, des émissions radiophoniques et de nombreux documentaires historiques. Enfin, depuis les années cinquante, il animait aussi la Société des Amis de Léon Blum qui publia tout d'abord les *Œuvres* de ce dernier. Devenu président de la Société, il poursuit son action en organisant des colloques et en dirigeant les *Cahiers Léon Blum*.

Robert Verdier n'a accepté qu'une décoration, la rosette de la Résistance.

Il est décédé à Meyrueis le 27 février 2009 à l'âge de 98 ans.

GILLES MORIN

archives-socialistes.fr

archives-socialistes.fr

LILIANE GUIGNARD-GISSELBRECHT

La culture d'un « honnête homme »

Notes de lecture de Robert Verdier, cahiers 1935 – 1949

À partir de 1935, Robert Verdier prend la décision de rédiger régulièrement des notes de lecture qu'il rapporte sur quatre cahiers d'écolier, jusqu'en 1949.

Évidemment, on imagine mal Robert Verdier n'ayant pas lu avant cette date, ne serait-ce que les lectures contraintes des études, des examens et des concours. On sait aussi qu'il fut familiarisé avec les grands textes de Jaurès par son père, qu'il connaissait le discours de Léon Blum au Congrès de Tours à travers une série d'articles de 1928 réunis en brochure sous le titre de *Bolchevisme et socialisme*, qu'il lut des ouvrages de Lénine dont il écrit dans ses mémoires qu'ils le découragèrent d'adhérer au parti communiste comme il note aussi qu'il profita de l'oisiveté de son service militaire (12 mois passés au service de santé de l'armée à Marseille en1932 pour lire : « mon travail n'était pas accablant.... Ce privilège me permet surtout d'avoir un refuge pour lire en toute tranquillité ». Une année de lecture dont nous n'avons pas trace sauf, peut-être, dans la remarque « déjà lu » ou « relu ». Ses *Mémoires* nous apprennent aussi qu'après Munich il lit *Ceux qui osent répondre à Hitler*, un recueil des discours prononcés à la Chambre des communes par les adversaires de Chamberlain, qu'il lit *Mein Kampf* qui vient d'être traduit en français et dit regretter de ne pas avoir pris de notes, or il évoque cette lecture en 1941 : « il écrit mal, tout est confus, manque d'ordre, d'analyse pertinente de sa politique étrangère... » !

Le premier cahier s'ouvre par une signature résolue, comme le font les élèves sur leur cahier neuf, *Robert Verdier le 21 novembre 1935 Montpellier*, puis sur la première feuille : *Cahier n°1 notes de lecture,* celles-ci s'arrêtent au début de 1938.

Rien de plus sage que ces notes, par leur support d'abord : des cahiers d'écolier avec une couverture cartonnée marron, marquée du blason « collège et école primaire supérieure de Mende », petite ville où habitaient ses parents. Robert Verdier a probablement voulu améliorer la tenue d'un matériel plutôt fragile en renforçant la reliure d'un chatterton noir qui sert plutôt à habiller les guidons de bicyclettes, objet familier à un homme qui affrontait le Causse en bicyclette à 90 ans passés !

Le premier cahier sent encore l'étudiant mais aussi déjà le jeune professeur de lettres appliqué à rédiger des notes pour préparer ses cours.

Robert Verdier a 25 ans, il est depuis deux ans nommé au lycée de Montpellier. Il lit avidement les fondamentaux républicains que sont entre autres les œuvres de Jules Romains, de Roger Martin du Gard, mais nous retrouvons aussi le cheminement d'un jeune homme curieux de tout qui s'interroge sur les sentiments humains, l'amour, le mariage, la foi, la paix et la guerre.

Ses notes sont construites avec méthode : l'année précède le compte rendu de lecture, parfois avec la précision du mois, ou d'un événement : « acheté par hasard », « acheté à Marseille », » « lu à Meyrueis », « pendant les vacances de Noël 1935, en voyage et à Colmar »...) ; certaines notes ont été rapportées après quelque temps dans le cahier, exemple *Les Célibataires* de Montherlant lu en 1934 rapporté au début de l'année 1935.

Le livre fait l'objet d'un petit résumé et commentaire personnel, suit la présentation du récit, chapitres, thèmes avec références des passages les plus significatifs : « voici par exemple un passage tout

à fait caractéristique..... » ; on découvre l'enthousiasme pour *Contrepoint* d'Aldous Huxley « lu à Meyrueis en août 1937 « un des grands bouquins que j'ai lu, à mettre au rang des « bréviaires » d'une extraordinaire richesse et remarquablement écrit ! ».

Aldous Huxley restera une référence avec un autre livre : *La Fin et les moyens*. Robert Verdier ne cède pas aux modes lorsqu'il voit de l'imposture chez Jean Giono, malmène Zola et note, pour *Le Médecin de campagne* de Balzac : « un des livres les plus ennuyeux que j'ai lus » !

La liberté de ton, l'enthousiasme pour certains livres, la réprobation ou la détestation révèlent un talent de critique littéraire, en cela aussi il annonce une proximité avec Léon Blum. Une proximité déjà dans la lecture des *Nouvelles conversations de Goethe avec Eckermann* avec cette note respectueuse : « révèle l'unité de la vie intellectuelle de Blum ».

Le deuxième cahier couvre la moitié de l'année 1938 jusque 1945, puis 1949. Il confirme le militant socialiste, sans que la littérature y perde de sa prééminence.

La méthodologie professorale est un peu sacrifiée au profit d'une analyse plus rapide. Les temps deviennent difficiles, « drôle de guerre », guerre...

Entre errance et résistance, difficile à Robert Verdier d'indiquer l'endroit où il se trouve et de prendre le temps de lire, il le fait malgré tout ; ses lectures se resserrent autour de l'œuvre de Balzac (sur laquelle il avait un projet de thèse) et d'un retour aux classiques : Anatole France, Zola, Jules Romains... mais elles confirment aussi son goût pour la littérature anglo-saxonne : Edgar Poe, Oscar Wilde, Pearl Buck, Louis Bromfield... et, guerre mondiale oblige, d'une curiosité nouvelle pour les États-Unis et le Japon. Il lui reste à comprendre cette Allemagne qui a produit un tel régime et provoqué la guerre avec les ouvrages du germaniste Edmond Vermeil, relecture de *Mein Kampf*, Benoist-Méchin avec *L'Armée allemande*, *Les Réprouvés* d'Ernst von Salomon.

Les bonnes résolutions prises en 1935 s'estompent au fil des ans, à mesure des engagements et responsabilités politiques de Robert Verdier.

Il semble pourtant qu'il ne désespère pas de remplir plus tard les pages laissées vides dans le cahier notamment entre le mois d'août 1945, avec une seule note de lecture, et l'année 1949 avec deux notes de lecture dont la dernière est celle du livre de Georges Hyvernaud, au titre d'apocalypse, sur le sort des prisonniers de guerre : *La peau et les os.*

Le troisième cahier est rédigé entre la fin de 1938 et 1939 mais se rapporte à la période 1936-1938 ; l'expérience du Front Populaire, l'arrivée d'Hitler au pouvoir et la marche à la guerre amènent Robert Verdier à reconsidérer les bases théoriques sur lesquelles se fondaient ses convictions socialistes.

Il se présente comme une sorte de manuel à usage personnel dans lequel il s'exerce à faire un récapitulatif thématique des lectures philosophiques ou politiques qui forgèrent ses convictions et son credo de socialiste humaniste.

En cela il annonce la rédaction de son *Projet socialiste* qui figure dans le dernier cahier.

Le quatrième cahier est spécifiquement limité à l'année 1940. Mobilisé le 1er septembre 1939, Robert Verdier est affecté à l'hôpital militaire de Marseille. Il obtient une permission en avril 1940 à Paris, où il contracte une hépatite, il sera hospitalisé 3 semaines au Val-de-grâce. Ses lectures restent nombreuses et variées : à la gravité des œuvres de Montaigne, Érasme, Rousseau, d'une histoire de la République romaine de Gustave Bloch... se mêle la légèreté de *La Fausse maîtresse* de Balzac ou de *La Vagabonde* de Colette, et le voyage chez Panaït Istrati n'exclut pas le soin que prend Robert Verdier à parfaire sa culture générale, notamment artistique.

C'est pendant cette hospitalisation qu'il rédige son *Projet d'étude sur le socialisme*, véritable « Déclaration de principes » pour un socialisme réformiste et humaniste qui annonce le fidèle de Léon

Blum. Suit une période de convalescence sur les territoires familiers de Montpellier et Meyrueis pendant l'été 1940.

« Il fallait voir son bonheur lorsque nous lui avons offert l'œuvre de William Faulkner dans la collection de la Pléiade pour l'entrée dans sa 90e année » rapportent les amis socialistes qui lui avaient fait ce cadeau. L'incessante soif de culture comme antidote au dogmatisme et au fanatisme reste la marque profonde de la démarche du militant socialiste et de l'honnête homme que fut Robert Verdier.

C'est bien ce qu'il proposait déjà dans le premier point de son *Projet socialiste* : «...l'idée que le socialisme ne pourra naître que par une lente éducation démocratique ».

LILIANE GUIGNARD-GISSELBRECHT

Cahier n° 1

Liste introduite par une citation : « Aux faits matériels décourageants, le rapport opposait les qualités morales propres à la nation » (Thomas Mann, *Altesse royale*)

1935

Henry de Montherlant : *Les Célibataires* (mai 1934)
Paul Nizan : *Les Chiens de garde*
André Gide : *Les Nouvelles nourritures*
Roger Martin du Gard : *Les Thibault* (tomes II, III, IV)
Marcel Raymond : *De Baudelaire au surréalisme*
Henri de Man : *L'Idée socialiste*
Albert Houtin[1] : *Une vie de prêtre*
Jules Romains : *Les Hommes de bonne volonté* (IX et X) (vacances de

1. Albert Houtin (1867-1926), prêtre, philosophe et historien du christianisme, est excommunié avec son ami Alfred Loisy après la crise « moderniste ». Il inspire Martin du Gard.

Noël 1935 en voyage à Colmar)
Jean Guéhenno : *Jeunesse de France*
Jean Giraudoux : *La Guerre de Troie n'aura pas lieu*
Thierry Maulnier : *Racine*

1936
Louis Guilloux : *Le Sang noir*
Michel Matveev[2] : *Étrange famille*
Jean-Baptiste Séverac : *Lettres à Brigitte* (Le parti socialiste, ses principes et ses tâches), 1933 Édition Bataille socialiste
Julien Benda : *Délice d'Eleuthère*
Friedrich Von Schiller : *Don Carlos*
Paul Labérenne[3] : *L'Origine des mondes*
Jean Giono : *Le Chant du Monde*
Nietzsche : *Also sprach Zarathustra*
Léon Blum : *La Réforme gouvernementale*
Jules Romains : *Les Hommes de bonne volonté* (II et XII)
Félicien Challaye : *Nietzsche* (déjà lu en 1933)
Romans policiers :
Raymond Fauchet : *Ennemi public*
Stanley Gardner : *Avocat du diable*
Léon Blum : *Stendhal et le beylisme*
Louis Guilloux : *Histoire des brigands*
Rosamond Lehmann[4] : *Intempéries*
Henry de Montherlant : *Les Jeunes filles*
Choderlos de Laclos : *Les Liaisons dangereuses*
André Gide : *Retour de l'URSS*
Roger Martin du Gard : *Les Thibault, Été 14*

2. Nom de plume de Joseph Constant (1892-1969), sculpteur et écrivain.

3. Paul Labérenne (1902-1985) est un scientifique communiste, animateur de l'Université ouvrière puis de l'Université nouvelle.

4. Rosamond Lehmann (1901-1990) est une écrivaine britannique proche du groupe de Bloomsbury.

1937

Emmanuel Mounier (27 février) : *Manifeste au service du personnalisme*
Jean Giraudoux : article sur *Électre*
Léon Blum : *Du mariage* (lu à Meyrueis, juillet)
Aldous Huxley : *Contrepoint* (Meyrueis, 6 août)
Platon : *Le Phédon* (idem)
Aldous Huxley : *La Paix des profondeurs* (septembre, acheté à Marseille)
Henry de Montherlant : *Le Démon du bien* (octobre)
Plusieurs livres sur la Russie (septembre, octobre) : Walter Citrine, Kléber Legay, Pierre Herbart (syndicalistes et intellectuels invités en URSS, récits critiques à leur retour)
Barbey d'Aurevilly : *Les Diaboliques*
Jean Thomas : *L'Humanisme de Diderot*
Jules Romains : *Les Hommes de bonne volonté* (XIII et XIV)
Bernard Lavergne : *L'Expérience Blum*

1938

Janvier. Quelques articles sur la lecture de l'Affaire Dreyfus dans l'*Histoire de la IIIe République* de Galtier-Boissière
Février. André Malraux : *L'Espoir*
Mars, avril. Stendhal : *Lucien Leuwen*
Anatole France : *L'Anneau d'améthyste*
Juillet. Meyrueis. Platon : *Le Banquet*
Maurice Dide et Paul Guiraud[5] : *Traité de psychiatrie*
Août. Balzac : *Le Médecin de campagne*
Faust : La légende et *Faust* de Goethe
Août. (période de réserve) Lewis Browne : *La Vie des juifs*
Les juifs : collection « Présence », étude collective.
Jacques de Lacretelle : *Silbermann*
Alain-Fournier : *Le Grand Meaulnes*

5. Maurice Dide (1873-1944), mort en déportation à Büchenwald et Paul Guiraud (1882-1974) sont deux grands noms de la psychiatrie française.

Cahier n° 2

1938

Septembre. Léon Blum : *Nouvelles conversations de Goethe ave Eckermann*
Balzac : *Ursula Mirouet - La Rabouilleuse*

1939

Janvier. Barbey d'Aurevilly : *Le Chevalier des Touches*
Février. Anatole France : *L'Orme du mail – Le Mannequin d'osier – Les Dieux ont soif* (2e lecture)
Émile Vandervelde : *Souvenirs d'un militant socialiste*
Mai. Émile Zola : *La Terre*
Mathiez : *Études robespierristes* (150e anniversaire de la Révolution française)
Balzac : *Le Colonel Chabert – Gobseck – Le Père Goriot – Eugénie Grandet*
Célestin Bouglé : *Socialismes français*

1940

(Ces notes font suite à celles portées dans un cahier différent (voir cahier 1940) celui qu'il tiendra de la mobilisation à l'hospitalisation et la convalescence)
Octobre. Flaubert : *Madame Bovary – L'Éducation sentimentale*
Novembre. Joris-Karl Huysmans : *La Cathédrale – À rebours*
Auguste Jardé : *La Formation du peuple grec* (relu en octobre 1940)
Jules Romains : *Mort de quelqu'un*
Edgar Poe : *Histoires extraordinaires.* « Les plus intéressantes » : *Double assassinat dans la rue Morgue – Le scarabée d'or –Aventure de Hans Pfaal– Une descente dans le maelström –Morella*
Honoré de Balzac : *Le Contrat de mariage – Modeste Mignon*
Décembre (Saint-Nazaire). Anatole France : *La Révolte des Anges* (déjà lu à Montpellier en 1928)
Gaëtan Pirou : *Essais sur le corporatisme*

Pearl Buck : *Le Patriote*
Anatole France : *L'Île des pingouins*
Décembre (sans précision de lieu). Albert Houtin : *Courte histoire du christianisme*

1941
Janvier. Edmond Vermeil : *L'Allemagne : essai d'explication*
Thierry Maulnier : *Mythes socialistes*
Février-Mars. Joris-Karl Huysmans : *Les Sœurs Vatard – Là-bas – En route*
Mars. A. Thérive : *Écrits sur Huysmans*
Avril-Mai. René Fulop-Miller : *Les Jésuites et le secret de leur puissance* (*Histoire de la compagnie de Jésus*)
Mai-Juin. Hitler : *Mein Kampf*
Juillet. Zola : *La Débâcle – Nana*
Août : (lu à Saint-Nazaire). Georges Duhamel : 3 volumes de la série *Chronique des Pasquier* : *Le Notaire du Havre – Cécile parmi nous – Le désert de Bièvres*
Septembre. Louis Bromfield : *La Mousson*
Stendhal : *La Chartreuse de Parme*
Octobre (« lu par hasard »). Édouard Herriot : *Aux sources de la liberté*

1942
Janvier-Février. Léon Trotski : *La Révolution trahie* (déjà lu en juin 1938)
Maxence Van der Mersch : *Invasion 14*
Relu en mars. André Gide : *La Porte étroite*
Balzac : *Béatrix*
Avril. Benoist-Méchin : *Histoire de l'armée allemande*
Ernst von Salomon : *Les Réprouvés*
Juin. Paul-Louis Courier : *Pamphlets politiques* (« lu quelques pamphlets dans la collection La Pléiade »)
Juillet. Émile Zola : *Son excellence Eugène Rougon – La Conquête de Plassans*

archives-socialistes.fr

Août. Léon Tolstoï : *Anna Karénine*
Georges Duhamel : *La Pierre d'Horeb*
Fédor Dostoïevski : *Un joueur*
Septembre. Joseph Caillaux : *Mémoires*, tome 1 (*Ma jeunesse orgueilleuse*)
Rieder : conférence « Dieux et religions »[6]
Émile Zola : *Au Bonheur des dames*
Octobre. Pearl Buck : *L'Ange combattant*
Georges Weill : *L'Europe du 19e siècle*
Camille Pelletan : *Le Comité central de la Commune*
Novembre. Gustave Glotz : *La Cité grecque*
Ernest Renan : *Vie de Jésus* (relu)

1943
Janvier. André Siegfried : *Les États-Unis d'aujourd'hui*
Février. Pearl Buck : *Terre chinoise*
John Dos Passos : *42° //*
Mars-Avril. Zola : *La Bête humaine*
Anatole de Monzie : *Mémoires de la tribune*
Juillet (sur feuilles volantes)

Ferdinand Alquié[7] : *Le Désir d'éternité*
Jules Isaac : *Le Problème des origines de la guerre*
Georges Sorel : *La Ruine du monde antique*
Georges Michon : *Clemenceau*
Novembre. (Pas de notes et sur feuilles volantes)
Andrée Viollis : *Le Japon et son Empire*

6. Les éditions Rieder publient en 1926 une série de Conférences de l'Union des Libres Penseurs et des Libres Croyants pour la culture morale intitulée *Dieux et religions*. Gustave Belot (1859-1929) et d'autres en sont les auteurs.

7. Robert Verdier relate dans ses *Mémoires* qu'il a connu très tôt Ferdinand Alquié (1906-1985), professeur de philosophie au lycée de Carcassonne, rencontré dans le cadre du Comité de Vigilance des Intellectuels Antifascistes dont Verdier était le secrétaire académique.

Archives socialistes.fr

Ernst Glaeser : *Le dernier civil*
Thomas Hardy : *Jude l'obscur*
Décembre. Mary Webb[8] : *Sarn*
Ralph Waldo Emerson : *L'Âme anglaise*
Prosper-Olivier Lissagaray : *La Commune*
Ferdinand Alquié : *Le Désir d'éternité*
Henri Hauser : *Méthodes allemandes d'expansion économique*

1944

(Pas de notes, sauf pour le livre de Bernard-Lazare avec une longue analyse)
Burland : *Le Caractère* [?]
Oscar Wilde : *Le Portrait de Dorian Gray*
Hyacinthe Dubreuil : *Standards* (le travail américain vu par un ouvrier)
Georges Friedmann : *La Crise du progrès*
Romain Rolland : *Vie de Tolstoï*
Bernard-Lazare : *L'Antisémitisme*
Avril. Ernest Renan : *L'Avenir de la science*
Mai. Zola : *Pot-Bouille – Le Ventre de Paris*
Robert Brasillach : *Notre avant-guerre*
Georges Clemenceau : *Grandeurs et misères d'une victoire*
Juin-Juillet. Jules Romains : *Lucienne – Le Vice des corps – Quand le navire*
René Fauvert : *Les Étapes de la médecine*

1945

Août. Eugène Spuller : *Lamennais* (livre trouvé à Saint-Marc [?])

1949

Janvier. Alexis de Tocqueville : *Souvenirs*
Septembre. Georges Hyvernaud : *La Peau et les os*

8. Mary Webb (1881-1927) connaît le succès après sa mort lorsque *Sarn* est réédité avec une préface du Premier Ministre Stanley Baldwin.

archives-socialistes.fr

Cahier n° 3

Certains livres ont déjà été notés dans les Cahiers 1 et 2, d'autres le sont pour la première fois dans celui-ci. Nous suivrons l'ordre de présentation des chapitres et le choix des livres.

Écrites en travers de la page de couverture intérieure, Robert Verdier annonce les thématiques :

Philo

Matérialisme historique

Socialisme

Histoire

Jaurès[9]

Études socialistes, tomes I et II

Controverse avec Lafargue :

République et Socialisme : controverse avec Jules Guesde

Socialisme, militarisme, guerre : congrès de Nancy et Stuttgart 1907

Pour la Paix

Relations avec les radicaux : Discours de Jean Jaurès au Tivoli-Vauxhall en 1898 (Jaurès explique pourquoi, lors de la constitution du ministère Rouvier le 31 mai 1887, il s'est séparé des élus républicains du Tarn)

Collectivisme, individualisme, propriété : controverse avec Bernard Lavergne sur la question de la propriété individuelle.

Histoire de la IIIe République

Extraits de l'*Histoire de la IIIe République* de Galtier-Boissière

« Guesdisme » – socialisme et partis démocratiques

Histoire de la IIIe République d'Alexandre Zévaès

9. De toute évidence, Verdier procède ici à une lecture attentive des tomes de l'édition Bonnafous des *Œuvres de Jaurès* (9 volumes parus dans les années 1930 chez Rieder).

URSS

Georges Friedmann : *De la sainte Russie à l'URSS* (« 1er livre à la louange de l'URSS »)
André Gide : *Retour de l'URSS*
Léon Trotski : *La Révolution trahie*
Retour sur des notes de lecture de 1937 : Walter Citrine : *À la recherche de la vérité en URSS*
Charles Vildrac : *Voyage en Russie soviétique 1919-1939*

Socialisme et christianisme

Alain : *Propos sur le christianisme*
Félicien Challaye : *Le Christianisme et nous*
Rieder : *Lettre de Mgr Verdier aux évêques espagnols*
Albert Houtin : *Courte histoire du christianisme*Fascisme et Église en Italie (chapitre XI de l'*Histoire du fascisme en Italie* de C.M.R., sigles volontairement anonymes)
André Philip : Conférence « socialisme et christianisme »
Laïcité : Débats du congrès national de Nancy 1929

Révolution de 1789

Jaurès : Extraits de l'*Histoire socialiste de la Révolution française*, tome I chapitre 1
Albert Mathiez : *Notes assemblées en vue d'une conférence sur la commémoration du 150e anniversaire.*

Révolution de 1848

« notes sur fiches », non retrouvées dans ce cahier.

La Commune

Camille Pelletan : *Le Comité central de la Commune*

Fascisme

Daniel Guérin : *Fascisme et grand capital*, lu en 1936, figurant sur une feuille volante non rappelé ici

archives-socialistes.fr

Amilcar Rossi : *La Naissance du fascisme*
C.M.R : *Histoire du fascisme italien* - publié en 1937, l'auteur se cache sous ces trois lettres.
Konrad Heiden : *Adolf Hitler*

Corporatisme
Gaëtan Pirou : *Essai sur le corporatisme*

Marxisme
Bertrand Russell : *Extraits d'une Histoire des idées au XIXe siècle*
Lénine : *La Maladie infantile du communisme*
Émile Vandervelde : *Le Socialisme contre l'État.*

Entre les deux guerres
Edmond Vermeil : *L'Allemagne*
Bertrand de Jouvenel : *D'une guerre à l'autre*

Cahier 1940

Février. Hermann Rauschning : *La Révolution du nihilisme*
Marseille. Mars. Aldous Huxley : *La Fin et les moyens*
Hermann Rauschning : *Hitler m'a dit*
Avril. G.E.R. Gedye : *Suicide de l'Autriche*
Avril-Mai. Érasme : *Éloge de la folie*
Édouard Estaunié : *Les Choses voient*
Aulard – Bouvier – Ganem : *Histoire de la Guerre 14-18*
Marseille (courant juillet). Panaït Istrati : *Le Bureau de placement – La Maison Thüringer – Présentation des Haïdouks – Kyra Kyralina*
Revue de Paris : article sur Oswald Spengler
Montpellier (derniers jours de juillet). François Mauriac : *Le Fleuve de feu*
Août. Jean-Jacques Rousseau : *Le Contrat social*

archives-socialistes.fr

André Maurois : *Disraëli*
Montaigne : *Essais* III - 10
Élie Faure : *Histoire de l'Art – L'Esprit et les formes*
Montpellier (14 et 15 août). Montaigne III – 8, *De l'art de conférer*
Meyrueis (17 août). Désiré Roustan : *La Culture au cours de la vie*

Suit une bibliographie sur l'histoire de l'art, des religions et deux ouvrages qu'il a lus :
Gustave Bloch : *La République romaine*
Joseph Bédier : *Tristan et Iseult – Chanson de Roland*
Montpellier (début septembre). Balzac : *La Fausse maîtresse*
Septembre. Pierre Maxime Schuhl[10] : *Machinisme et philosophie*
Emil Ludwig : *Roosevelt* (essai sur le bonheur et le pouvoir)
Marcel Pin : *Chez les camisards*
Colette : *La Vagabonde*

Ensuite *Le Projet socialiste*

Sur feuille volantes sans notes ni précision de mois, ni d'années, glissées dans ce cahier :
Ernest Renan : *Amour de la science*
Raymond Aron : *Polémique avec Sartre*
Diderot : *La Religieuse*
Mémoires du cardinal de Retz

10. Pierre Maxime Schuhl (1902-1984) publie *Machinisme et philosophie* en 1938. Il enseignait alors à l'université de Montpellier. Après la guerre, il poursuivra sa carrière à la Sorbonne et dirigera *La Revue philosophique*.

archives-socialistes.fr

ROBERT VERDIER

Projet d'étude sur le socialisme
conçu pendant le séjour au Val-de-Grâce en avril 1940[1]

Objet

Point du tout construire une nouvelle doctrine, « repenser » ou « reconsidérer » le marxisme, comme on dit souvent, mais affirmer solennellement, publiquement en tout cas, un certain nombre de thèses qui semblent constituer la pensée politique du socialisme des pays de l'Europe occidentale, les fondements de son action. Ne rien apporter de vraiment nouveau ; simple effort de mise au point, de clarification, tenant compte de la pensée de Jaurès, Blum, surtout de l'expérience des années 34 à 40 (et sq. ?), qui sont décisives, au cours desquelles les succès emportés ou les échecs subis ont permis de procéder à un clivage entre un socialisme efficace et un socialisme verbal et suranné.

Nécessité de cette étude.

Elle eut été déjà fort nécessaire entre 34 et 36 ; le parti soc aurait dû affirmer hautement ce qu'il pensait. Époque de fermentation, de tâtonnements, de controverses politiques, de recherche de principes politiques. Or le parti socialiste paraît n'avoir pas fait entendre sa voix dans ces discussions théoriques ; parti trop ancien, ayant tendance à considérer que sa pensée était depuis longtemps fixée dans un corps de doctrine immuable, intangible. Peut-être en effet n'y avait-il rien de

1. Ce document passionnant est évidemment à rapprocher de la réflexion menée au même moment par Léon Blum qui aboutit fin 1941 à l'écriture d'*À l'échelle humaine* publiée en 1945.

nouveau à apporter à la pensée active (ou « l'action réfléchie ») de Jaurès ; du moins aurait-il fallu le proclamer haut et fort et dire pourquoi le parti socialiste était dans une certaine mesure « conservateur ». Pour ne l'avoir pas fait, on a laissé se développer dans l'esprit du public bien des confusions ; le parti socialiste a pu paraître tour à tour un simple *ersatz* du parti radical (un groupe de parlementaires un peu plus hardiment réformistes, un peu moins usés par le pouvoir, moins blasés par le maniement des leviers de commande), ou une nébuleuse flottant à la suite du Parti communiste. Pour les uns, parti de « républicains », c'est-à-dire bien tiède, bien suranné, un peu « vieilles barbes » empêtré encore dans des méthodes datant de l'Affaire Dreyfus ou de Combes et considérées (à tort ou à raison) comme dépassées. Pour les autres, résidu de partis marxistes, accidentellement tenus à l'écart du communisme depuis la scission de Tours (considérée comme simple malentendu) et destinés à rejoindre à bref délai la 3e Internationale (cf. Espagne) sous la pression des événements.

Bref, aspect un peu mesquin, un peu étriqué de l'action et surtout de la pensée socialiste. Paraît ne pas voir plus loin que quelques lois aménageant un peu la société actuelle et orientées vers « le bien public ».

– Ainsi avons-nous laissé poser le dilemme : **Fascisme** ou **communisme** ? Nous ne nous sommes jamais dressés pour proclamer haut et officiellement : il y a autre chose : un **soc. démocratique** fondé non seulement sur la réflexion mais aussi sur l'expérience (de la France certes, mais part. des pays scandinaves)

– Noter en passant que le bergerysme[2] n'a pu devoir son succès, passager et superficiel mais incontestable, dans le milieu de

2. Allusion à la doctrine et aux évolutions de Gaston Bergery (1892-1974), avocat et député radical-socialiste, fondateur du parti frontiste et animateur de *La Flèche*. Cf. Philippe Burrin, *La Dérive fasciste. Doriot, Déat, Bergery 1933-1944*, Paris, Le Seuil, 1986, rééd « Points Histoire », 2003.

jeunes intellectuels, qu'à son habileté à comprendre cette situation ! Il a vu qu'il y avait place pour autre chose que le fascisme et le communisme. Et il a vu aussi que l'on était avide d'une théorie politique. La sienne était bien pauvre et pour cause ! Système bâti à la hâte par un homme ambitieux, qui ne voulait entrer dans aucun parti dont il ne fut le chef incontesté.

– Donc cette étude, qui aurait dû être faite déjà peut-être, sera t-elle d'actualité au lendemain d'une la guerre dont nous espérons qu'elle rétablira et consolidera la démocratie dans les pays d'occident. L'incendie éteint, il faut reconstruire. Sur quel plan ? Avec quels matériaux ? Avec quelles machines, quels leviers ?

Le parti socialiste se doit de répondre clairement à ces questions. Voici ce que nous voulons – voici comment nous voulons le réaliser (surtout ceci).

Voici donc les **têtes de chapitres** :

1) **Démocratie.**

Nécessaire au socialisme – dissiper l'équivoque née : a) de la formule « dictature du prolétariat ». b) du léninisme et du stalinisme (qui l'un et l'autre ont laissé croire que le socialisme se confondait avec la suppression des libertés individuelles)*

[* note en marge : rechercher dans un livre de Zévaès (à Meyrueis[3]) citation de Engels disant qu'il était nécessaire que la France passe par une étape « Clemenceau » avant d'aller plus loin]

Reprendre à ce sujet :

Blum, « Pour la vieille maison » (discours à Tours)

Vandervelde, « Souvenirs d'un militant socialiste »

3. Bourg cévenol de la Lozère où les Verdier ont leur maison de famille.

Surtout vivifier cela par l'idée que le socialisme ne pourra naître que par une lente « éducation démocratique » (à ce propos voir Huxley, « La fin et les moyens[4] »). Valeur véritable du réformisme. Que la pensée traditionnelle du socialisme français se trouve confirmée par les expériences de 1936 à 1939 (exemples à citer : grèves à Saint-Nazaire, Affaire de Clichy, grèves du second ministère Blum. Que le parti socialiste doit créer le **climat politique** nécessaire au développement du **syndicalisme véritable,** agissant uniquement sur le plan social.

Donc dissiper le mythe de la « cassure brusque », la croyance messianique à l'apparition soudaine de la « société future ».

Rejeter l'anarchisme,

le léninime,

le pivertisme.

À propos de cette éducation démocratique indispensable, rappelons le propos d'Hitler (Rauschning, *Hitler m'a dit*[5]) affirmant que les communistes peuvent devenir de bons nazis, les sociaux-démocrates non. Grand éloge, le plus grand qu'on nous ait jamais adressé !

*

[* note en marge : Dire franchement – à la droite que les occupations de juin 36 ne sont pas un scandale (le sacro saint … de la propriété) – au prolétariat que les occupations qui se sont pas la suite multipliées et éternisées ont été une faute contre lui-même et contre la collectivité.]

– au lieu de la « dictature du prolétariat » bien meilleure formule de Léon Blum « vacances de la légalité ». Au fond, a trouvé son

4. Aldous Huxley, *La Fin et les Moyens - Enquête sur la nature des idéaux et sur les méthodes employées (Ends and Means - an Enquiry Into the Nature of Ideals and Into the Methods Employed for Their Realization)*, 1937.

5. Hermann Rauschning, *Hitler m'a dit*, 1939 (Robert Verdier en fait une critique quelques pages avant dans son journal, ainsi que de son autre ouvrage *La Révolution du nihilisme*, février 1940 : « n'apprend rien de nouveau sur l'histoire des événements, mais sur les personnalités du 3e Reich, naturellement sur Hitler particulièrement.

application en juin 1936. Rechercher à quelle occasion Blum a employé l'expression.

Peut-être préciser dans ce chapitre comment le soc. entend orienter dans un sens humaniste, la civilisation technologique (v. Huxley)

2) Conséquence : acceptation du parlementarisme

Le dire franchement – mais ne pas se contenter de cette vague affirmation de principe ; ni de rappeler l'action entreprise par le PS pour défendre les prérogatives du Parlement contre toutes les tentatives faites pour l'asservir (février 34, Doumerguisme, plus tard Daladierisme). Nettement insuffisant. Décevrait le public. Il faut, comme pour toutes les questions ou presque, que le socialisme lutte sur les deux fronts : contre la droite, bien sûr, contre tous ceux qui discréditent le Parlement. Mais aussi contre ceux qui jugent son action insuffisante, contre ceux qui, déçus par les faiblesses, la corruption, la lenteur, du parlementarisme, se grisent de formulent plus ou moins « maximalistes » (pivertisme mais aussi « action autoritaire des masses » de Zyromski, certaines tendances du syndicalisme ; leur faire comparer : succès de 1936 et échec du 30 novembre 1938. Action directe des masses jamais indépendante du climat politique. Répondre aux deux ordres de critiques :

de la droite : instabilité ministérielle (d'ailleurs voulue) lenteur, incompétence, corruption, vain bavardage.

de la gauche : le « crétinisme parlementaire » (formule communiste peut-être de Lénine lui-même ; vérifier) [* note en marge : la rigueur systématique, l'intransigeance doctrinaire (voir critique des assurances sociales)].

Deux tâches :

– **Défense du parlementarisme** :

Tâches accomplies pendant la guerre de 14 à 18 et pendant celle-ci

– histoire des décrets-lois bâclés (ex d'un décret-loi Reynaud sur bénéfice de guerre revoir article à ce sujet dans *la Loz[ère] Libre* [?]). Le travail des grandes commissions.

– **Programme de réforme** : aménagement du travail parlementaire et relèvement de la moralité politique.

a) les incompatibilités parlementaires ; lutte contre la corruption.

b) demander des cessions plus longues (se rappeler le budget bâclé de déc. 1938 par la volonté de Daladier). Discours Philip à ce sujet.

c) faire refluer le plus de travail fouillé sur les grandes commissions. Les séances plénières réservées aux grands débats de principes ou de politique générale.

d) La question du Sénat voir le Parlement en Angleterre et dans les pays scandinaves.

3) **Programme économique.**

Ne pas entrer dans les détails. Grandes lignes inspirées par les conclusions de Philip « La crise et l'économie dirigée » : économie mixte important un secteur socialisé et un secteur libéral :

préciser la notion de profit,

surtout, montrer qu'il y a d'abord des problèmes politiques, et certainement de politique internationale.

4) **Politique extérieure. Paix et guerre**

– que le marxisme manque là surtout de précision. Autre point de départ : 2 fois depuis 1900, le parti socialiste a été contraint d'admettre la guerre et même d'y participer activement. Donc éviter ici

encore une équivoque : laisser croire pendant les périodes de paix à un antimilitarisme catégorique, à une négation formelle de l'idée de patrie et de défense nationale, pour être ensuite aux côtés des ultra-nationalistes à la veille et au cours de la guerre. Attitude qui a un double inconvénient : 1) critiques trop faciles des patriotes en temps de paix. 2) critiques d'une partie de l'opinion déçue par un retournement apparent, de ceux qui avaient cru que le défaitisme « révolutionnaire » était la doctrine officielle du PS.

– Voir à ce sujet surtout Jaurès et livre fort précieux de Blum : « Les problèmes de la paix ». Celui-ci notamment permet de préciser que le PS ne se contente pas répéter de vagues formules sur le désarmement ni de vouloir d'un coup détruire les armements d'un seul pays ; mais qu'il veut par toute une diplomatie précise préparer le climat favorable à un désarmement simultané et universel.

Notamment que l'un des points de ce programme est de s'appuyer surtout sur les démocraties (les dictatures étant toujours parties vers la guerre et mieux armées pour la faire) – lutter contre l'illusion, très répandue chez les conservateurs anglais notamment (Voir Nevile Henderson : *Deux ans avec Hitler*[6]) qu'il n'y a absolument aucun inconvénient à laisser vivre pendant longtemps un gouvernement dictatorial, considéré comme mieux adapté à l'état de certains pays.

– donc, là encore, lutte sur deux fronts :

contre le nationalisme obtus, et même les timidités de certains hommes de gauche (se rappeler en 1932 les controverses Herriot-Blum sur la sécurité) à contre les formules « maximalistes », qui paraissent officiellement adoptées par le parti et qui automatiquement sont abandonnées (Voir 1914 et 1939).

– Bref nécessité de préciser tous ces points afin de dissiper toutes les équivoques sur la doctrine politique du Parti et de ne pas

6. Sir Nevile Henderson (1882-1942), ambassadeur de Grande-Bretagne en Allemagne (1937-1939) et partisan de la politique d'apaisement de Chamberlain.

laisser l'impression que l'on se contente d'un réformisme empirique. Au fond, nullement nécessaire de faire œuvre vraiment neuve et originale, simplement codifier une expérience acquise par une cinquantaine d'années particulièrement critiques.

En tout cas, dissiper bien des illusions sur la possibilité de réaliser dans un temps très court la société sans classe et l'internationale pacifiste. Pas croyance à l'irrémédiable chaos de la société humaine (scepticisme à la J. Coignard[7] : vision d'un terrassé et peuplé uniquement de sots et de gredins) mais retour à l'idée de progrès lent (voir M. Bergeret[8]). Bref, « juste milieu » sans donner à cette expression le sens méprisant qu'elle avait du temps de Stendhal.

Suggestions

Bien préciser – le sens que l'on peut donner à l'expression : **être marxiste.** Dans quelle mesure **le PS est-il marxiste** ? Pour cela bien distinguer dans le marxisme (Voir Russell : *Histoire des idées au 19e siècle*).

a) Philosophie de l'histoire : souvent admise par des historiens à leur insu (c.a.d importance des faits économiques).

b) économie politique.

c) politique – le distinguer du léninisme.

Noter aussi, dans la partie concernant la politique extérieure : **l'évolution de l'idée de patrie** – en un double sens progrès de l'internationalisme.

a) **par la trahison.** Toutes les affaires « cinquième colonne ».

b) **par un élargissement et un assouplissement,** tout à fait louable. Le bloc franco-anglais – ses conséquences. Adoption d'une monnaie unique préconisée il y a bien une dizaine d'années par Léon Blum. Et bien d'autres choses.

7. Allusion à l'ouvrage d'Anatole France, *Les opinions de M. Jérôme Coignard*, 1893.

8. Allusion au personnage clef d'Anatole France dans *L'Histoire contemporaine* : *L'Orme du mail*, 1896, *Le Mannequin d'osier*, 1897, *L'Anneau d'améthyste*, 1899 et *M. Bergeret à Paris*, 1901.

[* Et depuis surtout les accords anglo-russo-américains de août 1941. Internationalisation de l'aviation civile.]

Politique extérieure. Qu'elle ne peut être conduite dans l'indifférence à l'égard des régimes intérieurs des autres pays. Ex. : L'Espagne : dialogue avec Debrach[9] [?], au moment où a été proclamée la Rep. Esp. En 1931 cf. Autriche, etc.

ROBERT VERDIER

archives-socialistes.fr

9. Cet interlocuteur de Robert Verdier n'a pu être identifié.

archives-socialistes.fr

MARC SADOUN

Regards sur un résistant

J'ai connu Robert Verdier dans les années 1970 alors que je préparais ma thèse sur les socialistes sous l'Occupation, ceux de la résistance et ceux de la collaboration. Il était avec Daniel Mayer et Henri Noguères, mais aussi Georges Monnet – ministre le plus proche de Léon Blum sous le Front populaire, mais qui s'était abstenu le 10 juillet 1940 – l'un de mes contacts les plus précieux. Toujours accueillant, disponible, impressionnant par sa voix et sa stature.

J'étais surpris par la grande discrétion dont il faisait preuve lorsqu'il nous recevait, jeunes historiens, jeunes politologues, lui qui était à la fois un professeur, un intellectuel et un homme engagé dans les grands combats de la République. Il parlait sans ostentation, avec une modestie extrême. Il nous laissait en vrai libéral, le terme n'a certainement pas été prononcé ce soir, l'écho est un peu difficile à entendre dans les milieux socialistes ; en vrai libéral, il laissait son interlocuteur libre de forger son jugement. Il était parfaitement conscient que la Résistance socialiste n'était pas comprise et restait sous-estimée. Il n'insistait jamais sur l'importance de son engagement personnel et il gardait toujours sa part de jugement critique sur l'action politique du parti et de ses militants dans la Résistance et dans la République. J'ai ressenti cela aussi lors des comités de rédaction des *Cahiers Léon Blum* auxquels étaient conviés les jeunes doctorants, là encore avec un rare esprit d'ouverture.

Le sentiment que j'ai aujourd'hui c'est que Robert Verdier a su résoudre trois formes de tension, difficiles à affronter lorsque l'on est un militant. La première met en regard l'unité et le collectif. La deuxième concerne la raison et le réel. La troisième oppose l'unité et la pluralité.

La raison a un caractère trompeur. Elle peut donner des événements une lecture déformée, optimiste ou naïve. Léon Blum n'avait pas totalement échappé à ce travers lorsqu'il avait été confronté à la montée du nazisme dont il n'avait pas pris au début la mesure. Beaucoup de pacifistes l'avaient suivi, puis s'en étaient éloignés lorsque leur leader s'était rangé dans le camp des bellicistes, comme on disait alors. D'autres intellectuels socialistes – je pense en particulier à Walter Benjamin qui représentait la tradition allemande de la théorie critique et qui s'est suicidé en juin 1940 sur le territoire français – ont au contraire insisté sur le fait que la raison, ce produit des Lumières, avait imposé le règne de la technique et engendré aussi bien la démocratie que le fascisme et le national-socialisme. C'est cela le côté ambivalent de la raison.

L'autre côté est la manière dont la raison nous permet de considérer les choses avec un optimisme réaliste. Léon Blum en donne encore un exemple en 1940. Alors que beaucoup de socialistes observent alors avec fatalisme la tache noire du nazisme qui s'étend sur l'Europe et pensent qu'il est vain de s'y opposer, lui ne doute pas : armé de sa raison et d'une foi absolue dans le progrès de l'humanité, il sait que rien ne peut durablement contrarier le cours de l'histoire. Il y a l'attachement au présent de la démocratie et la croyance au futur du socialisme : cela, c'est le cours inexorable de l'histoire. Il y a le surgissement du fascisme et du nazisme : cela, c'est le temps court de la conjoncture qui retarde mais ne détruit pas l'espérance. Or il me semble que, sur ce plan comme d'ailleurs sur beaucoup d'autres, Robert Verdier est proche de Léon Blum, Dans le texte écrit alors qu'il était en convalescence à l'hôpital Val-de-Grâce[1], j'ai retrouvé la même confiance dans une raison, raisonnée si je puis dire, qui permet de ne pas douter lorsqu'il faut se prononcer sur les grands combats du siècle.

La deuxième tension que Robert Verdier a su résoudre porte

1. Ce texte est publié dans ce même *Cahier Léon Blum*, supra, p. 39-47.

sur l'individuel et le collectif. L'engagement dans la Résistance est d'abord un engagement individuel, et cet engagement est toujours dangereux : de nombreux socialistes l'ont payé de leur vie ou de leur liberté. Il est parfois le fruit du hasard – celui d'une rencontre –, parfois d'un arbitrage raisonné – entre l'attentisme et la Résistance, mais aussi entre l'action militaire et l'action politique. Il est souvent aussi de l'ordre de l'évidence : il n'est pas étonnant que la Résistance ait d'abord été le fait de militants, communistes, socialistes, démocrates-chrétiens, juifs : des individus qui, déjà en temps de paix, n'étaient pas enfermés dans le cercle étroit de la vie privée, qui étaient habitués à sortir, à agir, qui étaient inscrits dans des réseaux politiques, syndicaux mais aussi religieux ; des militants dont l'identité était à la fois individuelle et collective. Robert Verdier n'était pas un intellectuel organique, mais il était un citoyen, un citoyen socialiste. Mais que ce soit dans la guerre ou, ensuite dans les combats qu'il a menés sous la Quatrième et la Cinquième Républiques, cet engagement collectif n'a pas totalement contraint la part de l'individu. Dans le collectif, Robert Verdier est resté un individu, libre de ses choix et de ses jugements. Ses opposants au sein du Parti, en particulier pendant la guerre d'Algérie, voyaient dans cette posture la marque de l'intellectuel qui doute de toutes choses et ne sait pas se conformer aux contraintes de l'organisation. On peut plus justement y trouver la marque d'un équilibre toujours incertain entre l'individuel et le collectif.

La troisième tension porte sur la conciliation entre unité et pluralité. Ce fut, pour les socialistes, l'un des choix les plus difficiles à opérer sous l'Occupation, et certainement le plus coûteux sur le moment. Le représentant de la Ligue des droits de l'homme disait que, « lorsqu'il était à la Ligue, Verdier était ligueur et il n'était rien d'autre ». Un comportement analogue a guidé les socialistes dans la Résistance : lorsque l'on est socialiste on est un militant politique, et un militant politique ne se mêle pas directement des autres affaires.

En tout cas, lorsqu'il se mêle des autres affaires, il ne s'en mêle pas en tant que socialiste.

Il y a ici un héritage des Lumières, l'idée selon laquelle on n'avance dans la liberté que par la séparation des pouvoirs. Le politique qui intervient dans la Résistance active et, inversement, les mouvements qui aspirent à conduire les affaires publiques bouleversent l'ordonnance des pouvoirs : il faut maintenir une juste répartition des rôles pour que soit préservée la liberté de tous. C'est cette idée que les communistes ont combattue en créant le Front national et en s'efforçant de contrôler les mouvements de Résistance. Cette idée que la SFIO a, au contraire, respectée en privilégiant la reconstruction du parti et en laissant ses militants libres de choisir leur mouvement et leur mode d'action. Le choix a été coûteux : dans la mémoire socialiste et dans la mémoire républicaine et nationale, le parti socialiste n'a pas trouvé une juste place. Mais si elle avait un prix, cette décision se fondait bien sur l'idée que la pluralité vaut mieux que l'unité. La démocratie ne se conçoit pas sans pluralité ; les principes l'emportent sur les intérêts du moment. Sur le plan de idées, le choix socialiste était, on le voit, judicieux et, à long terme, au fond plus payant, si l'on peut employer ce terme marchand, que le choix de l'unité exprimé par le parti communiste sous l'Occupation.

Je disais tout à l'heure que Robert Verdier se définissait d'abord par l'exigence de liberté. Celle-ci ne va pas sans assomption de la pluralité. Et c'est sur ce point que j'aimerais conclure. Robert Verdier était un homme de l'équilibre, attaché à la communauté de pensée, conscient que l'on n'avance qu'avec les autres, mais il n'aurait jamais consenti à la remise de soi : rien qui puisse faire taire la faculté de jugement. De l'affection, de la solidarité mais pas de soumission. Ni à l'intérieur ni à l'extérieur.

MARC SADOUN



Robert Verdier veillant le corps de Léon Blum (31 mars ou 1er avril 1950). Sur la gauche : Daniel Mayer, Charles Lussy, René Naegelen, Léon Boutbien ; sur la droite : Pierre Commin, Robert Verdier, Alex Roubert, Paul Alduy et à l'arrière plan André Le Troquer et Gilberte Brossolette, Fonds Robert Verdier/L'OURS.

archives.socialistes.fr

archives-socialistes.fr

Claude Estier

Souvenirs sur Robert Verdier,
du lycée Carnot au collège Daniel Mayer

Si j'ai peut-être un titre à faire valoir pour parler le premier dans cette soirée qui nous réunit pour honorer la mémoire de Robert Verdier, c'est que je suis probablement ici l'un de ceux qui l'ont connu depuis le plus longtemps, et sans doute le seul dans cette salle à avoir été son élève. C'était à Paris en 1941. J'étais au lycée Carnot en 1ère, et Robert Verdier était notre professeur de français. J'ai un souvenir très précis de lui. Il arrivait au lycée en bicyclette, et s'il était relativement discret, il lui arrivait de retenir certains élèves à la fin des cours pour discuter avec lui, et j'étais de ceux-là. Bien sûr, sa discrétion pouvait s'expliquer par son autre activité que j'ai apprise quelques années plus tard, car vous le savez, il était entré très tôt dans la résistance, dans l'action clandestine, ayant été après l'effondrement du Parti socialiste en 1940, l'un des reconstructeurs du Parti avec Daniel Mayer, Gérard Jaquet et d'autres.

Je l'ai retrouvé à Paris après la guerre, car j'ai adhéré à la XVIIe section de la SFIO en 1945. J'avais alors commencé mon métier de journaliste au *Progrès de Lyon* et j'ai ainsi assisté au congrès de 1946. J'ai vu dans ces jours-là l'ancienne équipe : Daniel Mayer, Gérard Jaquet et Robert Verdier battue sur le rapport moral laisser la place à une nouvelle direction emmenée par Guy Mollet. Au début de 1947, je suis entré comme journaliste au *Populaire*. Je me suis donc retrouvé entre Léon Blum, René Naegelen, Robert Verdier et Maurice Siegel, ce qui constituait déjà, pour le jeune journaliste socialiste que j'étais, une forme de consécration. J'avais le défaut de me situer à l'extrême gauche, dans la tendance de La Bataille socialiste. En 1947, lorsqu'il y

a eu la rupture avec les communistes, et au moment du grand mouvement de grèves dans le Nord, nous avons pris position dans notre bulletin de tendance contre la politique menée par le ministre de l'Intérieur socialiste Jules Moch. Nous avons été exclus de la SFIO et pour ma part j'ai reçu une lettre de Guy Mollet m'indiquant qu'exclu de Parti je ne pouvais pas continuer à travailler au *Populaire*.

J'ai alors perdu de vue Robert Verdier pendant quelques années. Mais je le retrouve en juin 1956, j'étais alors journaliste à *France-Observateur*, hebdomadaire de gauche pour lequel je suivais ce que l'on n'appelait par encore la guerre d'Algérie. Et Robert Verdier, et d'autres minoritaires – André Philip, Édouard Depreux, Daniel Mayer, Alain Savary – de la SFIO, venaient de déposer pour le congrès une motion critique à l'égard de la politique conduite par le gouvernement et soutenue par la SFIO en Algérie. Nous nous sommes alors vus régulièrement pour échanger sur ce sujet, et voir comment nous pourrions faire évoluer les choses. Avec leur bulletin *Tribune du socialisme*, ils ont bientôt évolué vers des positions menant à l'indépendance de l'Algérie, rejoignant celles que je défendais en tant que journaliste.

C'est donc sur un thème précis que nous nous sommes retrouvés.

Il y a eu ensuite la rupture de cette minorité avec la SFIO, la création du PSA, puis du PSU, et en tant que journaliste j'avais des rapports directs avec lui.

À partir de 1971, et du congrès d'Épinay, Robert Verdier, contrairement à Gérard Jaquet qui lui a participé activement à la préparation du congrès, et qui a été durant des années très proche de François Mitterrand, n'a plus joué un rôle de premier plan dans le PS. Il s'est alors investi pleinement à la Ligue des droits de l'homme, au sein de laquelle il a eu une action déterminante.

Nous nous sommes dès lors moins vu, mais je voudrais évoquer nos dernières rencontres. Il y a quatre ans, à l'occasion de l'inauguration du collège Daniel Mayer dans le XVIIIe arrondissement, Robert

était présent à la tribune avec Gérard Jaquet. Et plus récemment, il y a deux ou trois ans, à un séminaire de l'OURS, au cours duquel nous avions évoqué les aléas de la presse socialiste, j'avais pu constater que Robert Verdier, malgré les années, avait gardé toute sa vivacité d'esprit, et j'avais été particulièrement ému de le retrouver. Robert Verdier reste pour moi une figure marquante de l'histoire du mouvement socialiste. Des hommes comme lui manquent beaucoup dans la vie du PS aujourd'hui.

CLAUDE ESTIER

archives-socialistes.fr



Robert Verdier, président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale, dans la cour de l'Élysée, 1957, Fonds Robert Verdier/L'OURS.

archives-socialistes.fr

GÉRARD BOSSUAT

Robert Verdier et les ambiguïtés de la SFIO sur l'Europe

Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale et de la résurrection du parti socialiste SFIO sous l'impulsion de Léon Blum et de Daniel Mayer, la question de l'unité de l'Europe ne se posa de la même manière à la SFIO que dans les mouvements pro-européens militants. Robert Verdier, membre de la première Constituante, puis député de Paris de 1951 à 1958, était de ces militants qui avaient sauvé le mouvement socialiste en organisant la résistance et fondé le Comité d'Action socialiste clandestin. Avec Daniel Mayer et Édouard Depreux, il fit partie de « la bande des trois », volontiers frondeurs contre le nouveau secrétaire général du parti, Guy Mollet. En effet, Daniel Mayer et ses amis avaient tenté en 1948 de renverser Guy Mollet et avaient échoué[1]. Comment Robert Verdier, ami de Léon Blum, directeur politique du *Populaire* après la mort de ce dernier, en mars 1950, voyait-il l'unité européenne ?

Des États-Unis socialistes du monde aux États-Unis d'Europe

Interrogé dans les années 90 par des historiens, Robert Verdier rappela que la SFIO avait été très favorable à la construction européenne. Une Europe unie entrait dans le schéma d'une Troisième Force internationale pour lutter contre les blocs. L'idée d'Europe, explique Verdier, « surgit après-guerre, je ne me rappelle plus exactement dans

1. Martine Pradoux, « Une histoire de copains, Édouard Depreux, Daniel Mayer, Robert Verdier », *Recherche socialiste*, n° 3, juin 1998, p. 79-92.

quelles conditions. Elle s'imposait. En voyant les choses de loin cela me paraît tout naturel, n'est-ce pas ! » en conformité avec les projets de Léon Blum[2]. Pour Gérard Jaquet, un grand militant de la cause européenne, l'unité européenne était un milieu favorable à la pérennité des idées socialistes. Mais si la SFIO devint favorable à la construction européenne, supranationale, Verdier explique aussitôt que c'était en raison de l'impossibilité de créer les États-Unis du Monde[3]. Verdier n'appartient donc pas aux milieux fédéralistes ou européistes, même si Léon Blum ou Guy Mollet utilisent souvent le terme de Fédération européenne. Léon Blum situait le plan Marshall dans la perspective d'une « union européenne » du fait de l'évolution des rapports internationaux qui coupaient l'Europe en deux. Les motions pour le 39e Congrès de la SFIO de Lyon des 14 au 17 août 1947 en témoignent. La motion 1 de Guy Mollet évoquait une Fédération européenne, tandis que la motion 4 de Verdier (et Jaquet) était plus mondialiste[4]. Auriol et Blum exprimèrent leur amertume de l'échec de l'ONU en Europe dans l'été 1947 : « Il faut lutter jusqu'au bout, jusqu'au désespoir même, pour empêcher de cristalliser cette situation, ce bloc de l'est contre le bloc de l'ouest »[5]. Léon Blum et la SFIO furent néanmoins d'un optimisme quelque peu excessif à propos d'une planification économique européenne fondée sur l'entente avec les travaillistes britanniques. Le plan Marshall scanda le retour au réalisme quand il apparut que l'intégration économique et politique de l'Europe serait impossible en raison du refus britannique de consentir

2. Entretien avec Robert Verdier, par Gérard Bossuat, professeur à l'université de Cergy-Pontoise. 19 juin 1998. Transcription réalisée par Mdlle Marie-Laure Boubas (novembre 1998).

3. « L'internationalisme de la SFIO », interview de Daniel Mayer par René Girault en présence de Robert Verdier, *Cahiers Léon Blum*, n° 26, déc. 1989-fév. 1990, p.90.

4. PS-SFIO, *Bulletin intérieur, BI* n° 26, mai-juin 1947.

5. Vincent Auriol, *Journal du septennat*, 1947-1954, Paris, Armand Colin, 1970, tome 1, *1947*, 1er août 1947.

des délégations de souveraineté à l'OECE (Organisation européenne de coopération économique). Certes, l'espoir d'y parvenir fut entretenu entre mai 1948 et mai 1949, période allant du congrès de l'Europe de La Haye à la création du Conseil de l'Europe, puisque Léon Blum parraina les deux initiatives. Au lieu d'une Fédération européenne, sans même parler d'une Fédération socialiste européenne, l'OECE aboutit à une coopération institutionnelle entre les pays européens, ce qui n'était pas négligeable. Pour Blum le plan Marshall aurait dû être une étape vers la « planification économique du continent » et le Pacte de Bruxelles, de mars 1948, le début d'une « fédération politique ». « Ces cinq nations sont cinq démocraties, toutes cinq progressives, franchement socialisantes et résolument pacifiques. Leur alliance fournit un premier exemple de ce que sera l'Europe fédérée dans le cadre de l'ONU et un premier état de ce que nous considérons comme la Troisième Force internationale »[6]. Robert Verdier épousait ces thèses sans l'ombre d'une hésitation.

Blum et ses amis ne réussirent pas à soulever les peuples, – disons les opinions publiques européennes–, en faveur de l'unité. Léon Blum n'a pas trouvé son Mirabeau dans l'été 1949 parce qu'il n'y avait pas de foules pour abattre les bastilles du nationalisme. Le mouvement pour les États-Unis socialistes d'Europe se transforma alors en Mouvement socialiste et démocratique pour les États-Unis d'Europe. La guerre froide s'était déclarée et bien que leur conviction fût que l'Europe ne se limitait pas à son Occident, Blum ou Verdier durent composer avec leur idéal initial.

6. Léon Blum, « Discours de De Gaulle. Deux conceptions », *Le Populaire*, 10 mars 1948.

Une petite Europe embarrassante

Le Plan Schuman du 9 mai 1950 représenta un nouveau moment important pour la SFIO et particulièrement pour Robert Verdier, directeur politique du *Populaire* après le décès de Léon Blum. Léon Blum n'avait pas été mis au courant du projet par Monnet alors qu'il comptait parmi les amis que Jean Monnet consultait régulièrement. : « Vous savez qu'à l'époque j'étais au *Populaire* collaborateur de Léon Blum qui m'avait demandé d'être directeur politique adjoint de ce journal. J'ai donc eu des conversations quotidiennes avec lui. J'ai le sentiment que, bien que très informé, il n'a pas été averti du lancement de cette affaire, la Communauté charbon et acier (CECA). Donc il n'a pas connu ce projet. J'ai le souvenir, car je me suis retrouvé tout seul pour l'orientation du journal, il n'était plus derrière moi comme auparavant, j'ai le souvenir de mon embarras lorsque a été lancée cette affaire qui était une véritable bombe... Je pense qu'elle a embarrassé tout le Parti socialiste, et y compris Guy Mollet qui était lui déjà très engagé dans la construction européenne »[7].

Le tête à tête franco-allemand ne réjouissait pas les socialistes français d'autant plus que le gouvernement travailliste britannique avait refusé de participer à la CECA. Pourtant la SFIO vota en sa faveur : « On ne peut pas ne pas voter un traité comme cela », expliqua Robert Lacoste à Verdier, qui reconnut que le parti devint progressivement « très fervent de la construction européenne à six » en surmontant une réserve essentielle dans ce milieu attaché à la laïcité : la crainte d'une Europe catholique. De Gasperi, Schuman et Adenauer, trois démocrates chrétiens ! Cela comptait beaucoup dans le Parti à

7. Entretien avec Robert Verdier, *op. cit.* Remarque : Blum est décédé le 30 mars 1950, le projet de Monnet, devenu le plan Schuman, a été élaboré du 15 avril au 9 mai 1950.

l'époque[8]. Mais l'obstacle allemand était extrêmement dur à surmonter. Les socialistes autour de Mayer et de Verdier tiraient à boulets rouges contre la petite Europe lotharingienne et son extension à l'économie et la monnaie. Le discours de Daniel Mayer au Congrès de Montrouge de mai 1952 contre le Fritalux[9] vaut la peine d'être cité pour témoignage de ce que pensaient les opposants à la petite Europe : « Le Fritalux c'est le retour à une thèse qui a toujours fait faillite qu'il s'agisse, camarades, du bloc continental de Napoléon, de la politique du bloc-or réalisée de 1931 à 1936 au lendemain de la première dévaluation de la livre et qui a conduit à la déflation ou encore de la politique même de Vichy qui, également, comme le Fritalux, comme ce que l'on nous propose, préconisait une unité partielle de l'Occident avec l'exclusion de l'Angleterre et l'intégration de l'économie allemande dans ce morceau d'Europe, ou plus exactement, l'intégration de l'économie de ce morceau d'Europe dans l'économie allemande ». Mayer se devait, cependant, de redire son attachement au Pacte atlantique, un moyen d'empêcher la guerre et non de la faire, et défendre le plan Schuman. Robert Verdier reconnut plus tard le « trait de génie de Jean Monnet » d'avoir mis la « réconciliation franco-allemande au cœur de la construction. Il avait raison de commencer comme cela, petit à petit »[10].

8. Entretien avec Robert Verdier, *op. cit.*

9. Le Fritalux avait été proposé en novembre 1949 par Guillaume Guindey, de la Direction des Finances Extérieures (DFE), et Alphand, du Quai d'Orsay. Il devait réunir en une union monétaire et économique, la France, l'Italie et le Bénélux, mais l'Allemagne aurait été invitée sur un pied d'égalité. En 1952 ce projet a été écarté par le succès du plan Schuman et de l'Union européenne des paiements.

10. Entretien avec Robert Verdier, *op.cit.*

Les contradictions socialistes sur le projet de Communauté européenne de défense (CED)

Le drame de la ratification de la Communauté européenne de défense fut un grand moment pour Robert Verdier. Ce dernier posa le problème de l'intégration européenne par la CED d'une façon originale, non pas en termes d'institutions ou même de supranationalité, mais en termes de relations internationales. Il voyait la CED comme une machine à résister aux Soviétiques et aux Chinois en Corée, actionnée par les Américains en vue de réarmer l'Allemagne : « Et cela passe mal ! J'ai le souvenir, sans pouvoir vous donnez de date malheureusement, de réunions tragiques au sens exact du mot, du comité directeur du Parti socialiste. Tragiques, parce que le propre du tragique c'est de vous acculer à une situation forcément mauvaise. Et on avait le sentiment que nous étions liés par le destin. Nous étions hostiles à ce réarmement et en même temps nous ne voulions pas une rupture de l'Alliance Atlantique, de l'alliance avec les Américains. »[11] L'avantage du témoignage de Robert Verdier est d'insister sur les conditions de la proposition Pleven, l'état de panique des Occidentaux parce qu'on croit que la troisième Guerre mondiale peut être déclenchée.

La bataille sur la CED s'ouvrit alors à la SFIO. Robert Verdier s'entendît avec Daniel Mayer et Jules Moch, respectivement rapporteur et président de la Commission des Affaires étrangères et brillants opposants au traité. Verdier comprit instinctivement les réactions immédiates et affectives de ceux qui s'opposaient à un réarmement allemand même si elles provoquaient des alliances *ad hoc* gênantes avec les Communistes et les Gaullistes. L'unité européenne n'était pas l'enjeu de cette bataille. Interrogé sur ce point plus tard, Verdier insista

11. Entretien avec Robert Verdier, *op.cit.*

12. Entretien avec Robert Verdier, *op.cit.*, p. 8.

sur la maladresse d'une telle forme d'unité qui commençait, dit-il, – à tort, car l'unité avait déjà commencée avec le plan Schuman –, par une construction militaire et de faire remarquer que le rapporteur du traité de Rome sur la CEE (Communauté Économique Européenne) fut Alain Savary, un anti-cédiste pour bien montrer que la question de l'unité n'était pas engagée par ce débat, mais celle du réarmement allemand[12]. La bataille laissa des traces dans le parti et l'opinion en raison de la passion qui caractérisa les affrontements, chaque camp annonçant des catastrophes si l'autre l'emportait. La CED n'a pas été votée mais la construction européenne a continué ! La paix a été maintenue en Europe.

D'ailleurs tous les militants socialistes, de même que les membres du Comité directeur n'étaient pas anti-cédistes, le parti ayant en ses Congrès ordinaires et extraordinaires décidé d'approuver le traité de CED signé en mai 1952. Mais le groupe parlementaire, auquel Robert Verdier appartenait, refusa de soutenir la position majoritaire. Verdier avait voté avec Daniel Mayer, Salomon Grumbach, Oreste Rosenfeld au Comité directeur du 19 février 1952, contre la confiance à Edgar Faure sur la CED[13]. Le nouvel ordre du jour comportait un appel à la participation de l'Angleterre et la progressivité de la mise en place des unités militaires. Il soulignait le caractère défensif du Pacte Atlantique et exigeait le *statu quo* militaire en Allemagne jusqu'à la ratification du traité[14]. Le 44e congrès de Montrouge de la SFIO, du 22 au 25 mai 1952, mit en présence partisans et adversaires de la CED à la veille de la signature du traité, le 27 mai. Robert Verdier signa la motion présentée par Bracke, Gilberte Brossolette, Georges Gorse, Salomon Grumbach et Pierre-Olivier Lapie[15]. Les signataires affirmèrent leur

13. Accordée néanmoins par le groupe socialiste par 22 vois contre 4.

14. *Cahiers et Revue de l'OURS*, « histoire du parti socialiste SFIO, septembre 1951-janvier 1956 », p. 5.

15. PS-SFIO, *Bulletin intérieur*, n° 62, mai 1952, motions pour le 44e congrès.

fidélité au Pacte atlantique, leur hostilité à l'armée européenne et ils demandèrent l'ouverture de conversations avec l'URSS, ce qui pouvait passer pour une tentative de marchander l'unification de l'Allemagne contre l'abandon de la CED. Mais le Congrès approuva le traité de CED. La déchirure au sein de la SFIO ne cessa pas pour autant jusqu'au vote à l'Assemblée nationale. Le congrès extraordinaire de Puteaux des 29 et 30 mai 1954 devait révéler l'ampleur de la fracture entre les socialistes. Fallait-il temporiser comme le demandait une motion et faire ajourner le vote du parti sur la CED jusqu'à la fin de la conférence de Genève qui mit fin à la guerre d'Indochine ?[16] Mais il était trop tard. Pierre Mendès France, le chef du gouvernement, fit enfin voter le Parlement. Les socialistes durent choisir. La passion créa une atmosphère terrible, écrit P-O Lapie rejoignant le témoignage de Robert Verdier[17]. Ce fut un congrès ou la moitié cédiste de la salle chanta *l'Internationale* tandis que l'autre moitié, anti-cédiste, refusa de chanter et resta assise. La brochure préparée par les opposants, intitulée « Contre le traité actuel de la CED, pour la liberté de vote et l'unité fraternelle du parti », avait été écrite par Robert Verdier et par Alain Savary[18]. L'argument principal contre la CED était d'ordre historique. Le projet de réarmement allemand avait pour origine la peur de l'été 1950, la guerre de Corée. La CED était donc une construction inadaptée en 1954, Staline ayant disparu et la tension étant retombée en Asie. Les opposants prouvèrent que l'OTAN avait été renforcée, sans l'armée européenne, donc qu'elle n'était pas indispensable pour la sécurité de l'Europe. Ils affirmèrent surtout que la création d'unités militaires nationales de 13000 hommes au sein de l'armée européenne redonnerait vie à une armée nationale allemande. La CED signifiait

16. Motion rejetée par 2055 voix contre 1013.

17. Pierre-Olivier Lapie, *De Léon Blum à de Gaulle,* Paris, Fayard, 1971, p. 545.

18. Martine Pradoux, « Une histoire de copains, Édouard Depreux, Daniel Mayer, Robert Verdier », *op. cit,* p. 88.

donc la poursuite de la coupure en deux de l'Allemagne et l'hostilité russe assurée. De plus, la création d'une Europe supranationale pour l'énergie, l'acier, les forces armées, l'industrie d'armements conduisait le parti socialiste à accepter un État unitaire européen à Six qu'il n'avait jamais souhaité. L'Europe cléricale et réactionnaire était en marche, alors qu'il n'y avait toujours pas d'Autorité Politique. Une seconde brochure publiée par les mêmes, en mai, était intitulée « Contre la petite Europe cléricale et réactionnaire »[19]. Le thème de l'Europe vaticane eut donc un grand succès chez les socialistes. Mais les anti-cédistes se sentaient mal à l'aise. Ils étaient accusés de scission. L'idée d'Europe était populaire au sein du parti. Ils affirmèrent que la CED rendait impossible la création d'une véritable construction européenne. Cette argumentation nouvelle en faveur d'une unité européenne conforme à la politique socialiste prouvait que le débat sur la CED n'avait pas tué toute aspiration à l'unité européenne.

Une autre bataille avait eu lieu, au sein de la grande bataille de la CED, sur une Autorité politique européenne (APE) en 1953. Gérard Jaquet, pro-CED, rappelle que « lorsqu'il a fallu ratifier les travaux de l'Assemblée *ad hoc*, [le projet d'Autorité politique européenne] nous avons eu un débat au Comité directeur du parti socialiste. Moi j'étais pour qu'on vote en faveur, et Guy Mollet était pour qu'on vote contre.... Mais au bout du compte Guy Mollet est devenu résolument favorable »[20].

Préparée par les rapports des Commissions des Affaires étrangères et de la Défense sur le traité de Paris de CED, le vote en Commission montra clairement la situation qui serait celle de

19. OURS, A2 26 BD

20. Entretien avec Gérard Jaquet, président honoraire de la Gauche européenne par Gérard Bossuat, professeur à l'université de Cergy-Pontoise, 13 novembre 1997, Transcription réalisée par Melle Céline Aimé, juin 1998, p. 12 texte dactylographié.

l'Assemblée nationale. Le rapport de la Commission des Affaires Étrangères, opposé à la ratification, fut approuvé le 9 juin 1954 par 24 voix contre 18 et 2 abstentions. 6 parlementaires socialistes membres de la commission, sur 9, avaient approuvé : Daniel Mayer, Président de la commission, J. Bouhey, R. Lacoste, M-E Naegelen, R. Verdier, J. Moch. Les gaullistes, des modérés ainsi que 6 communistes avaient voté avec la majorité[21]. À l'Assemblée nationale, le 30 août, la motion préalable d'Aumeran et Herriot, proposant que les députés retirent définitivement de l'ordre du jour de l'Assemblée le traité CED fut approuvée par 319 voix contre 264, (12 abstentions, et 31 non votants dont les 24 députés – ministres du gouvernement Mendès France). 53 députés socialistes avaient fait basculer la majorité en faveur de la motion Aumeran-Herriot et donc en faveur du rejet de la CED. Les socialistes portaient la responsabilité de l'échec de la CED Robert Verdier a voté pour cette motion préalable, mais par procuration, car il était éloigné de Paris en raison d'une grave maladie[22]. Verdier a manifestement éprouvé, sinon du regret, du moins le sentiment d'une situation impossible : « Comme député j'étais opposé à la ratification du traité de CED, comme directeur politique du quotidien du parti socialiste, j'avais l'obligation de justifier cette ratification, conformément aux décisions prises par plusieurs congrès ou conseils nationaux »[23].

Pourquoi 53 députés socialistes sur une centaine ont-il bravé la volonté majoritaire des militants de soutenir le traité ? Robert Verdier répond : « Nous n'étions pas très enthousiastes à cause de l'absence de la Grande-Bretagne ». La peur de l'Allemagne et la sécurité internationale de la France étaient d'autres raisons à prendre en compte. Robert verdier rappelait que 5 ans après la fin de la guerre, après la résistance

21. Jules Moch, *Une si longue vie,* Paris, Robert Laffont, 1976, p. 478.

22. Entretien avec Robert Verdier, *op.cit,* p. 13.

23. Robert Verdier, *Mémoires,* préface de Pascal Ory, Paris, L'Harmattan, 2005, p. 160.

et ses disparus, nombreux au sein de la SFIO, existait chez les parlementaires socialistes une profonde répugnance à réarmer l'Allemagne. De plus une tension traditionnelle existait aussi entre le groupe parlementaire socialiste et la direction du parti. Ces deux raisons expliquent qu'une légère majorité anti-cédiste se soit constituée au sein du groupe parlementaire.

Les anti-cédistes votent les traités de Rome

Un autre grand moment, moins dramatique, fut celui de la négociation des traités de Rome (Marché commun et Euratom, 25 mars 1957) sur lesquels Verdier n'a plus du tout d'états d'âme. L'affaire se passa après celle de la CED, après les sanctions prises contre les dissidents du 30 août et après la création de l'Union de l'Europe occidentale qui, paradoxalement, permit aux Allemands de constituer une armée nationale, ce que les anti-cédistes reprochaient à la CED de créer. La défaite politique des anti-cédistes était donc totale après leur triomphe sensationnel du 30 août. Robert Verdier constatait que tout le monde à la SFIO était devenu favorable aux traités de Rome. Sans aucun doute l'habileté de Guy Mollet dans la négociation, le fait qu'il soit le chef du gouvernement, la modestie apparente de l'enjeu européen par rapport à ceux de la décolonisation et de la guerre d'Algérie ou de l'affaire de Suez avaient incité les opposants à la CED à rejoindre, pardonnés, le giron de la SFIO. Robert Verdier se souvient même avoir appuyé la ratification des Traités de Rome dans un discours à l'Assemblée nationale en se référant à la « nécessité de la réconciliation franco-allemande », célébrée déjà par Blum au cœur de la guerre. Pourquoi l'argument de la réconciliation franco-allemande devint-il opératoire en 1957 alors qu'il avait été rejeté en 1954 par le même Robert Verdier ? La passion n'était plus là pour dramatiser les enjeux, l'objet des nouveaux traités était d'ordre technique, économique et

commercial, et l'armée allemande, la *Bundeswehr* ne paraissait pas menaçante du fait de la force de la démocratie allemande. Verdier, comme d'autres, prit conscience que l'unité européenne, inspirée par la France, pouvait contribuer à lui donner une nouvelle influence dans les relations internationales.

Enfin le cheminement de Robert Verdier sur les questions internationales et européennes s'accompagna, paradoxalement, et malgré les sanctions qui tombèrent sur lui et d'autres après le vote anti-CED, d'une profonde solidarité avec les hommes et les femmes du parti socialiste et avec Guy Mollet : « Nous étions en désaccord, mais je sens bien qu'une camaraderie née du temps de la Résistance, et une estime réciproque, je crois avoir le droit de dire cela, s'agissant d'un homme pour qui j'ai beaucoup de considération, tout cela était plus fort, et servait à panser les plaies »[24].

Pour conclure, remarquons que Robert Verdier n'est pas un militant de l'unité européenne comme Gérard Jaquet, président du MSEUE[25], mais un militant socialiste inséré dans le réseau intellectuel parlementaire et militant de la SFIO. Il épouse les combats du parti. Mais il reste toujours un homme de libre pensée. Il est favorable à la CECA par raison, anti-cédiste par peur de la guerre puis favorable aux traités de Rome par conviction cette fois ci. Robert Verdier a été marqué par ses choix pacifistes de jeune homme dans l'entre deux guerres. L'était-il autant qu'il le crut par les déclarations de Blum en faveur d'une réconciliation franco-allemande ?

GÉRARD BOSSUAT
Université de Cergy-Pontoise, CICC (UCP), associé à
l'UMR IRICE (Paris I, Paris IV, CNRS)

24. Entretien avec Robert Verdier, *op.cit*, p. 19.

25. MSEUE : Mouvement socialiste pour les États-Unis d'Europe.

ROBERT VERDIER
présentation par Gilles Morin

La question coloniale et la guerre d'Algérie

Depuis le printemps 1956, Robert Verdier conteste avec d'autres camarades socialistes la politique algérienne du gouvernement du secrétaire général du parti SFIO, Guy Mollet, et de son ministre résident en Algérie, Robert Lacoste. En juin 1957, co-signataire d'une motion sur l'Algérie pour le congrès national de son Parti qui se tient en juillet à Toulouse, il est chargé de la défendre à la tribune. Alors que la minorité à laquelle il appartient franchit une étape décisive dans son engagement anticolonial, cette marque de confiance reflète la place que Robert Verdier occupe dans les débats des socialistes, un an avant son départ volontaire de la SFIO pour fonder le PSA.

Condisciple et ami de Léopold Sédar Senghor à l'École normale durant ses études, sans doute est-il depuis longtemps sensibilisé au sort des peuples colonisés. Député de Paris depuis 1945, à part une brève interruption, Verdier s'intéresse aux questions coloniales dès la Libération. Il participe au congrès des fédérations socialistes d'Afrique du Nord[1], où il est délégué comme secrétaire général adjoint du parti, au côté de Charles-André Julien, historien reconnu de l'Afrique du Nord qui a dirigé le Haut Comité pour l'Afrique du Nord fondé par le gouvernement de Front populaire[2]. Mais son engagement sur le problème colonial débute véritablement avec la législature com-

1. Congrès interfédéral nord-africain, du 13 au 14 juillet 1946 à Alger.

2. Voir « Charles-André Julien, un siècle d'histoire et de militantisme anticolonial », *Hésperis Tamuda*, vol XXXV (Faculté des lettres et sciences humaines de Rabat), 1997.

mencée en 1951 qui voit s'accentuer la répression au Maghreb. Avec son ami Alain Savary, il participe à plusieurs enquêtes parlementaires[3] et il est souvent le porte-parole du parti à l'Assemblée nationale, principalement sur les questions marocaine et tunisienne, participant aussi au comité France-Maghreb qui rassemble ceux que l'on surnomme alors les « libéraux » en matière coloniale[4]. Avec Savary toujours, ils apportent le soutien des socialistes à la politique de Mendès France en Tunisie et s'élèvent en 1955 contre la politique d'Edgar Faure au Maroc et en Algérie, avec la bénédiction implicite de Guy Mollet[5]. Mais, après la victoire électorale relative du Front républicain qui conduit à la formation du gouvernement en février 1956, c'est évidemment la politique algérienne du ministère Guy Mollet qui conduit l'ancien collaborateur de Léon Blum à se démarquer puis à s'opposer à la direction de son parti et à la politique de ses camarades-ministres socialistes.

Solidaire, par discipline, de Guy Mollet après le 6 février 1956, Verdier et quelques autres parlementaires, dont Daniel Mayer, Édouard Depreux, André Philip et Antoine Mazier, expriment très vite leurs craintes dans les réunions du groupe parlementaire, puis dans les instances du parti. Ils contestent le schéma de règlement proposé par Guy Mollet qui entend rassurer les populations européennes d'Algérie, et donne la priorité au rétablissement de l'ordre avant la recherche d'une solution politique – incarné dans le triptyque « pacification, élection négociations ». Les premiers minoritaires souhaitent eux une politique équilibrée, avec des gestes politiques forts d'apaisement. Ils demandent lors du congrès national de 1956 que la France lutte sur deux fronts contre les ultras et qu'elle engage des pourparlers avec les

3. Voir, par exemple, son rapport sur le Maroc de janvier 1954.

4. Le Comité France-Maghreb : réseaux intellectuels et d'influence face à la crise marocaine », sous la direction de Daniel Rivet, *Les Cahiers de l'IHTP*, n°38.

5. Voir sur ce point Robert Verdier, *Mémoires*, Paris, L'Harmattan, 2005

nationalistes, donnant la priorité à la recherche d'une solution politique[6].

La position personnelle de Robert Verdier devient de plus en plus difficile. En octobre 1956, il succède à Édouard Depreux, président du groupe socialiste à l'Assemblée, démissionnaire de ses fonctions. Comme président du groupe, il est souvent amené à défendre la position du gouvernement, mais il refuse de le faire dans le débat de janvier 1957.

L'opposition de cette minorité se radicalise dès l'automne 1956 après le détournement de l'avion marocain transportant des chefs du FLN (Savary démissionne de son ministère), puis après l'expédition de Suez et surtout, début 1957, avec la bataille d'Alger et la généralisation de l'emploi de la torture par des unités spécialisées de l'armée[7]. En janvier 1957, Robert Verdier et ses amis fondent le Comité socialiste d'études et d'action pour la paix en Algérie, constituant de fait une minorité organisée, pratique interdite par les statuts de la SFIO adoptés en 1944, alors que Daniel Mayer et Verdier étaient à la tête du parti[8].

Député de Paris, président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale pour quelques jours encore, Verdier est donc désigné au congrès de Toulouse par ses camarades de tendance pour présenter leur motion à l'issue de la commission des résolutions où aucune synthèse n'a pu être réalisée sur l'Algérie alors que l'unanimité a été faite sur d'autres thèmes. Trois textes sont soumis aux congressistes, outre celui de Verdier, l'un appuyé par la direction nationale est défendu par

6. Maryvonne Prévot, *Alain Savary, les combats d'une vie, 1940-1971*, thèse de doctorat d'histoire du XXe siècle à l'Institut d'études politiques de Paris, sous la direction de Jean-François Sirinelli, 2001 ; Maryvonne Prévot, *Alain Savary. Le refus en politique*, Paris, La Renaissance du livre, 2003. ; Serge Hurtig (dir.), *Alain Savary : politique et honneur*, Paris, Presse de Science Po, 2002.

7. Voir Raphaëlle Branche, *La torture et l'armée pendant la guerre d'Algérie*, Paris, Gallimard, 2001.

8. Gilles Morin, « L'opposition socialiste à la guerre d'Algérie, de la SFIO au PSU, histoire d'un courant politique (1954-1960) », thèse d'histoire, Université de Paris I-Sorbonne, 1992.

Christian Pineau[9], l'autre au nom de la fédération des Bouches-du-Rhône est défendu par Gaston Defferre[10]. L'intervention de Robert Verdier ouvre ce débat ultime d'un congrès très animé, entrecoupé d'incidents nombreux, notamment à l'occasion et à la suite d'un discours du secrétaire d'État à l'Algérie, Max Lejeune.

Alors que des délégués minoritaires ont dénoncé avec fougue tout au long des séances la politique de Lacoste, l'intervention franco-britannique à Suez l'automne précédent, mais aussi les exactions et tortures commises par l'armée envers les adversaires et populations civiles, Verdier concentre son explication sur la question du droit à l'indépendance de l'Algérie, récusant la lecture antinationaliste de la majorité, et se démarquant également du courant Defferre sur ce point.

Verdier, sans céder sur le principe – il ne croit plus, dit-il, « qu'il soit possible de s'opposer à l'évolution de l'Algérie vers l'indépendance déjà inscrite dans les faits » – insiste sur le fait que la minorité ne demande que la reconnaissance « dès maintenant » de la « vocation nationale » de l'Algérie.

Rappelant le cadre dans lequel s'inscrit son intervention, cherchant à ne heurter personne, s'inscrivant dans la tradition du débat franc et direct qui doit toujours exister entre socialistes, se positionnant par rapport aux deux autres motions, il va à l'essentiel en pointant les différences entre les textes. Il a tiré les enseignements des affrontements de congrès qui ont ponctué l'histoire de son parti : il sait la synthèse impossible, aussi il la dédramatise pour mieux pointer à la fois les

9. Ancien secrétaire confédéral de la CGT et résistant éminent, député de la Sarthe depuis 1945, Christian Pineau est ministre des Affaires étrangères du cabinet Bourgès-Maunoury après l'avoir été du gouvernement de Guy Mollet. Pour toutes ces personnalités, voir leurs notices dans le *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français* aux éditions de l'Atelier (Maitron).

10. Député des Bouches-du-Rhône depuis 1945 et maire de Marseille, Gaston Defferre était encore au début du mois de juin ministre de la France d'Outre-mer.

points d'accords mais surtout les points de divergence. Et s'il sait le chemin qu'il trace avec ses camarades semé d'embuches, il met aussi ses camarades majoritaires devant la perspective de l'échec de leur position. Au-delà des belles constructions intellectuelles, des grands mots qui annoncent que l'on va faire le bonheur des peuples à leur place, il y a la réalité de l'action politique sur le terrain et des rapports de force. On ne sera pas étonné de voir qu'il fasse référence aux discours « révolutionnaires » des bolchevicks qui asservissent les peuples au nom de la liberté. Avec ce discours dans lequel il ne surjoue aucun des enjeux, ne s'autorise aucune envolée lyrique, il pose une balise, prend date, en insultant ni le passé ni l'avenir.

GILLES MORIN

Congrès socialiste de Toulouse 30 juin 1957

ROBERT VERDIER

Camarades, avant-hier, Augustin Laurent[1] nous a rappelé opportunément le rôle de la commission des résolutions aux termes de nos statuts : « La commission des résolutions a pour première tâche de rechercher l'unanimité ou, si l'unanimité est impossible, de rechercher la plus large majorité possible ». Vous venez de voir que, pour un grand nombre de problèmes, nous y sommes parvenus. Nous nous en félicitons, pour la santé et pour

1. Secrétaire de la fédération socialiste du Nord, député et ancien ministre, Augustin Laurent est surnommé le « pape de la SFIO ».

archives-socialistes.fr

la force du Parti. Il n'en est pas de même pour l'Algérie, comme vient de vous l'annoncer Georges Guille[2], vous allez vous trouver en présence, non pas seulement de deux textes, mais de trois textes. Je le regrette, je le déplore, comme vous tous, mais j'ajoute que je ne considère pas cet état de choses comme un danger pour le Parti. Je tiens à dire surtout que cette division, qui se manifeste au grand jour n'est pas le résultat de je ne sais quelle volonté systématique de division et d'opposition des uns aux autres. Elle est le résultat de désaccords réels et profonds, qu'il vaut mieux reconnaître publiquement que de les camoufler, que de les voiler par des formules équivoques, sur l'interprétation desquelles, ensuite, nous serions très vite en désaccord. Je crois, d'ailleurs, que l'on ne doit pas s'étonner que le problème algérien nous divise. Par la faute du conservatisme des colonialistes, par l'aveuglement de tous ceux qui ont fait échouer dans le passé nos projets de réforme, comme le projet de Léon Blum en 1936, ce problème est devenu si complexe et si grave que tous les Partis et tous les hommes sont divisés en eux-mêmes, il est donc normal qu'il y ait un désaccord au sein de notre Parti. J'ajoute que ces oppositions et ces controverses que nous avons eues entre nous, ont déjà eu un résultat que je considère comme un résultat heureux, dont nous nous félicitons sans réserve. Au lieu de rester immobiles, au lieu de nous accrocher sans y rien changer, à tous les termes de la résolution de Lille, il y a eu, je tiens à le dire, de la part des camarades de la majorité et grâce aux efforts d'un certain nombre de fédérations, un effort de rapprochement que nous sommes heureux de constater. Vous verrez par exemple, et nous nous en félicitons, que dans la motion qui sera rapportée tout à l'heure par Christian Pineau,

2. Président de séance, député et président du Conseil général de l'Aude, Georges Guille a été secrétaire d'État à la présidence du conseil du gouvernement Mollet.

l'accent nous semble mis davantage que par le passé sur la nécessité de prendre un certain nombre de précautions et de ménagements pour tenter de faire aboutir une négociation, et tout d'abord pour tenter de la rendre possible. S'il n'y avait pas eu entre nous controverse, discussion, opposition, s'il n'y avait pas eu par conséquent existence de minorité et d'opposition, nous n'aurions peut-être pas obtenu ce résultat, que nous considérons comme un résultat très heureux. *(Applaudissements)*

Telles sont, camarades, quelques remarques préliminaires que je voulais faire. J'en viens maintenant à la lecture de notre texte. Je vous indique qu'il est constitué, pour l'essentiel, par la dernière partie du projet que vous aviez lu dans le bulletin intérieur. Voici ce texte :

« Afin de mettre un terme au processus du terrorisme, à la répression, de sauvegarder la coexistence des deux communautés et de préparer les conditions d'une entende durable entre la France et l'Algérie, le Congrès demande que le gouvernement :

1°) Reprenne le contact avec l'opinion musulmane, et, pour ce faire, prenne des mesures de libération en faveur des détenus politiques et de restauration des libertés démocratiques, presse, radio, associations, organisations syndicales ;

2°) Reconnaisse dès maintenant la vocation nationale de l'Algérie. Il serait vain de nier la naissance en Algérie d'une conscience nationale, qui s'affirme de plus en plus, et se nourrit de la lutte comme de la résistance opposée par les conservateurs colonialistes. Il n'est pas possible de maintenir un système d'administration directe en Algérie, alors, que la Tunisie et le Maroc sont indépendants et que les nations d'Afrique noire reçoivent de nos mains leur autonomie interne. La reconnaissance dès maintenant de la vocation nationale de l'Algérie, effectuée d'une façon claire et solennelle, est même le seul

moyen de ménager une phase intermédiaire, indispensable pour dégager un personnel musulman, et pendant laquelle la vocation nationale de l'Algérie aura besoin de l'expérience française.

3°) Rend possible la négociation sur le statut de l'Algérie prévue après des élections dans la déclaration d'intention du 9 janvier 1957, par une pré-négociation. Celle-ci pourrait prendre la forme d'une discussion ouverte à tous, FLN, MNA[3], autres mouvements politiques, organisations religieuses, forces syndicales, sans exclusive ni préalable, table ronde, conversations conjointes, ou toute autre formule. Elle aurait notamment pour objet de fixer les conditions du cessez-le-feu, de préciser l'établissement d'un système transitoire, de déterminer les conditions de la consultation populaire et de son contrôle ;

4°) Recherche pour les contacts immédiats, pour l'organisation de la phase intermédiaire et pour l'établissement de liens fédéralistes souples l'appui de la Tunisie et du Maroc. Il ne s'agit pas d'aligner la situation de l'Algérie sur celle des pays voisins. Un statut juridique qui ne comporterait aucun lien avec la France entraînerait pour l'Algérie un désintéressement des Français, qui serait très préjudiciable pour cette dernière. Mais ces liens avec la France doivent être librement acceptés par les Algériens, et ils seront plus aisément négociés s'il est fait recours aux bons offices de Tunis et de Rabat.

5°) Prévoit dès maintenant des garanties pour les minorités ethniques, et en particulier pour les Français d'origine européenne, en ce qui concerne leurs droits légitimes dans l'ordre économique, social, moral et politique, et qu'il soit fait de ces garanties un des éléments essentiels de la négociation. Il ne s'agit pas de renoncer, à travers une Algérie dont la vocation nationale

3. Le Mouvement National Algérien de Messali Hadj, rival du Front de Libération Nationale.

aura été reconnue, aux richesses du Sahara, mais au contraire de pouvoir les exploiter dans l'intérêt franco-africain. Il ne s'agit pas d'abandonner économiquement l'Algérie, mais de rendre les Algériens responsables, pour l'essentiel, de leurs normes de développement économique, car celles-ci seront nécessairement sévères, comme dans tous les pays sous-développés. Il ne s'agit pas de partir de l'Algérie. Mais vouloir maintenir, sous une forme plus ou moins camouflée, les anciens liens de dépendance entre l'Algérie et la France, c'est aboutir inévitablement à la rupture totale, et, tôt ou tard, à l'éviction des populations européennes. Pour y rester, il faut fonder les nouveaux rapports entre les deux pays sur le libre consentement des populations algériennes, et sur la garantie des droits des minorités ethniques. Le retour à la véritable politique socialiste sera en même temps un renouveau pour notre pays, et les nations d'Afrique qui lui font confiance. Au lieu de gaspiller ses forces vives dans des guerres ruineuses, la France doit apparaître, en Algérie comme en Afrique noire le pays de la justice de la liberté et du progrès. » *(Applaudissements)*

Naturellement, camarades, je ne reviendrai pas sur les arguments qui ont été développés par certains d'entre nous au cours du débat, pour soutenir ce texte. Je veux simplement en quelques mots le situer par rapport aux deux autres textes, souligner les points communs, quand il y en a, et marquer nettement les divergences.

Que voulons-nous essentiellement ? Quelle est la préoccupation qui est au centre de notre texte ? Nous pensons que le schéma qui avait été défini à Lille, qu'on a appelé le triptyque pacification, élections, négociations, n'a plus aujourd'hui de valeur. Les événements ont montré qu'il n'aboutissait pas à une solution. Bien plus, nous pensons que les réalités présentes nous

montrent qu'il ne nous laisse plus l'espoir de voir poindre cette solution dans un proche avenir. Il est donc fondamental pour nous de procéder à une modification complète de notre politique. Il est fondamental d'apporter une véritable novation, et c'est là un des points communs entre notre texte et celui qui est présenté par Gaston Defferre. Cette novation consiste à faire porter tout notre effort sur la négociation et sur toutes les précautions que l'on doit prendre pour ménager les plus grandes chances de succès à cette négociation. *(Quelques applaudissements)*

Comment y parvenir ? Nous devons nous efforcer de lever les principaux obstacles qui se dressent sur la voie qui peut conduire à la négociation. Ces obstacles sont de deux sortes : il y a d'abord les préalables, et aussi le mur de défiance qui s'est élevé de plus en plus haut entre les Algériens et la France. Je dis, camarades, les préalables d'un côté et de l'autre, de notre côté comme du côté de certains nationalistes algériens, car il n'est pas exact de dire que la France n'a jusqu'ici posé aucun préalable politique à la négociation. Le refus formel de l'indépendance, même à terme, l'affirmation que la négociation, non pas seulement la négociation sur les conditions du cessez-le-feu, mais même la négociation sur le statut futur sera par avance enfermée dans un certain cadre et dans certaines limites, cela constitue bien, qu'on le veuille ou non, un véritable préalable de notre côté ! *(Quelques applaudissements)*

De l'autre côté, il y a, je n'ai pas besoin d'insister, le préalable de l'indépendance sans délai, de l'indépendance tout de suite, sans aucune condition, et même la formation d'un gouvernement provisoire. Il y a donc d'un côté ceux qui disent : jamais, et ceux qui disent : tout, tout de suite. Eh bien, pour sortir de ce dilemme, pour sortir de cet engrenage, nous pensons qu'il faut parler de la vocation nationale du peuple algérien.

Camarades, je voudrais bien préciser que, dans notre esprit, si nous employons cette expression, ce n'est pas pour ruser, c'est tout simplement parce que nous considérons qu'en l'employant, nous marquons à la fois une double volonté : nous marquons d'abord que nous ne croyons plus qu'il soit possible de nous opposer indéfiniment, ou même simplement pendant un long délai, à l'évolution de l'Algérie vers l'indépendance, cette indépendance que nous croyons déjà, comme vous l'ont dit Lapie[4] et Badiou[5], inscrite dans les faits, aujourd'hui même, – et c'est là, je l'indique, une de nos divergences, et probablement la divergence fondamentale, avec le texte de Gaston Defferre – mais, d'autre part, en employant cette expression, nous marquons que nous voulons, malgré le temps perdu, malgré le caractère tragique qu'a revêtu le problème algérien, essayer de ménager des délais, des transitions et des étapes.

À propos de l'indépendance nationale, à propos de cette notion d'indépendance je tiens à faire quelques réflexions rapides. On rejette cette notion comme si elle était à rejeter a priori, comme une notion effrayante et inacceptable[6], mais, camarades, qu'est-ce qui vous effraie, dans cette notion ? Elle était déjà en germe dans d'autres statuts, elle était en germe dans le statut de 1947, par la création de l'assemblée algérienne et par

4. Pierre-Olivier Lapie, député de la Meurthe-et-Moselle depuis 1936, ancien ministre de l'Éducation nationale.

5. Raymond Badiou, maire de Toulouse depuis la Libération et député de la Haute-Garonne depuis 1946, représentant de l'aile gauche du parti, il a appartenu au comité directeur en 1947-1948.

6 Guy Mollet a théorisé depuis le printemps 1956 cette opposition au nationalisme jugé rétrograde et dépassé à l'heure de la construction d'unités politiques plus large comme l'Union européenne.

les dispositions qui prévoiraient le passage progressif d'un certain nombre d'électeurs du deuxième collège dans le premier collège. Elle est en germe même dans le texte de la majorité que vous entendrez tout à l'heure, car il parle, comme déjà la motion de Lille, de la création d'un exécutif, et d'un législatif algériens. Je sais ce que vous allez m'objecter : un exécutif, un législatif, à compétence limitée. Oui, c'est vrai, mais quel est celui d'entre vous qui peut croire qu'à partir du moment où vous aurez des assemblées délibérantes, à partir du moment où vous aurez un embryon de pouvoir exécutif, ces assemblées et ce pouvoir ne se trouveront pas soumis, et très vite, à une pression de plus en plus grande, pour manifester leur volonté de revendication de l'indépendance ? *(Quelques applaudissements)* La meilleure preuve que vous avez senti vous-mêmes, camarades, ce danger, c'est la discussion très longue que vous avez eue ce matin, à la commission des résolutions, pour savoir dans quelle mesure il était bon de préciser ce que vous entendiez vous-mêmes par ces notions d'un exécutif et d'un législatif algériens, car vous avez senti vous-mêmes que cela pouvait être une étape vers l'indépendance.

Ensuite, je voudrais parler des rapports de cette notion d'indépendance avec la doctrine Socialiste. Guy Mollet nous a dit, hier encore : « Il faut faire faire aux États, ou aux peuples comme le peuple algérien, l'économie d'une étape dans leur évolution, l'économie de l'étape de l'existence nationale ». Certes, je crois qu'il y a accord unanime entre nous pour qu'il y ait, de la part des diverses nations, des abandons de souveraineté ? Cela, Léon Blum, distinguant scrupuleusement les deux notions : souveraineté et indépendance, l'a expliqué dans un grand nombre d'articles, immédiatement après la guerre, mais abandon de souveraineté au profit de qui ? Est-ce au profit d'une autre nation, qui décide alors par elle-même, toute seule, et dans sa pleine sou-

veraineté, elle ? Ce n'est pas cela, la doctrine socialiste, camarades. Dans la doctrine socialiste l'abandon de souveraineté d'une nation doit se faire au profit d'organisations et d'institutions internationales. *(Applaudissements)* Il y a d'ailleurs évidemment une contradiction dans les propos tenus hier encore par Guy Mollet. Guy Mollet nous a dit hier : « Il faut éviter cette étape dangereuse, il faut faire passer ces peuples directement de la sujétion coloniale à l'intégration dans une communauté internationale » – je ne cite pas textuellement, mais je crois que je ne déforme pas ta pensée – « par des voies démocratiques ». Mais, camarades, est-ce qu'aujourd'hui, vous avez le sentiment – sans aucun doute en vous-mêmes - que nous employons actuellement des moyens démocratiques pour parvenir à ce but ? Est-ce que vous n'avez pas le sentiment que nous employons au contraire des moyens de force et de contrainte ? Je vous dis que cette théorie est une espèce de transposition, de conception paternaliste du plan des rapports entre individus au plan des relations entre nations et entre peuples. *(Quelques applaudissements)* Et je veux vous mettre en garde contre un danger que vous allez trouver si vous poussez ce raisonnement jusqu'au bout. C'est parce que les bolcheviks se sont arrogés à eux-mêmes ce droit de décider au nom d'autres nations que vers 1920 ou 1921, ils ont écrasé dans le sang un mouvement national comme celui de la Géorgie, et plus près de nous, camarades, en 1956, les mêmes, les successeurs de Lénine et de Staline, au nom d'un idéal élevé, au nom de l'idéal prolétarien, ont écrasé de la manière que vous savez la révolte du peuple hongrois. *(Applaudissements)*

Voila les quelques réflexions que je voulais faire au sujet de la motion d'indépendance nationale, et de ses rapports avec la doctrine socialiste. J'ai dit d'autre part que notre motion voulait chercher à faire tomber le mur de méfiance qui s'est dressé.

Il est certain qu'à partir du moment où nous parlons de délai, – et nous en parlons nous aussi – nous trouvons en face de nous un obstacle. Tant de promesses n'ont pas été tenues dans le passé que si nous parlons de délai, nos interlocuteurs risquent de croire que nous voulons simplement gagner du temps. Pour triompher de cet obstacle, nous pensons qu'il faut faire appel à ceux qui ont intérêt autant que nous, nous en sommes convaincus, à un règlement rapide de l'affaire algérienne, je veux dire la Tunisie et le Maroc. Dans la motion, que rapportera Christian Pineau, vous trouverez aussi, à la fin, une notion qui est dans la nôtre, et aussi dans celle de Defferre, je crois : la création d'un ensemble franco-africain. Mais nous voulons autre chose. En désaccord avec la motion Pineau, mais en accord avec la motion Defferre, nous pensons que les gouvernements de Rabat et de Tunis, même dans les premières approches pour la négociation, peuvent nous aider considérablement, eux qui ont obtenu l'indépendance[7], et à qui nous répétons qu'elle ne sera pas remise en cause peuvent nous aider à faire comprendre la sincérité, la loyauté de notre engagement, ils peuvent faire comprendre à nos antagonistes la nécessité d'une étape et d'une transition.

Telles sont, camarades, les remarques que je voulais faire sur notre texte. Le choix devant lequel vous vous trouvez est simple, à nos yeux ; non le problème qui, lui, est dramatique et complexe, mais le choix est simple. Vous pouvez, ou bien, par une novation complète de notre politique algérienne, tout faire en vue de la négociation et de son succès, ou bien continuer la politique passée sans grand espoir d'une solution proche. Cette perspective de la durée, d'une prolongation de la lutte, est introduite petit à petit dans vos textes. Je me rappelle qu'en octobre

7. Un an plus tôt seulement.

– eh oui ! – déjà en octobre, camarades ! – Robert Lacoste, devant le groupe parlementaire, nous disait : « Nous sommes en Algérie depuis cent trente ans, nous ne sommes pas à quelques semaines près ». Aujourd'hui, on va sans doute nous dire : « Nous ne sommes pas à quelques mois près », et bientôt, il faudrait nous dire : « Nous ne sommes pas à quelques années près ». Voila le danger véritable devant lequel vous vous trouvez. Si vous acceptez ce risque, si vous pensez qu'il doit être couru, alors soyez logiques avec vous-mêmes, ne vous étonnez pas, demain, du prix que cela coûtera, ne nous envoyez pas au groupe parlementaire des motions pour protester contre des mesures financières ou économiques rigoureuses, ne protestez pas contre le renvoi à plus tard de certaines réformes sociales que vous souhaitez et que nous souhaitons tous, tant il est vrai que ce sera la suite logique de votre position, tant il est vrai, comme le dit le titre de notre résolution, que « tout dépend de l'Algérie ». Voila le choix, camarades, nous vous demandons de le faire avec lucidité.

J'ajoute seulement, pour terminer, que nous n'ignorons rien des problèmes difficiles que poserait l'acceptation de la solution que nous préconisons. Nous sommes arrivés, par suite d'une longue série de fautes antérieures – j'entends par là toutes les fautes du colonialisme français – à un point tel qu'il n'est plus aujourd'hui de solution sans aléa et sans risque, mais nous pensons que la nôtre est celle qui offre les meilleures chances de succès. Nous sommes convaincus que notre rôle propre, à nous, Socialistes, est de regarder ces réalités en face, de les accepter avec lucidité et courage, de nous rendre compte que nous sommes en présence d'une évolution qui est irréversible, et qui est inscrite dans les faits. Alors, au lieu de vouloir à tout prix la freiner, la contrecarrer, au lieu de rechigner devant cette évolution essayons d'en prendre la tête, de la guider, de l'orienter, essayons cela, non

pas en boudant et comme à regret, mais avec hardiesse, avec audace. En le faisant, nous rendrons service à notre pays, à notre peuple et au peuple algérien et, du même coup, nous serons fidèles à notre idéal socialiste. *(Applaudissements)*

ROBERT VERDIER



Robert Verdier manifestant avec le PSA (1959) aux côtés d'Édouard Depreux et de Mireille Osmin. Fonds Robert Verdier/L'OURS.

ROBERT VERDIER

présentation par Gilles Morin

Aux temps du PSU

La rupture avec la SFIO de Robert Verdier et de ses amis qui ont fondé le Parti socialiste autonome puis le Parti socialiste unifié, a été préparée par leurs divergences sur l'Algérie, mais elle s'est produite en réaction au retour au pouvoir du général de Gaulle. Robert Verdier n'a jamais accepté les conditions du retour au pouvoir du général de Gaulle sous la menace de coup d'État militaire et ce qu'il considérait comme la complicité de la direction socialiste. De plus, pour lui – il le répétait régulièrement aux historiens qui venaient l'interroger –, le retour au pouvoir du général de Gaulle avait relancé la guerre d'Algérie dont on pouvait espérer le règlement en mai 1958, le putsch ayant justement pour but d'empêcher celui-ci. Et il notait souvent que la guerre avait duré plus longtemps sous la Ve République que sous la précédente, « mal aimée ». Le fait que le général de Gaulle ait réglé la guerre pour finir en dépit de ses promesses initiales de maintenir « l'Algérie française » n'a pas contribué à réconcilier l'ancien adjoint de Léon Blum, protestant culturel, qui croyait à la morale, et à la parole en politique.

Secrétaire adjoint du PSA, puis membre du bureau national du PSU, il dirige de 1960 à 1963 son hebdomadaire *Tribune socialiste*. Il en est le principal éditorialiste, alternant toutefois ses articles avec ceux d'autres membres de la direction nationale. Il y traite de sujets variés, de la décolonisation naturellement, mais aussi des institutions, de la vie politique, des congrès du parti et de la politique internationale.

Nous avons choisi de présenter deux textes. Le premier est un éditorial de *Tribune socialiste* (n° 67 du 16 septembre 1961), écrit au lendemain d'un attentat contre le chef de l'État. Le ton du papier de

Verdier est radicalement opposé à celui de la grande presse et de l'immense majorité de la classe politique qui fait corps derrière le chef de l'État menacé. Robert Verdier estime lui que derrière cette façade la fin du gaullisme première manière, celui de juin 1958 qui avait vu une quasi unanimité derrière de Gaulle, est déjà consommée. Sa dénonciation d'un « pays désormais sans loi et sans cesse menacé du recours à la violence » peut surprendre avec le recul pour sa virulence. Cet article reflète, comme la plupart de ceux qu'il écrit en ce temps, son opposition fondamentale au gaullisme, à ses ambiguïtés et mensonges, à sa politique internationale, s'inscrit dans une veine qui annonce à sa façon, ou en tout cas est proche, de celle du fameux *Coup d'État permanent* de François Mitterrand ; et cela avant même la fin de la guerre d'Algérie et la réforme constitutionnelle de 1962. C'est aussi un appel vibrant à renforcer l'opposition, à l'unité de cette dernière. Car, pour lui, la force du régime illégitime et opportuniste, c'est la division et l'incapacité de l'opposition.

G. M.

Le gaullisme est mort

ROBERT VERDIER

Le général de Gaulle est sorti indemne de l'attentat du 8 septembre. Mais que reste-t-il du gaullisme ?

Deux grandes crises, en janvier 1960 et en avril 1961, avaient déjà permis de prendre acte de sa faillite. Toutes les espérances contradictoires de mai 1958, que les silences ou les machiavéliques ambiguïtés du général avaient entretenues pour faciliter sa conquête du pouvoir, se sont envolées une à une. Tous les gaullistes des deux referendum ont été dupés tour à tour, ceux de l'Algérie française, ceux qui, se baptisant « de gauche», croyaient

qu'on allait enfin sortir de la politique algérienne à courte vue des derniers présidents du conseil de la IVe République, enfin tout ce grand nombre de nos concitoyens à qui l'on avait promis une paix rapide, la stabilité politique, la mise au pas de tous les conspirateurs, le rétablissement de l'ordre et la fin de tous les troubles.

Quelle implacable logique dans l'évolution du régime depuis trois ans ! En 1958, le général de Gaulle prenait le pouvoir en exerçant un chantage à la rébellion militaire : – Si vous ne faites pas appel à moi, et dans les conditions qu'il me plait de poser, je ne réponds de rien et la guerre civile risque d'éclater. Le précédent redoutable était créé. Puisque la méthode s'était une fois révélée payante pourquoi d'autres, après lui, ne s'en seraient-ils pas servis ? Nous étions dès lors entrés dans la plus dangereuse instabilité, non l'instabilité des crises parlementaires, mais l'instabilité de tout un pays désormais sans loi et sans cesse menacé du recours à la violence.

Nous y sommes. Les attentats au plastic contre les hommes politiques, avant l'attentat contre le président de la République, étaient devenus rubrique quotidienne des journaux. En Algérie, les deux communautés sont dressées face à face, plus hostiles l'une à l'autre qu'elles ne l'avaient jamais été. Signe plus attristant encore de décomposition : les heurts entre jeunes soldats et civils européens se multiplient. L'État, qui devait être fort, n'est plus obéi que par le docile Conseil Constitutionnel.

La fronde parlementaire qui couvait depuis quelques semaines sera provisoirement apaisée ; l'attentat du 8 septembre aura vite fait tomber quelques velléités d'opposition et de combativité. Mais qu'on ne s'y trompe pas. Si tant de chefs politiques, tant de partis que l'opportunisme avait rallié à de Gaulle et conduits à tout accepter, la constitution, l'article 16, les pleins pouvoirs, l'impuissance des assemblées élues, si tous ces hommes

tentent depuis quelques semaines de prendre leurs distances à l'égard du régime, c'est encore par opportunisme : ils savent eux aussi que le gaullisme n'est plus et que le régime est en faillite.

S'il tient encore malgré tout, c'est, comme on le dit de plus en plus ouvertement dans les commentaires les plus timorés, que la succession n'est pas prête. La responsabilité de toutes les forces de gauche, il faut le dire, compte pour beaucoup dans cette situation. Tant que les organisations démocratiques, politiques et syndicales, n'auront pas dépassé le stade des actions communes de circonstance et purement défensives, tant qu'elles n'auront pas réalisé leur unité sur un programme constructif proposant au peuple français un nouveau régime, nous vivrons ainsi, allant de crise en crise et risquant chaque fois que le pire ne survienne, si cette unité ne s'est pas réalisée à bref délai.

ROBERT VERDIER

Au printemps 1963 le PSU connaît une crise majeure, sept courants s'opposent, Robert Verdier animant alors le courant « A » regroupant principalement d'anciens militants du PSA, notamment la plupart des anciens mendésistes. Les quatre courants représentés au CPN (Comité Politique National) étant invités à présenter leurs positons dans le numéro 152 du *Tribune socialiste*, daté du 8 juin 1963, Robert Verdier et Maurice Klein, trésorier du PSA puis du PSU, rédigent ce texte intitulé « L'appel aux militants : seul secours du parti ».

Dans la première partie de leur texte, ils annoncent remettre leur mandat à la disposition du parti en attendant l'élection d'une nouvelle direction. Verdier interrompt effectivement sa collaboration à *Tribune socialiste* durant plusieurs mois, tout au moins des chroniques signées car des éditoriaux non revendiqués sont proches de son style et de ses thèmes de prédilection.

Dans la deuxième partie du texte ils rappellent leurs positions sur l'orientation du parti. C'est cette partie de leur texte que nous reproduisons ici. Verdier, chantre permanent de l'union de la gauche contre le gaullisme, y développe ce thème, pointant la responsabilité du PSU sur cette question, prenant en compte la rupture de la SFIO avec le gaullisme. Avec Maurice Klein, il se démarque aussi des tendances minoritaires « révolutionnaires » plus ou moins courtisées par les autres courants, en faisant une profession de foi favorable au socialisme résolument démocratique.

Robert Verdier, après le congrès de novembre 1963 ne conserve ni sa place à la direction nationale, ni la direction de l'hebdomadaire du parti et ne signe plus les éditoriaux de *Tribune socialiste*. Il poursuit dans ce dernier une collaboration de plus en plus épisodique, publiant de façon intermittente des articles, tranchant parfois avec le ton nouveau du parti, comme lorsqu'il traite du Pacte Atlantique le 9 mai 1964. Harris Puisais, ancien membre du courant « A » lui succède comme éditorialiste de référence du journal. Robert Verdier quitte le parti trois ans plus tard.

G. M.

L'appel aux militants : seul secours du parti

ROBERT VERDIER ET MAURICE KLEIN

[...]

Nous saisissons l'occasion qui nous est offerte pour rappeler notre position sur l'orientation du parti sous la forme schématique de quelques principes fondamentaux :

« 1° le PSU a pour objectifs : de saisir toutes les occasions de réaliser contre le régime gaulliste l'unité d'action de toutes les organisations syndicales et des partis politiques se réclamant du

socialisme : de travailler à créer en France les conditions d'une réunification du mouvement ouvrier et socialiste.

2e Cette unité organique ne peut être envisagée dans un pays comme le nôtre que sur la base du socialisme démocratique, qui suppose la libre confrontation des partis politiques devant le suffrage universel, les garanties aux minorités, l'indépendance des organisations syndicales à l'égard des États et des partis, le caractère démocratique des structures du parti socialiste.

3e Les événements des derniers mois font apparaître que si cette reconstruction du mouvement socialiste ne peut être envisagée pour un avenir proche, des conditions plus favorables ont été crées pour l'unité d'action. Il importe en particulier de tenir compte du changement d'attitude de la SFIO, de son passage à l'opposition contre le régime gaulliste, de l'assouplissement de sa tactique à l'égard du PC.

4e Aussi le PSU doit-il accepter et même provoquer des confrontations sur la doctrine et le programme et des actions communes sur des objectifs précis avec toutes les organisations se réclament du socialisme et résolues à lutter pour le renversement du régime gaulliste.

5e La durée et les limites de ces alliances ne sauraient procéder de choix préconçus ou sentimentaux. Elles seront fixées uniquement par les résultats obtenus soit dans la détermination d'objectifs pour les actions communes, soit dans l'établissement d'un programme commun ».

ROBERT VERDIER
MAURICE KLEIN

ROBERT VERDIER
présentation par Gilles Candar

Défense de l'Internationale socialiste

Robert Verdier est maintes fois intervenu en congrès, qu'ils s'agissent de ceux du Parti Socialiste SFIO après la Libération et pendant la IVe République, du Parti Socialiste Unifié puis, après 1969, à nouveau du Parti Socialiste, ou dans les congrès de la Ligue des droits de l'homme et des autres organisations dans lesquelles il militait. Nous avons choisi pour illustrer ce genre de retenir sa brève intervention au congrès d'Épinay sur un sujet qui lui tenait particulièrement à cœur : l'engagement international du Parti Socialiste et son ancrage dans la famille de pensée démocrate-socialiste

En 1969, un premier rassemblement avait eu lieu[1] qui avait abouti à la création du « Parti Socialiste », dit aussi parfois « Nouveau Parti Socialiste », né de la fusion entre la SFIO, l'UCRG (Union des Clubs pour le Renouveau de la Gauche), l'UGCS (Union des Groupes et Clubs Socialistes) après un temps d'attente, quelques membres minoritaires de la Convention des Institutions Républicaines (Labarrère, Dreyfus-Schmidt, Maroselli...) et d'anciens PSU (Denecker). Après le congrès confus d'Alfortville (mai 1969) et les difficiles élections présidentielles de juin 1969, le congrès constitutif s'était tenu en juillet à Issy-les-Moulineaux. Trois membres de l'UCRG se retrouvent au secrétariat national : Alain Savary, élu Premier Secrétaire (par 31 voix contre 29 à Pierre Mauroy), Jacques Enock, secrétaire chargé de la coordination et des colloques, Robert Verdier, secrétaire chargé des relations extérieures, Pierre Bérégovoy étant en

1. Dernier livre paru sur le sujet : Denis Lefebvre, *1969 et la rénovation socialiste*, Paris, Bruno Leprince, 2009.

outre membre du bureau national. Robert Verdier dirige donc le secteur international pendant deux ans et occupe toujours ces fonctions au début du « congrès de l'unité socialiste », réuni à Épinay du 11 au 13 juin 1971. L'issue en est connue : nouvelle majorité interne autour de François Mitterrand, élu Premier Secrétaire avec l'appui des motions Mauroy-Defferre, Mermaz-Pontillon, CERES (Chevènement, Sarre) et Objectif 72-Vie nouvelle (Robert Buron) contre une minorité (motions Savary-Mollet et Poperen) à laquelle appartient Robert Verdier. Le score fut serré (43 928 contre 41 757 et 3925 abstentions, 83 refus de vote et 1028 absents) même si le regroupement opéré, préparé de longue date, fut par la suite confirmé et renforcé par de nouveaux apports.

Auparavant, Pierre Joxe (CIR) avait rapporté le samedi matin 12 juin au nom de la commission des statuts qui s'était réunie pendant dix heures. Le congrès devait trancher les éventuels points en suspens. Il décida ainsi de l'appellation « Parti Socialiste » alors qu'un tiers de la commission proposait « Nouveau Parti Socialiste ». Pierre Joxe proposa ensuite que l'appartenance à l'Internationale socialiste ne soit pas inscrite dans les statuts, mais simplement renvoyée à une décision prise par le nouveau parti. C'est alors que Robert Verdier intervint, par le bref discours que nous donnons, et emporta aisément la majorité (plus de 84% des mandats, 88% des exprimés)[2] avec le soutien des fédérations du Pas-de-Calais et du Nord. Dans ses *Mémoires*, Verdier indique qu'Alain Savary l'avait prévenu le matin même du projet de la commission[3]. Il s'agissait bien sûr pour la nouvelle majorité qui se dessinait de donner des gages au CERES, très en pointe contre les compromissions atlantistes de l'Internationale et de la social-démocratie européenne, jugées trop liées à la politique américaine. Pour comprendre la

2. 76 698 mandats contre 10 341, 2144 abstentions, 1127 refus de vote et 379 absents selon Le Monde, 13-14 juin 1971.

3. Robert Verdier, *Mémoires*, Paris, L'Harmattan, 2005, p. 223.

position de Joxe et de la commission, il faut rappeler aussi que l'Internationale socialiste était alors particulièrement effacée et son existence même ignorée de nombre de citoyens pourtant intéressés par la chose publique. Son historien, Guillaume Devin[4], parle pour cette période de « présidence affaiblie » : la présidence était en effet occupée depuis 1964 par l'autrichien Bruno Pittermann, alors marginalisé au sein de son parti et de son pays au profit du nouveau Chancelier Bruno Kreisky. Pittermann restait attaché à des positions forgées au cours de la « guerre froide » et très réservé à l'égard de toute ouverture en direction des pays du Tiers-Monde qui avaient accédé à l'indépendance dans les années 1960. L'Internationale apparaissait comme un club de partis européens, vieillissants et très modérés, qui s'accommodaient d'un capitalisme social, d'une « économie sociale de marché », alors largement vilipendée au sein des milieux de la gauche française, restée à l'écart du pouvoir depuis longtemps et marqués par les espérances portées par mai 1968. Verdier s'amuse à rappeler qu'au congrès de Pau (février 1975) Louis Mermaz déclarait encore : « notre socialisme sera bien autre chose que le timide réformisme de la social-démocratie européenne. Nous allons nous montrer beaucoup plus audacieux ». Il n'aurait d'ailleurs pas eu de mal à trouver plus péremptoire et plus catégorique encore...

Le mérite de Robert Verdier est de voir au-delà du présent, de prendre en compte tout le passé et la charge symbolique de l'histoire de l'Internationale et d'en pressentir la relance. On sait que celle-ci fut l'œuvre principalement des deux successeurs de Pittermann : Willy Brandt, président de 1976 à 1992, puis Pierre Mauroy, président de 1992 à 1999. L'Internationale se remit au travail[5], intensifia les

4. Guillaume Devin, *L'Internationale socialiste. Histoire et sociologie du socialisme international (1945-1990)*, Paris, Presses de la FNSP, 1993.

5. Cf. Willy Brandt, Bruno Kreisky, Olof Palme, *La social-démocratie et l'avenir*, Paris, Gallimard « idées », 1976 [1975].

relations entre démocrates et progressistes du monde entier et s'ouvrit largement aux forces de gauche de tous les continents. Robert Verdier note lui-même dans ses *Mémoires* avec un peu de gentille malice qu'il l'emporta à Épinay grâce aux votes des amis de Pierre Mauroy, qui allait ensuite jouer un rôle important dans cet organisme, et que François Mitterrand ne fit rien pour s'opposer à sa victorieuse contre-offensive. Mitterrand sut d'ailleurs très vite jouer de l'appartenance du PS à l'Internationale et ses explications au congrès de Vienne en juin 1972 sur les perspectives ouvertes par le programme commun de la gauche pour un « grand parti socialiste » qui reprenne « un terrain occupé par le PCF » furent des plus remarquées. Robert Verdier appartenait à la délégation conduite par François Mitterrand, lequel fut élu à l'issue du congrès vice-président de l'Internationale. Après Épinay, Robert Pontillon avait été nommé secrétaire aux relations internationales du PS, poste qu'il détint jusqu'en 1979. Comme tous les savarystes, Robert Verdier fut officiellement intégré à la nouvelle majorité dès le congrès de Grenoble (juin 1973) : il rentra au bureau exécutif (1973-1975) et fut élu président du comité directeur (1973-1977) auquel il appartint jusqu'en 1979.

Le rôle de la France n'avait jamais été médiocre au sein des Internationales[6]. L'Association Internationale des Travailleurs s'était constituée à Londres (29 septembre 1864) mais les militants français y jouèrent un rôle important et d'ailleurs l'AIT ne survécut guère à la répression de la Commune. L'Internationale socialiste reprit officiellement vie à un congrès organisé à Paris en juillet 1889 à l'occasion de

6. La bibliographie générale sur les Internationales est succincte. Outre l'ouvrage de référence de Guillaume Devin pour l'Internationale reconstituée après guerre, consulter surtout Annie Kriegel, « L'Association internationale des Travailleurs » et « La IIe Internationale », in Jacques Droz (dir.), *Histoire générale du socialisme*, Paris, PUF, t. 1 et 2, 1972 et 1974 ; Michel Dreyfus, *L'Europe des socialistes*, Bruxelles, Complexe 1889-1989 ; Hugues Portelli, *L'Internationale socialiste*, Paris, Éditions ouvrières, 1983 [rééd. 1989].

l'Exposition universelle et du premier centenaire de la Révolution française. Elle se structura surtout à partir de 1900 et encore plus de 1905 avec la mise en place d'un bureau socialiste international. L'unification du socialisme français se fit formellement à l'appel de l'Internationale, au congrès d'Amsterdam (14-20 août 1904), et c'est pour cette raison que les responsables décidèrent, à l'initiative de Jean Longuet, d'appeler le nouveau parti constitué à la fin d'avril 1905 Section Française de l'Internationale Ouvrière[7]. La SFIO se retira de l'Internationale socialiste au congrès de Strasbourg (25 au 29 février 1920) et fut partie prenante de ce qui allait devenir l'Union des partis socialistes pour l'action internationale, souvent surnommée Internationale 2 ½ (1921-1923). Alors que les majoritaires de la SFIO avaient fondé le Parti Communiste Français en acceptant les conditions d'adhésion à l'Internationale communiste (congrès de Tours, 25 au 30 décembre 1920), ceux qui gardaient « la vieille maison » continuèrent la SFIO. Celle-ci continua dès lors à faire partie des organisations internationales socialistes. Le congrès de Hambourg (21-25 mai 1923) permit le regroupement des anciens partis de l'IS et de ceux de l'UPS dans l'Internationale Ouvrière Socialiste qui fonctionna jusqu'à la guerre. Dissoute officiellement à Bournemouth en novembre 1946, l'IOS céda la place à l'Internationale Socialiste reconstituée à Francfort (30 juin-3 juillet 1951) et en faveur de laquelle plaida donc avec éloquence Robert Verdier au congrès d'Épinay.

G. C.

7. Bracke revendiqua aussi plus tard cette paternité. Longuet avait proposé les trois premières lettres, l'allemaniste Albert Willm, avocat de profession, fit rajouter la référence « ouvrière ». Cf. Gilles Candar, *Jean Longuet. Un internationaliste à l'épreuve de l'histoire*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2007, p. 48-49.

Discours de Robert Verdier

Congrès d'Épinay-sur-Seine, 12 juin 1971

Camarades,

Mon amendement, l'amendement que je soumets au congrès consiste à repousser la proposition de la majorité de la commission et à vous proposer de reprendre l'article 2 des statuts du Parti Socialiste... (*Applaudissements*).

Je sais très bien que si nous nous engageons dans un débat de caractère juridique, nous pouvons discuter probablement assez longtemps pour savoir si une telle affirmation, « l'appartenance du Parti à l'Internationale Socialiste », relève des statuts ou relève d'une décision de toute autre nature.

Mais je ne veux pas m'engager dans ce débat de caractère statutaire et purement formel, je vous dis que quelles que soient les opinions qu'on ait là-dessus et sur l'opportunité de ce débat, que vous le vouliez ou non, et quelles que soient vos intentions, adopter la proposition de la majorité de la commission vous savez très bien comment cela serait interprété, cela signifierait inévitablement qu'il y a une majorité dans ce parti pour se détacher de l'Internationale Socialiste et rompre ses liens avec elle. (*Vifs applaudissements*).

Je ne sais pas quelles sont les raisons qui ont été données pour faire cette proposition ; je suppose qu'on a adressé un certain nombre de critiques à l'Internationale Socialiste et aux partis qui la composent, et je veux bien admettre par principe qu'un certain nombre de ces critiques, ou les constatations des faiblesses de cette organisation, nous pourrions peut-être tous les reprendre à notre compte.

Mais, même dans ce cas, je vous dis qu'il est extrêmement important, capital même, que nous maintenions

l'appartenance de notre parti à l'Internationale Socialiste. (*Applaudissements*).

Celle-ci vient de tenir pendant quelques jours, à Helsinki, une réunion à laquelle une délégation du Parti Socialiste était présente. Naturellement, je ne vais pas ici, présentant simplement un amendement, vous faire une espèce de compte rendu de ses travaux, je veux seulement vous prendre un exemple pour vous montrer l'importance du maintien de ses liens, si imparfaits, si faibles, si incohérents soient-ils : une des manifestations les plus nettes de cette réunion d'Helsinki a été de marquer l'approbation unanime et chaleureuse de l'ensemble des partis Socialistes au discours qui a été prononcé par Willy Brandt, et à l'ensemble des politiques d'ouverture à l'Est[8].

Croyez-vous, Camarades, qu'il soit sans importance pour l'évolution de la situation internationale que de telles manifestations de solidarité à l'égard de cette politique ne puissent pas avoir lieu au sein d'une organisation comme l'Internationale Socialiste ? (*Applaudissements*).

Il s'agit d'un simple amendement et je ne veux pas engager un débat de fond, mais je pense à la difficulté où vous risquez de vous trouver demain, quand vous serez obligés d'engager des débats entre Parti Socialiste, sur l'évolution de la construction européenne et que vous aurez en face de vous cinquante Partis, demain peut-être neuf autre Partis, qui sont tous membres de

8. *L'Ostpolitik* (détente avec l'Est, reconnaissance de la frontière de l'Oder-Neisse) de Willy Brandt (1913-1992), ministre des Affaires étrangères (1966-1969), puis Chancelier d'Allemagne (1969-1974) est très populaire au sein de la gauche française (et au-delà...).

l'Internationale Socialiste. Alors, dans quelle position vous trouverez vous à l'égard de ces Partis ?

Et puis enfin, et ce sera mon dernier mot, je voudrais bien que nous soyons capables de prendre avec quelque lucidité, la mesure exacte de ce que nous sommes et de ce que sont les autres Partis Socialistes, et je fais allusion à un argument qui était déjà exprimé dans le discours d'Alain Savary hier, nous avons un peu tendance parfois à vouloir donner des leçons aux autres.

Camarades, voulez-vous vous rappeler ce que sont les principaux partis de l'Internationale Socialiste ? Des Partis qui comptent, pour certains, 850 000 membres, 1 million de membres, parfois beaucoup plus et qui surtout, dans leur pays, représentent l'ensemble de la classe ouvrière et l'ensemble de la gauche et s'appuient sur les organisations syndicales. (*Vifs applaudissements*).

Alors, camarades, ayons un peu de modestie et de pudeur, ne le prenons pas trop de haut avec ces Partis. Je souhaiterais que nous soyons à leur niveau. (*Vifs applaudissements*).

ROBERT VERDIER

archives.socialistes.fr

ROBERT VERDIER

Après le congrès d'Épinay

Les résultats du congrès d'Épinay ont été commentés par Jules Moch[1]. Je suis en complet accord avec son analyse. Si je me permets cependant d'y revenir, c'est pour une raison personnelle. Il se trouve qu'avant ce congrès, j'étais un des secrétaires nationaux du Parti socialiste ; j'appartenais donc, comme on dit, à l'équipe d'Alain Savary. Dans ces conditions, je crois devoir apporter mon témoignage avec une entière liberté d'expression, conformément aux pratiques d'une organisation de structure démocratique.

Je me sens d'ailleurs parfaitement à l'aise pour le faire, car, malgré les réserves que je ferai, je n'ai garde d'oublier les aspects positifs du bilan qu'on peut aujourd'hui dresser. Il faut d'abord prendre acte avec satisfaction du fait qu'aujourd'hui, grâce à ce congrès, il y a un seul

1. Jules Moch publie dans *Le Midi Libre*, une série de trois articles (« après le congrès d'Épinay ») les vendredi 25, samedi 26 et lundi 28 juin 1971. Le premier, « Le désir d'Unité », revient sur les scissions qui ont émaillé l'histoire du PS, des origines à 1971, et sur le « désir d'unité », voire la mystique de l'union, dès lors que la division conduit à des défaites et au maintien de la droite au pouvoir. Le second, « Qu'eut fait Léon Blum », présente les différents courants qui irriguent la famille socialiste et les resitue dans l'histoire longue, entre une gauche socialiste, un centre, et une droite, Blum, au-dessus en arbitre, assurant la synthèse : il s'interroge de manière critique sur la position de Mitterrand qui avait annoncé 15 jours avant le congrès « qu'il ne serait candidat à aucun poste dans le parti, à celui de premier secrétaire ni de second » et qui a été amené à se contredire. Dans le dernier, « L'action future », il analyse des motions finales en compétition à Épinay, notamment sur la question du rapport avec le PC et s'interroge sur la nature hétéroclite des positions défendues par les tenants de la coalition victorieuse. (« Dans la nouvelle équipe dirigeante se trouvent des hommes qui, par leurs écrits et leur parole, ont adopté en matière internationale des positions opposées à celles de l'ancien parti socialiste, notamment à propos du Moyen-Orient. Si la ligne de conduite du nouveau parti socialiste en matière de politique internationale venait à être changée, si un certain « gauchisme » ou une vue analogue à celle du Kremlin modifiait l'action traditionnelle du Parti, un tel renversement poserait à certain de ses membres un cas de conscience sérieux ».)

parti rassemblant tous les militants du socialisme démocratique. Sans doute la « Convention » de François Mitterrand était-elle considérablement plus faible en effectifs que le Parti socialiste. Celui-ci aurait pu continuer à vivre et à se développer sans le concours de celle-là. Mais le seul fait de l'existence de deux organisations nuisait malgré tout à l'une et à l'autre, donc à toute la gauche. Nous avons voulu mettre un terme à cette situation. Nous y sommes parvenus. C'est à porter au crédit de la précédente direction. Il faut souhaiter maintenant que soient tirées toutes les possibilités de développement créées par cette unification.

D'autre part, quelles que soient nos réserves sur la résolution finalement adoptée par le Congrès et surtout sur les conditions dans lesquelles elle a été votée, il reste que l'orientation politique choisie, il y a deux ans, a été confirmée dans ses principes généraux. Le Parti socialiste a clairement rejeté la recherche de ce qu'il est convenu d'appeler les « combinaisons centristes ». Cette option n'a pour ainsi dire été ouvertement défendue par personne. Du même coup, logiquement, le Parti socialiste a renouvelé sa détermination de réaliser l'union de toute la gauche. Entre les deux choix possibles, centrisme ou union de la gauche, la lutte avait été beaucoup plus serrée, il y a deux ans. On peut mesurer l'évolution qui s'est produite pendant cette période.

Des doutes cependant ont été exprimés par bon nombre d'observateurs sur la valeur d'un changement aussi complet. Et cette observation nous conduit aux aspects négatifs du congrès.

Il n'y a pas de doute, en effet, que le débat sur le choix d'une orientation politique s'est trouvé quelques peu altéré par une lutte pour la direction du parti, comme si celle-ci pouvait être une fin en soi, sans rapport avec les options sur le fond. Dès lors, la confrontation des thèses opposées ne s'est pas déroulée en toute clarté. Comme disent les chroniqueurs des rubriques sportives, on a joué l'homme plutôt que le ballon : et tous les amateurs savent qu'en ce cas la qualité du jeu diminue. Pour simplifier, constatons simplement qu'il s'est constitué contre

Alain Savary une coalition assez surprenante entre ceux qui lui reprochaient de ne pas aller assez vite dans la recherche d'un accord avec le parti communiste et ceux qui lui adressaient les reproches exactement inverses. Il est douteux que ce genre de combinaison soit conforme à ce qu'attendaient les militants.

Dira-t-on que ces « cuisines » intéressent peu l'opinion publique et qu'au bout du compte ces querelles n'ont aucun intérêt ? Il faut y regarder d'un peu plus près.

Que l'immense majorité de nos concitoyens ne se passionnent pas pour des règlements de comptes entre personnes ou clans dans un parti, j'en conviens sans hésiter. Et j'ajoute qu'ils ont raison. Mais ce qui est grave, c'est précisément qu'ils puissent avoir le sentiment que ces affrontements aient plus de place dans l'activité des partis que les véritables débats politiques. Il ne me paraît pas exact de dire, comme on l'a fait si souvent depuis quelques années, que les Français sont « dépolitisés ». Mais ce qui est vrai, c'est qu'il y a chez beaucoup une répugnance à « s'engager » et à militer, par peur de participer à ce genre de jeux si stériles. Plutôt qu'indifférence à la politique, il y a un certain discrédit des partis. Ainsi a-t-on souvent affirmé la nécessité pour ceux-ci de se renouveler. Mais le véritable renouvellement devrait consister en changement de méthode : il n'est pas certain que les changements d'hommes y suffisent. Peut-être à cet égard, le congrès d'Épinay a-t-il partiellement manqué son but.

Il reste que le Parti socialiste est indispensable à la vie politique française. Son développement est une nécessité pour les progrès de l'ensemble de l'opposition. En fin de compte, ces considérations doivent l'emporter sur toutes les autres et lever les hésitations de ceux qui attendaient ce congrès d'unification pour lui donner leur adhésion. »

ROBERT VERDIER
Le Midi Libre, lundi 5 juillet 1971, p. 3



Robert Verdier au siège de la LDH, 27 rue Jean Dolent, 75014 Paris. Yves Jouffa président de la LDH reçoit le président Mitterrand à l'occasion du 90e anniversaire de la LDH (1988). À ses côtés Bertrand Main, Jean Virard, Robert Verdier, Françoise Seligmann, Madeleine Rebérioux et Henri Noguères, Fonds Robert Verdier/L'OURS.

JEAN-PIERRE DUBOIS

Robert Verdier, une référence

Lorsque j'ai pris mes fonctions de Président de la Ligue, au congrès de Lille en 2005, j'ai dit qu'au tout premier rang des références qui se présentaient à moi, sur le plan de l'éthique, de la morale civique, la figure de Robert Verdier s'imposait tout naturellement. Il m'avait d'ailleurs assez gentiment reproché, quelques minutes plus tard, de lui avoir attribué un peu trop de mérite. Je vais donc profiter de ce qu'il ne peut plus rien me reprocher pour préciser ma pensée.

Je voudrais d'abord citer une vertu qui, je crois, dispensait Robert Verdier de toute espèce de forfanterie, et on vient d'en avoir la preuve avec les dernières minutes de ce film, qui est tout simplement le courage. À l'entendre, on croirait que tout cela n'est qu'une suite de hasards : on entre dans la Résistance, on reconstitue la Ligue dans la clandestinité, simplement parce qu'on a croisé un ami postier. Cette simplicité est vraiment, pour tous ceux qui ont connu Robert, l'exacte image que nous gardons de lui.

Le courage, et bien sûr d'abord le courage physique, il faut quand même le souligner tant il y a des époques qui le sollicitent plus que d'autres, et donc, dès octobre 1940, la clandestinité, ils n'étaient en ce début de l'Occupation pas si nombreux dans ce cas. Et puis, ensuite, le courage politique, mais cela nous le savons tous : être dans les premiers, dans sa famille de pensée, à s'engager pour la décolonisation, reconnaître dès juin 1956 le fait national algérien, refuser les « pouvoirs spéciaux » en juillet 1957 alors que tous les grands partis de gauche les faisaient voter à l'Assemblée, puis refuser les pleins pouvoirs à De Gaulle en 58, à De Gaulle intronisé par les parachutistes. Ce n'était pas si simple et cela demandait d'autant plus de courage à

quelqu'un qui était attaché comme l'était Robert à son parti et à sa famille politique.

Le courage, mais aussi la modestie. On dit souvent que la suffisance est le masque de l'insuffisance, et donc évidemment il ne risquait rien de ce côté. On vient de l'entendre, Robert ne se mettait jamais lui-même en valeur. Quand j'ai fait sa connaissance, il y a maintenant une vingtaine d'années, j'ai été frappé de le voir toujours d'une extrême indulgence face à la bêtise, face à l'ignorance de ceux qui tranchaient avec beaucoup d'assurance les questions complexes, face aux excès aussi. En général, préférant l'humour, il faisait une petite remarque souriante qui montrait d'un seul coup que les choses n'étaient pas peut-être pas aussi simples à qui les examinait plus avant. Il n'était jamais péremptoire et, du coup, il me semble que trop de gens ont sous-estimé la profondeur de sa culture, de sa connaissance du monde et de l'histoire qui était vraiment exceptionnelle.

Incidemment, j'ai été très touché par ce qui a été dit tout à l'heure sur les langues anciennes parce qu'ayant bénéficié d'un environnement familial qui m'a poussé à faire moi aussi du latin et du grec, il se trouve que ce fut l'objet de ma première conversation avec Robert Verdier quand je suis arrivé au Comité central de la Ligue : par le plus grand des hasards, il m'a demandé de quelle famille je venais, en l'occurrence une famille d'enseignants et nous avons évoqué les charmes du latin et du grec. Je crois que peu de gens connaissaient cette passion-là dans son environnement militant.

C'était donc un homme qui ne se mettait jamais en avant, d'une très grande courtoisie, mais cette courtoisie et cette humanité ne l'ont jamais conduit à transiger sur les principes. En cherchant ce que je pouvais dire de plus honnête par rapport au souvenir que j'ai de Robert, il m'est revenu un mot que je trouve remarquable dans la pensée d'Antonio Gramsci et qui le décrit parfaitement. Gramsci disait : « intransigeance – tolérance, intolérance – transigeance. » Je n'ai

pas de mot pour traduire transigeance de l'italien, mais la formule n'en est pas moins lumineuse. Cette distinction très claire entre les compromis qui sont nécessaires, qui sont toujours nécessaires, et les compromissions qui ne sont pas envisageables si l'on veut rester soi-même, c'était effectivement tout Robert Verdier et c'est dans ce sens là que j'avais dit au congrès de Lille, comme je le rappelais tout à l'heure, qu'il était une boussole pour les temps difficiles.

Il y a donc cette dimension éthique, comme critère simple, je dirais presque naturel, de l'engagement. C'est ainsi que du point de vue même du parti auquel il a consacré sa vie militante, Robert Verdier, avec Daniel Mayer et quelques autres, a sauvé un honneur qui avait été perdu par les Mollet, par les Lacoste et par quelques autres aussi. Il me semble que cette génération de la résistance, celle de Robert, celle de Daniel Mayer, celle d'Henri Noguères, était probablement immunisée contre la tentation de certaines lâchetés. En tout cas, je voudrais simplement dire que la Ligue des droits de l'Homme a été profondément imprégnée de l'exemple de ces hommes. Daniel Mayer a été Président de la Ligue de 1958 à 1975, Henri Noguères lui a succédé de 1975 à 1984 et Robert Verdier a été notre Président d'honneur. Pour nous, je crois pouvoir le dire au nom de tous les ligueurs, c'est quelque chose qui nous oblige, c'est quelque chose qui nous commande de faire vivre ce qu'ils nous ont appris et de ne pas céder à une certaine facilité.

Justement, avec le courage, avec la modestie, avec la vérité d'une éthique, la fidélité. Je voudrais en dire quelques mots, car c'est peut-être ce qui a dominé le parcours de Robert. Fidélité à son parti : Robert Verdier n'a pas quitté le socialisme, c'est la SFIO qui avait quitté le socialisme notamment en couvrant la pratique de la torture en Algérie. Robert n'a jamais été infidèle à ses valeurs. On disait dans ma jeunesse un peu soixante-huitarde, je le confesse, qu'un dissident était quelqu'un qui continuait tout droit quand son parti faisait demi-tour. Je trouve que Robert, peut-être parce qu'il était issu de cette

culture protestante qui sait les vertus du « désert », a été un peu ce genre de « dissident », en étant l'un des fondateurs du PSA, puis l'un des fondateurs du PSU, et aussi lorsqu'il a tenté avec Alain Savary de faire naître en 1969 ce « Nouveau parti socialiste » sur les ruines de la SFIO.

Fidélité donc à des idées, à des combats collectifs, quel que soit le prix à payer. Il faut souligner, parce que cela ne ressemble guère aux normes de la vie politique actuelle, qu'il a été deux fois chassé de sa fonction de secrétaire général adjoint du parti socialiste, une fois en 1946 et une fois en 1971, et dans les deux cas par des manœuvres habiles recouvertes de proclamations retentissantes. Quand on chasse Léon Blum, Daniel Mayer et Robert Verdier de la direction de la SFIO, c'est parce que Guy Mollet a promis la fusion organique avec le parti communiste dans l'année... Et 25 ans plus tard, on a quand même entendu affirmer par le vainqueur d'Épinay que ceux qui ne croyaient pas à la rupture totale avec le capitalisme n'avaient pas leur place dans le Parti socialiste...

Je pense que des hommes comme Robert Verdier, même si la chanson n'existait pas encore, devaient entendre dans cette musique de la démagogie ronflante quelques choses comme « Paroles, paroles ». Être battu avec Daniel Mayer par Guy Mollet, puis avec Alain Savary par cet attelage improbable entre Mitterrand, Defferre et Chevènement ; et aussi perdre son siège de député en novembre 1958 alors que le même Guy Mollet avait été nommé ministre d'État par le général de Gaulle, avec le recul du temps je crois que cela signifie quelque chose, cela signifie ne jamais avoir cédé à la facilité, ni, comment dire, à cette souplesse d'échine qui fait les carrières insubmersibles.

Voilà, chacun sa morale en politique, c'est une des leçons que nous laisse Robert. Pas de suffisance, pas de carriérisme, pas de boursouflure de l'ego, et le combat politique pour lui, cela paraît incroyable aujourd'hui, le combat politique n'était pas réduit à la conservation

individuelle des postes de pouvoir. Je crois que Robert Verdier avait beaucoup d'ambition, une ambition bien plus grande que celle de la plupart des hommes politiques, car c'était une ambition collective. C'était de l'ambition pour nos idées, pour nos valeurs, pour ce qu'on aurait appelé de manière peut-être un petit peu simple l'émancipation et le progrès humain. En tout cas, c'est le sens que je donne au mot « honneur » dans son titre de Président d'honneur de la Ligue des droits de l'homme : je l'avais dit à Lille, c'est à nous qu'il faisait honneur.

C'est aussi probablement pour ces raisons là, pour ces valeurs là, que Robert a été Vice-Président de la Fédération internationale des Ligues des droits de l'Homme, représentée par sa secrétaire générale adjointe Élisabeth Alès[1]. Et c'est aussi pour ces raisons là, parce qu'il savait ce qu'était l'exigence d'émancipation universelle, que Robert a été jusqu'au moment où on le voit dans le film, il a alors plus de 90 ans, l'animateur du groupe de travail « Questions internationales » de la LDH, et Catherine Choquet qui a travaillé avec lui à l'animation de ce groupe est elle aussi présente dans la salle. Chacun de ceux qui ont alors croisé Robert Verdier se le rappelle : il venait en vélo, c'était encore le temps où nous étions dans le 14ème arrondissement, il avait près de 90 ans et il pestait contre son absence de forme physique, ce qui nous laissait un peu rêveurs…

Ainsi donc, jusqu'au bout, Robert a senti à quel point les enjeux de notre avenir étaient planétaires, et appelaient une attention extrême à la dimension internationale de nos combats. Voilà tout ce qu'était Robert, tout ce qui aujourd'hui fait si cruellement défaut à un grand nombre de ceux qui l'ont côtoyé et qui l'ont aimé. Je voudrais dire ceci en terminant : quand on compare le niveau un peu dérisoire des combinaisons quelque fois fratricides, souvent politiciennes qui

1. À la réunion d'hommage du 18 juin 2009, au cours de laquelle Jean-Pierre Dubois prononce cette allocution.

agitent un tout petit monde, avec l'ampleur du défi que les crises systémiques lancent aujourd'hui à la gauche française, à la gauche européenne, à la gauche mondiale car c'est bien de cela qu'il s'agit, je crois qu'il suffit de faire cette comparaison pour mesurer combien ce n'est pas seulement comme ami, mais aussi comme éclaireur politique qu'il nous manque, Robert Verdier.

JEAN-PIERRE DUBOIS
Président de la Ligue des Droits de l'Homme

archives-socialistes.fr

GILLES MANCERON

Robert Verdier à la LDH, un ligueur naturel, constant et entier

Au cours de la vie militante exceptionnellement longue de Robert Verdier, qui s'est étendue sur trois quarts de siècle, du début des années 1930 jusqu'à la première décennie du XXe siècle, il y a une seule organisation dont il a été membre sans discontinuer ; ce n'est pas le parti socialiste, puisqu'il a pris ses distances avec la SFIO pendant la guerre d'Algérie, mais la Ligue des droits de l'homme.

Il a adhéré à la LDH au lendemain du 6 février 1934, alors qu'il était un jeune professeur de lettres de 24 ans au Lycée de Montpellier et il n'a cessé toute sa vie de lui renouveler son adhésion. Une adhésion qui était parue naturelle à ce jeune homme issu d'une famille protestante cévenole dont le père, enseignant lui-même, s'était profondément engagé lors de l'affaire Dreyfus, était fasciné par Jaurès et dont l'attachement à la République avait été lié à la laïcité et au combat pour la séparation des Églises et de l'État.

Jusqu'à son engagement dans la Résistance, Verdier se définissait comme un militant de base de la Ligue. Ensuite, de la Libération à la guerre d'Algérie, il s'est surtout investi au sein du parti socialiste, auquel il avait adhéré en même temps, restant, de 1945 à 1957, membre de la LDH, mais très réservé quant à ses dirigeants à ses yeux trop attachés au souvenir du Front populaire et à la recherche d'une alliance entre socialistes, radicaux et communistes, qu'il trouvait bien peu réaliste, et à qui il reprochait de ne pas assez défendre les libertés à l'Est. Ce n'est qu'en 1957, alors qu'il avait été alerté par un jeune pasteur protestant démobilisé sur la pratique de la torture par l'armée française

en Algérie, et que, lors du congrès de Toulouse, il s'était opposé à la politique algérienne de la direction de la SFIO, qu'à la suite de Daniel Mayer et d'autres comme Henri Noguères, il s'est investi dans l'action de la Ligue. Il y a longtemps présidé la Fédération de Paris ainsi que la Commission des questions internationales.

Personnellement, je l'ai connu en 1983, à travers ses activités à cette Commission des questions internationales et donc fréquenté seulement dans le dernier quart de siècle de sa vie militante. C'est lui qui avait reçu, rue Jean Dolent, les représentants d'un petit comité dont je faisais partie, constitué pour prendre la défense de dissidents et d'artistes chinois, et qui sollicitaient le soutien de la Ligue pour l'organisation d'initiatives communes. Quand, après cette expérience, j'ai continué à militer dans le cadre de cette commission de la LDH, j'ai eu d'emblée avec lui une relation faite de grande sympathie et d'une sorte de proximité, en dépit de l'importante différence d'âge entre nous et du fait que j'ai conservé à son égard le vouvoiement. Relation de proximité, parce qu'il se pensait avant tout comme un professeur de lycée – ce qui était aussi mon cas ; il considérait qu'avoir été parlementaire ce n'était pas avoir exercé un métier et que sa profession avait toujours été celle de professeur. Mais relation, aussi, où la différence d'âge était souvent rappelée. Par exemple, quand, dans une discussion, il disait que tel ou tel argument lui rappelait les débats... des années précédant l'accession de Hitler au pouvoir, ce qui nous paraissait, à nous, les plus jeunes, complètement étrange et en même temps très impressionnant.

Une chose aussi le caractérisait, c'est sa modestie. Il avait une très grande réserve, une pudeur qui faisait qu'il parlait fort peu spontanément de lui-même. Quand on voulait qu'il évoque tel ou tel épisode de sa vie militante, soit il fallait l'interviewer dans le cadre d'un film, comme j'avais eu l'occasion de le faire pour le documentaire *Mémoires de militants*, en 2003, à l'occasion de l'exposition *Droits de*

l'homme. Combats du siècle au Musée d'histoire contemporaine des Invalides ; soit il fallait faire venir des chercheurs chez lui, rue Gazan, pour lui poser des questions, auxquelles, dès lors, dans ce cadre universitaire, il répondait très volontiers pendant des heures entières.

Mais, de son action dans la Résistance, par exemple, il disait très peu de choses, il préférait parler de ce postier socialiste croisé rue Claude Bernard qui, parce qu'il savait qu'il avait été antimunichois, avait pris le risque de l'aborder, fin 1940, pour lui proposer de venir dans une boutique de la rue Mouffetard où ils se réunissaient et d'entrer dans l'embryon de réseau auquel il appartenait. Ou de ce fonctionnaire de police dont l'expérience et l'esprit d'organisation avait beaucoup contribué au développement de ce réseau. C'est par d'autres que lui qu'on pouvait entendre parler de sa manière de profiter parfois de son enseignement, sous l'Occupation, avant que, fin 1943, averti d'un risque d'arrestation, il ne plonge dans la clandestinité, pour propager l'esprit de résistance. Tel Jean-Jacques de Félice, qui, comme Claude Estier, l'avait eu comme professeur de français au Lycée Carnot au début de l'Occupation. Je ne sais sur quoi il avait fondé cette conviction, peut-être sur des conversations presque privées avec des groupes d'élèves en fin de cours, mais, contrairement à Claude Estier, il disait avoir très bien compris alors que Robert Verdier était favorable à la Résistance, voire deviné qu'il en faisait partie.

De l'engagement de Robert Verdier dans la Ligue des droits de l'Homme tel que je l'ai connu à partir des années 1980, ce qu'on peut en dire, c'est qu'il était entièrement et uniquement ligueur quand il militait dans la Ligue. C'est-à-dire qu'on savait qu'il était membre du parti socialiste, mais cela n'intervenait jamais lors des débats au sein de la Ligue, même sur un mode allusif ou de plaisanterie. Ce n'était pas le cas pour d'autres responsables du la LDH, tels Henri Noguères, Yves Jouffa ou Françoise Séligmann, dont l'appartenance au parti socialiste, au fil de tel ou tel débat, était davantage évoquée. Avec Verdier, on n'en

parlait jamais. Quand il était, dans la Ligue, tout entier ligueur et il n'était que ligueur. D'ailleurs, son rapport au socialisme était davantage un attachement à des idées qu'à une institution, puisque, à deux reprises, il avait fait des choix différents de la majorité du parti : dans la période des accords de Munich à l'Occupation, quand il a participé à la reconstruction du parti socialiste autour du choix de la Résistance, alors que beaucoup de ses responsables élus avant guerre étaient attentistes, voire pire ; et pendant la guerre d'Algérie, quand il a rompu avec Guy Mollet et participé à la fondation du PSA puis du PSU. Sa fidélité au socialisme était, certes, une constante de son engagement politique, mais c'était davantage une fidélité à des principes qu'à une structure.

On peut dire aussi que parmi les questions auxquelles, pendant ces trois quarts de siècle de vie politique, il a été confronté, deux questions émergent qui ont été essentielles pour lui, en même temps qu'elles étaient au cœur des déchirements des deux générations qui ont vécu cette même grande période : celle de la guerre ou de la paix, et celle de la colonisation.

Enfant lors de la Première Guerre mondiale, il a grandi parmi la génération marquée par le grand massacre qu'elle avait provoqué. Il disait que son premier souvenir d'enfant avait été de voir son père, blessé à la Grande Guerre, descendre d'un train avec des béquilles dont il ne pourrait jamais plus se passer. Sa génération, traumatisée par cette guerre, avait tendance à penser que tout valait mieux que d'enclencher un nouveau conflit. Or, à rebours de ce pacifisme généralisé, surtout à gauche, le nazisme a imposé peu après la nécessité de s'armer et de combattre de nouveau. Sa génération a eu à penser ce dilemme.

La seconde grande question qui a déchiré sa génération ainsi que la suivante est celle de la colonisation. Ses années d'études coïncidaient avec l'apogée de l'empire colonial, marqué par le « Centenaire de l'Algérie » en 1930 et la grande exposition coloniale de Vincennes l'année suivante, et la colonisation faisait alors partie du consensus

républicain, y compris à gauche. Or, il a très vite compris l'absurdité de la colonisation. Il racontait une anecdote qui est emblématique de sa prise de conscience précoce cette absurdité. C'était au début de l'été 1932, son camarade de classe préparatoire au Lycée Louis-le-Grand, où ils étaient tout deux internes, Léopold Senghor, avait été admissible à l'agrégation de grammaire quand lui-même l'avait été à l'agrégation de lettres classiques et il l'avait invité à venir préparer en même temps que lui les épreuves orales à Mende, chez ses parents. Un jour, à la poste locale, il s'était entendu répondre par l'employée, probablement syndiquée, bonne républicaine : « Toi coller timbre là »... Elle qui ne devait guère disposer de plus que le certificat d'études trouvait normal de s'adresser ainsi, parce qu'il était noir, à cet homme qui était en fait agrégatif de grammaire. L'épisode est symptomatique du bain idéologique et des stéréotypes de l'époque qui expliquent beaucoup de choses qui se sont passées ensuite lors des guerres coloniales, en particulier la guerre d'Algérie, et dont Robert Verdier a vite pris conscience.

Cette question de la colonisation, après la Résistance, a été, la seconde grande question de sa vie militante. C'est dans la période des guerres coloniales et de la décolonisation qu'il a exercé ses plus importantes responsabilités politiques, et, jusqu'à la fin de sa vie, il est resté particulièrement intéressé par les réflexions sur le processus colonial et son incompatibilité avec les valeurs républicaines – j'ai gardé, par exemple, une lettre qui en témoigne, écrite après la lecture d'un ouvrage que j'avais commis sur la guerre d'Algérie. Il est resté particulièrement attaché à la question des droits de l'homme en Tunisie, dont il avait contribué, dans le cadre de la politique du gouvernement de Pierre Mendes France, à mettre en œuvre l'indépendance.

Une dernière anecdote illustre l'importance qu'avaient conservées dans sa mémoire les crises de la décolonisation des années 1950. Alors que, dans les années 1990, il présidait la Commission des questions internationales de la LDH, il avait l'occasion de travailler

avec un militant iranien nommé Nasser qu'il appréciait beaucoup. Un jour, il m'a fait une remarque amusante et inattendue qui témoignait du choc dans son esprit entre ses souvenirs de la crise de Suez et sa défense des droits de l'homme à l'heure de la mondialisation : « Je n'aurais jamais cru avoir un jour autant d'estime pour quelqu'un qui s'appelle Nasser… »

GILLES MANCERON

archives-socialistes.fr

Alain BERGOUNIOUX

Robert Verdier, homme d'idées et homme politique

Je m'exprime ce soir à différents titres. Au nom de la direction du Parti socialiste, au nom de la Fondation Jean-Jaurès, et au nom de l'Office universitaire de recherche socialiste, fondé par Guy Mollet, et que je préside aujourd'hui. Si le temps n'efface rien, il permet de rapprocher aussi tous ceux qui ont conscience de l'importance des leçons de l'histoire et de la réflexion sur l'histoire et parfois sur ses contradictions dans lesquelles les militants politiques doivent aussi chercher leur voie.

En tant également que directeur de *La Revue socialiste*, je voudrais à ce moment de nos échanges et des témoignages qui ont déjà été livrés, apporter un autre éclairage. En effet, cela a été évoqué mais je voudrais y insister avec force, Robert Verdier a été un homme de réflexion, inscrit dans les débats d'idées de son époque. Il a consacré deux ouvrages à une des questions clés du XXe siècle, la question communiste, véritable préoccupation et interrogation pour des générations de militants socialistes. Il a aussi largement contribué à l'édition des *Œuvres de Léon Blum*, et animé la Société des amis de Léon Blum, en s'occupant notamment des *Cahiers* qui ont apporté d'importantes contributions à la recherche sur le socialisme. Robert Verdier était vraiment un homme d'idées, et lorsque l'on réfléchit à ce qui fait la réussite d'une action politique, dans toutes les dimensions, et elles sont nombreuses, on trouve toujours le problème des idées, et de la compréhension de son temps, et des grands enjeux.

À moment comme aujourd'hui où beaucoup de certitudes sont remises en cause, où nous avons tous des interrogations, pour les causes

externes des nouveaux enjeux auxquels nous sommes confrontés – l'état de la planète, la crise climatique, la crise économique, etc. –même si les valeurs qui justifient nos combats restent les mêmes, nous avons aussi à réfléchir aux causes internes, à ce qui dépend vraiment de nous, à ce qui doit être fait par nous. Si Robert Verdier privilégiait les convictions, et on l'a vu dans ses prises de position et ses actions en 1940, en 1956, en 1958, et il était aussi un homme d'engagement. Minoritaire en 1971, il est resté dans le PS, membre du Comité directeur plusieurs années, même s'il ne partageait pas toutes les options de ce nouveau parti. Robert Verdier était un homme de conviction, mais, comme le soulignait son fils Jean-Philippe Verdier, avec un grand sens des responsabilités. Dans l'action politique, il y a des moments où les convictions doivent l'emporter mais pour avancer il y en a d'autres où le sens des responsabilités prime, où il faut savoir passer des « compromis », pour construire pas à pas le progrès.

J'ai eu la chance de le connaître dans les années 1980, au sein du comité de rédaction des *Cahiers* de la Société des amis Léon Blum, quand nous nous retrouvions chez lui rue Gazan pour préparer les numéros avec Daniel Mayer et Renée Blum. Jeune historien, je venais à ces réunions avec beaucoup de plaisir, car avec Daniel Mayer régnait l'esprit – mais Robert Verdier ne manquait pas non plus d'humour –, et aussi le souci de la recherche de la vérité. Pour reprendre une formule mendésiste, on pourrait dire que « la vérité guidait leur pas ». Toutes ces personnalités avaient mené des combats politiques parfois durs dans des périodes dramatiques, mais le souci de compréhension, de vérité, d'analyse primait. Ils étaient tous attachés à la survie et au rayonnement de l'idée socialiste. Et ce qui m'a frappé chez Robert Verdier, comme chez ses amis que nous retrouvions, c'est la droiture. On oppose parfois la conviction et la responsabilité, en fait tout cela doit être concilié. Pour tous ceux qui ont lu les *Mémoires* de Robert Verdier, qui sont des mémoires emplis de modestie, pudiques même,

on y retrouve bien l'homme qu'il a été. Il montre dans ce texte ce que doit être l'action politique au service de valeurs, encore et toujours au service de valeurs, mais avec les moments pragmatiques, les moments de choix nécessaires, quitte parfois à se tromper.

J'ai été très honoré de rencontrer et de travailler avec Robert Verdier. Et si je suis convaincu que l'on est à un moment où il faut non pas rénover mais refonder l'idée socialiste, je crois que justement dans une telle période où il faut innover, imaginer, où il est nécessaire de bousculer les habitudes de pensée, il ne faut surtout pas perdre le lien avec les valeurs. Et c'est une des leçons fondamentales que je retiens de Robert Verdier, homme d'idées, homme politique, défenseur d'une conception morale de la politique.

ALAIN BERGOUNIOUX

archives-socialistes.fr



Robert Verdier avec Alain Savary, Albert Gazier et un militant non identifié, congrès socialiste de Dijon (14-15 mai 1976), Fondation Jean-Jaurès – Monique et Pierre Guéna.

archives

LILIANE GUIGNARD-GISSELBRECHT

Robert et Cécile Verdier

Je me souviens avoir été élue à « l'unanimité » Secrétaire générale de la Société des Amis de Léon Blum, prenant la succession de Pascal Ory, en décembre 1980. J'entrais dans « la famille » quelques mois avant la victoire de la gauche. L'heure était à l'optimisme, les « Amis » de Léon Blum étaient encore nombreux, certains au gouvernement comme Alain Savary, l'un des meilleurs amis de Robert Verdier au ministère de l'Éducation nationale.

Alain Bergounioux nous avait rejoints comme Vice-Président et Catherine Malamoud, petite fille de Léon Blum était notre Trésorière, mais elle était beaucoup plus que cela.

Nos réunions avaient lieu généralement chez Robert Verdier rue Gazan, mais aussi assez souvent rue Jean Dolent à la Ligue des Droits de l'Homme lorsqu'il en fut Président[1], c'était aussi chez lui ! Peu à peu le cercle des amis disparut, celui des historiens prit la relève lorsque l'activité principale de la Société s'est concentrée sur la publication des *Cahiers Léon Blum* qui remplaçait le modeste *Bulletin* de la Société. Robert Verdier me disait souvent qu'il était très heureux et presque surpris de rencontrer de jeunes historiens aussi compétents et intéressés par l'histoire du socialisme français, entre autres, dans la dernière période, les « Gilles » qu'il aimait particulièrement, Gilles Candar et Gilles Morin. En retour il nous faisait vivre des pages d'histoire, certaines auxquelles il tenait particulièrement. Je me souviens personnellement du *Cahier* consacré à la Tunisie ou plutôt à ces

1. Président de la Ve section de Paris, président de la fédération de Paris, président de la commission des affaires internationales, souvent président de séance lors des congrès, président d'honneur de la Ligue des droits de l'homme elle-même…

« socialistes pas comme les autres » comme son ami Élie Cohen Hadria, dernier secrétaire de la fédération socialiste avec qui nous avons travaillé dans une complicité joyeuse[2].

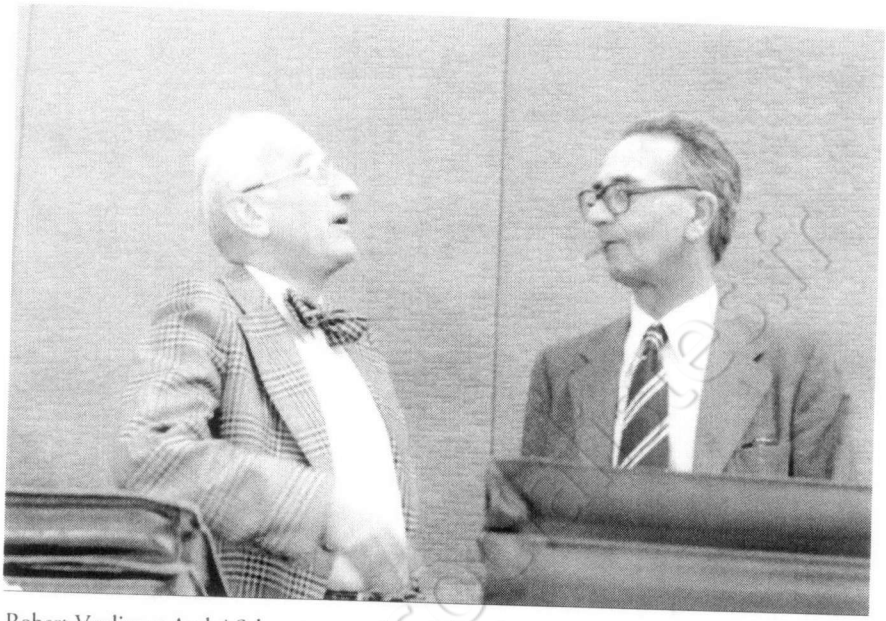
J'allais souvent chez Robert et Cécile Verdier pour discuter, préparer une réunion, corriger un article, ou papoter tout simplement, des évènements liés à l'actualité mais aussi sur les enfants, les siens, les miens, les jeunes en général dont il avouait ne plus très bien les comprendre... c'était rafraîchissant car il était toujours optimiste.

Ces visites m'ont aussi permis de mieux connaître Cécile Verdier, la femme de Robert.

En relisant les compte rendus de nos réunions je me suis aperçue que nous précisions toujours lorsqu'elles avaient lieu rue Gazan, « présents : Cécile et Robert Verdier », jusqu'à ce que le nom de Cécile disparaisse, comme s'effaçait la personne vieillissante qui ne souhaitait plus apparaître en public, sauf en ma présence et je voudrais aujourd'hui rappeler combien Cécile fut présente et discrète aux côtés de son mari, avec une mémoire très vive dont j'ai pu apprécier l'efficacité pour retrouver des citations, des lettres ou livres égarés par son mari. Aujourd'hui, j'ai une pensée spéciale pour elle qui nous a si souvent accueillis et qui vit toujours dans la maison de retraite de Meyrueis où elle s'était installée avec son mari.

LILIANE GUIGNARD-GISSELBRECHT

2. *Cahier Léon Blum*, n° 13-14, 1983 : « Une fédération pas tout à fait comme les autres : la Tunisie ».



Robert Verdier et André Salomon, congrès socialiste de Dijon (14-15 mai 1976), Fondation Jean-Jaurès – Monique et Pierre Guéna.

archives socialistes

Denis Bertrand

Hommage de Meyrueis

Allocution du maire au cimetière
5 mars 2009

Monsieur Robert Verdier nous a quittés – à l'âge de 98 ans.

Depuis quelques années, avec son épouse, ils avaient choisi de venir vivre à Meyrueis – à la Résidence les 3 Sources – dans ce village ou se trouve la maison de famille, dans laquelle ils revenaient régulièrement, chaque année, lors des périodes de vacances, tout au bas du quartier du Pont vieux.

Le reste de l'année ils vivaient à Paris.

Bon nombre d'entre nous ici – et peut-être plus particulièrement les habitants du quartier – pensions bien connaître Monsieur Verdier. Mais en réalité, en raison de sa grande discrétion, peu de gens avaient précisément conscience de l'homme important qu'il était. Homme d'action, de convictions et d'engagement, son rayonnement, au niveau du territoire français, mais aussi au-delà, par ses nombreuses interventions, dans divers pays du monde, sur des sujets politiques complexes, le plaçaient au rang de personnalité publique hors du commun.

Sa présence ne se remarquait pas beaucoup à Meyrueis ! Il ne s'attardait pas dans les rues ! Mais tous les matins, ont pouvait l'observer, sortant du magasin de presse, les bras chargés de journaux ! Rares sont les gens ici qui lisent autant de journaux ! Cela nous paraissait étrange ! Et ses longues balades à bicyclette, sur le causse Méjean, qu'il a tellement parcouru, jusqu'à un âge très avancé !

Un homme qui, de fait, inspirait le respect, et qui aurait pu susciter de la distance, pour celles et ceux qui savaient qu'il était quelqu'un de cette qualité !

archive-socialisme.fr

Mais si courtois, si affable, si simple et si modeste, lorsqu'on le découvrait au gré d'une rencontre, et qu'on engageait avec lui une conversation.

Et il savait fort bien se prêter à ces échanges, en raison de sa nature aimable, sans aucun doute, mais aussi certainement pour garder le contact avec les gens simples que nous sommes, et qu'il aimait profondément, alors qu'il fréquentait régulièrement des personnes de milieux si différents et de rang tellement plus élevé.

Pour celles et ceux qui, comme moi, avons eu le plaisir de l'aborder de plus près, les impressions ressenties à son approche - devenaient vite des certitudes, à son contact. Nous nous sommes très vite rendu compte que c'était un homme non seulement cultivé, mais intègre – tolérant et engageant : un homme exceptionnel !

Et si j'ai voulu lui rendre cet hommage aujourd'hui – ici – dans ce cimetière – c'est parce qu'il m'aurait été insupportable, de nous séparer de lui sans lui témoigner notre amitié, notre souvenir, et surtout notre reconnaissance – et cela dans le respect de ses convictions fortes et indéfectibles.

Alors – qui était réellement Monsieur Robert Verdier ?

Comme nous connaissons ici, en général, les origines des familles du pays, plusieurs savions les parentés et les souches de la famille Verdier : originaire de Cabrillac, l'arrière grand père de Robert s'était marié à Meyrueis ou, avec son grand père, ils cultivaient la propriété familiale, constituée des prés en bordure de la route de la Jonte et des bancels[1] qui s'accrochent à la pente, à proximité de la ferme qui se trouvait, m'a-t-on dit, sur l'emplacement même de la maison actuelle.

Une activité de sabotier complétait accessoirement leur travail de la terre.

1. Bancel : terrasse mise en culture.

C'était au cours et à la fin du 19e siècle !! Une famille à l'existence, somme toute, comparable à celle de la plupart des autres familles de ce pays.

La génération suivante, par contre, fera rupture avec cette ascendance rurale.

En effet, son père, ayant fait de bonnes études ne poursuivra pas le travail des champs et de la ferme familiale, mais fera carrière dans l'enseignement scolaire ou il occupera divers postes de direction d'établissements : en Ariège, à Saint-Girons, ou Robert est né, en 1910, puis à Montpellier et enfin à Mende, à la direction du collège, qui deviendra plus tard l'actuel Lycée Chaptal.

Mobilisé en 1914, ce père a rejoint le front, dans la Somme, et, blessé aux combats, a dû subir l'amputation d'une jambe. On peut imaginer à son retour l'émotion ressentie par son tout jeune fils, âgé seulement de 4 ou 5 ans !

Robert Verdier évoquera d'ailleurs, dans ses mémoires, ce jour de retrouvailles tant attendu, certes, mais aussi tellement éprouvant, à la vue de ce père frappé pour la vie d'un pareil handicap. Il ne cache pas l'émotion ressentie et le souvenir douloureux qu'il en a toujours gardé.

Sa mère s'étant établie, avec lui, temporairement, dans sa ville natale d'Alès,

Robert se rendait à l'école élémentaire, accompagné régulièrement par un voisin lycéen, plus grand que lui. Ce voisin – cévenol lui aussi – futur académicien : vous l'avez deviné : c'était André Chamson.

Puis, la guerre 14-18 finie, son père ayant repris ses fonctions de directeur de collège à Mende, Robert passe en cette ville une adolescence paisible et gaie, dont il garde des souvenirs agréables qu'il se plaira à évoquer avec beaucoup de tendresse : Fêtes estivales à Badaroux, à Balsièges, mais déjà en compagnie de camarades brillants, comme, tel qu'il le cite : son ami de Langogne : Louis Cros, qui deviendra plus tard

Secrétaire général du ministère de l'Éducation Nationale.

La vie poursuivant son cours, Robert Verdier accomplit de brillantes études :

Commencées à Mende, ensuite à Montpellier, puis Paris, à la Sorbonne, et enfin à Louis Le Grand ou il prépare l'entrée à l'École Normale Supérieure qu'il manque hélas de très peu.

Jeune agrégé de lettres classiques, à l'âge de 23 ans, Il débute sa carrière professionnelle à Montpellier ou il est nommé professeur de collège, en 1933.

Son action militante commence là, très fort. Il n'hésite pas à prendre part aux actions de protestation organisées pour faire face aux émeutes parisiennes de 1934 et son engagement pour les grandes causes sociales débute à cette même époque, à Montpellier, et il s'y consacre intensément jusqu'en 1937.

À cette date, il se décide à ne pas résister plus longtemps à l'appel des dirigeants parisiens des plus hautes sphères politiques et militantes du pays, qui avaient bien repéré ses qualités.

Pour cela il postule et obtient une affectation au lycée Carnot, à Paris.

Il s'engage encore et devient très actif dans les grands mouvements politiques qui prônent le progrès social, les valeurs républicaines et humanistes et qui conduiront à la naissance du front populaire. Il travaille également à la mise en place de réformes importantes des statuts des personnels enseignants.

C'est alors je pense qu'il rencontre sa future épouse et se marient, et que leur fils Jean-Philippe naîtra de leur union.

Cette période d'avant guerre lui permet de connaître les agitations et turpitudes qui découlent de la montée en puissance du régime hitlérien. Il en décrit les détails en laissant transparaître toute l'aversion et les craintes qu'il éprouve, avec ses amis, devant ces manifestations xénophobes et l'agressivité croissante de l'Allemagne nazie.

La seconde guerre déclarée, il est mobilisé de 1939 à 1940, sur le front des Alpes, peu exposé, reconnaît-il lui-même ! Puis, libéré, il retourne à Paris et continue son action. Pacifiste dans l'âme et antimilitariste, il doit toutefois se résoudre à lutter, et devient résistant de la première heure, agissant dans l'ombre au sein de divers mouvements clandestins de résistance, d'envergure nationale et internationale. Son action est diplomatique, littéraire, politique et informative, plutôt que guerrière, à l'image de ses convictions toujours émergeantes.

Dès 1940, il entreprend, avec quelques autres camarades, la reconstruction de structures socialistes clandestines, et participe quotidiennement à la rédaction d'un journal clandestin de résistance. Pendant la longue période d'occupation allemande, il mène une activité intense et extrêmement exposée, et voit partir en déportation pour ne plus revenir, bon nombre de ses amis militants.

Le témoignage qu'il rapporte, au travers de ses mémoires, de ses camarades morts dans les camps est poignant ! Il en fait l'énumération avec des mots qui traduisent son émotion restée toujours aussi intacte et profonde.

Ses écrits sur cette époque relatent les ambiguïtés et les turpitudes des systèmes de gouvernement en place, des enjeux pervers de certains dirigeants, et nous éclairent sur les manœuvres de pouvoirs politiques que le peuple mal informé ne pouvait soupçonner.....

Après la seconde guerre mondiale, au cours de laquelle il a été, nous venons de le voir, particulièrement actif, Robert Verdier continue son parcours politique en intégrant les plus hautes instances de la nation.

Il acquiert de nombreux mandats officiels, tels que : « membre de l'Assemblée consultative provisoire de Paris » – « membre de la commission de l'Éducation nationale » et « de la commission de l'Alsace-Lorraine ».

Au sein de nombreux autres organismes importants, il exerce de hautes fonctions, auprès de personnalités aussi éminentes que M. Léon Blum, dont il est le principal collaborateur à la direction politique du journal *Le Populaire*, puis deviendra membre de son cabinet lorsqu'il sera nommé Ministre d'État, en 1948.

Membre de l'Assemblée nationale constituante et élu député de la Seine de 1951 à 1958, Robert Verdier poursuit sans relâche son action politique jusqu'au début du 21e siècle. Il aura vécu une carrière politique et associative d'une rare intensité pendant près de 70 années de sa vie, son action se confondant presque toujours avec la vie du socialisme, depuis le Front populaire jusqu'à ces dernières années. Il était devenu, par son grand âge, l'un des derniers grands témoins de ce temps, et à ce titre souvent sollicité par les historiens de la vie politique française.

Je vous invite à lire le récit de ses mémoires, c'est un ouvrage au contenu édifiant

Localement, chez nous à Meyrueis, ses qualités humaines se sont exprimées au travers de plusieurs actes de bienveillance à l'égard de notre commune.

En 1984, nous éprouvions les plus grandes craintes d'une fermeture définitive du Collège public de Meyrueis : problèmes de locaux devenus insuffisants et inadaptés, questions d'effectif, conjugués à de sombres considérations administratives entretenues par les services de l'Éducation nationale... Bref le risque était bien réel et imminent.

C'est alors que Monsieur Fernand Védrines, maire en exercice à cette époque, et des adjoints et conseillers municipaux attachés à la pérennité de cet établissement, avons décidé de rencontrer Monsieur Verdier, pensant que par ses relations avec les plus hautes personnalités de l'État, il pourrait user de son influence et obtenir que ce collège soit sauvegardé.

La rencontre a eu lieu et j'en passe les détails, mais celles et ceux qui y avons participé en avons été marqués.

Nous avons ce jour là repris confiance en l'avenir et attendu patiemment les effets de son intervention, lesquels ne se sont pas fait attendre longtemps... moins d'un mois après, des directives parisiennes parvenaient aux instances départementales concernées, des financements étaient annoncés et la construction de locaux d'enseignement neufs a pu être aussitôt entreprise.

Cela a donné le Collège tel que nous le connaissons aujourd'hui.

Au nom de tous mes collègues élus de cette époque, impliqués dans ce combat, j'exprime une nouvelle fois toute notre reconnaissance à Monsieur Robert Verdier, pour son intervention efficace auprès de son ami le ministre Alain Savary. Ce fut un service considérable rendu à nos enfants, à notre commune, et cela non plus, nous ne l'oublierons pas.

Aujourd'hui, le Collège connaît un très bon fonctionnent et nous l'espérons sauvé.

Nous le devons à Monsieur Verdier, que nous remercions chaleureusement.

D'autres services furent rendus à notre commune. Depuis fort longtemps, Monsieur Verdier mettait à la disposition de la commune de Meyrueis un terrain en bordure de la route de la Jonte, à usage de camping municipal les premières années, puis de camp d'accueil de groupes d'enfants et adolescents, depuis une décennie.

Il m'avait dit une fois, lors d'une rencontre au début de mes mandats d'élu, qu'il appréciait l'usage que la commune faisait désormais de ce terrain, à savoir l'offrir à des enfants venus des quartiers défavorisés des grandes villes, en quête de grand air et de divertissement.

Tout récemment, en décembre dernier, j'ai été amené à le rencontrer pour lui demander s'il accepterait de vendre à la commune de Meyrueis une portion de terrain aux fins de réaliser la rénovation de

la station d'épuration de la ville. Madame Verdier et leur fils Jean Philippe nous ont accompagné, mon premier adjoint et moi, auprès de lui dans cette démarche.

Bien que très affaibli, ne pouvant s'exprimer qu'avec peine, mais d'une lucidité parfaite, il a, en quelques mots prononcés à mi-voix, accompagnés d'un hochement de tête significatif, affirmé sans ambiguïté son acceptation.

Dans son regard, et par ses mots et gestes, j'ai senti sa volonté de faire plaisir une nouvelle fois, au maire et à tous ses concitoyens, habitants de son village.

Il savait qu'il serait ainsi une nouvelle fois utile à la collectivité – Mais cela aussi allait dans le droit fil de ses pensées.

Nous lui en sommes respectueusement reconnaissants et vous en remercions aussi chaleureusement, au nom de tous les administrés, Madame Verdier, et vous Jean Philippe.

À Madame Verdier, à son fils Jean Philippe et son épouse, à leurs fils François et Vincent et leurs compagnes, leurs enfants, à toute la parenté et les nombreux amis, au nom de tous les meyrueisiens, j'adresse nos plus vives condoléances et exprime notre reconnaissance et notre sympathie.

DENIS BERTRAND
Maire et conseiller général de Meyrueis

archives.cg48.fr

JEAN-PHILIPPE VERDIER

Robert Verdier, mon père

Citoyennes, Citoyens, Camarades,

Puisque aujourd'hui nous sommes rassemblés pour honorer la mémoire de mon père, je m'adresse à vous comme il s'adressait à l'auditoire de ses réunions électorales[1].

Quand Liliane Gisselbrecht m'a sollicité, pour cette contribution, j'ai hésité : quand j'étais enfant, mes parents m'avaient donné la consigne suivante : « si on te demande ce que fait ton père, réponds qu'il est professeur ; député ce n'est pas un métier ». Ma mère me répétait sans cesse : « ne te donne pas en spectacle ». On me demandait un exercice auquel je n'avais pas été préparé. Je redoutais aussi de verser dans l'hagiographie ou bien, sous prétexte d'objectivité, de me montrer injuste envers un père que j'aimais et que j'admirais. Je l'imagine lui-même ironisant sur le thème : « aujourd'hui c'est la Saint Robert Verdier ». Mais votre initiative l'aurait aussi profondément touché et honoré. Enfin, le mois dernier[2], je traversai, au volant de sa voiture, le massif forestier du Mont Aigoual couvert de genêts en fleurs : il se serait extasié devant ce spectacle de la nature printanière. Il prenait beaucoup de plaisir à conduire (Pompidou, son ancien condisciple, aurait pu lui appliquer ce qu'il disait de l'ensemble de nos compa-

1. Pour l'essentiel, ce témoignage est constitué par ma contribution à la soirée organisée à la mémoire de mon père, le 18 juin 2009, par la Société des amis de Léon Blum, l'OURS et la Ligue des droits de l'homme, à la Mairie du Xe arrondissement. Je me suis efforcé d'en améliorer la forme : c'est aussi une façon de lui rendre hommage. J'ai enfin ajouté quelques passages auxquels j'avais dû renoncer le 18 juin, faute de temps, mais qui peuvent aider à mieux cerner la personnalité de mon père et son action politique.

2. C'est à dire en mai 2009.

triotes : « il aimait la bagnole »). Ce goût pour l'automobile, mon père me l'a fait partager et ce n'est peut-être pas tout à fait un hasard si l'aîné de mes fils est technicien dans l'industrie automobile[3]. Quoi qu'il en soit, une grande complicité s'était installée entre mon père et moi pendant ces trajets en voiture et au cours des longues excursions à pied. En souvenir de cette complicité je lui devais bien ce modeste témoignage.

Je dois aussi associer au souvenir de mon père ma mère, Cécile : juriste de formation, elle a aussi beaucoup étudié le piano ; mon père, quant à lui, étant incapable de chanter une note juste (c'était un sujet de plaisanteries familiales à caractère météorologique), c'est à ma mère que je dois le peu de culture musicale que je possède. C'est à la musique encore que je dois mon prénom : depuis toujours ma mère voulait appeler un fils éventuel Philippe et même, petite-fille, Philippe-Auguste – comme on peut le voir je reviens de loin ; mais je suis né en 1942 : et je m'appelle donc Jean-Philippe, comme Rameau.

Depuis leur mariage, en septembre 1938[4], mes parents ont tout partagé : les angoisses de la Résistance, les privations, l'épreuve d'une sévère tuberculose, aggravée par le tabagisme et surmontée au prix d'une très douloureuse opération, mais aussi l'euphorie de la Libération, et cinq années de relations quasi quotidiennes avec Léon Blum. Pendant l'Occupation, le couvre-feu aidant, mes parents ont beaucoup lu : Balzac, Stendhal, Proust, Anatole France, Jules Romain, Mauriac, La Bruyère ... . Pour assurer le secrétariat de mon père, ma mère avait passé le CAP de sténodactylo et appris la sténotypie. Elle utilisait une vieille Underwood empruntée au *Populaire*. Plus tard

3. Cet intérêt vient peut-être aussi de décennies de bon voisinage, dans notre village de Meyrueis en Lozère, avec la concession Citroën Malafosse-Giraud : à la fin des années vingt, elle a servi de base à Jean-Marie Haardt qui avait choisi le causse Méjean pour préparer ses autochenilles à la croisière jaune. Bel exemple de réussite commerciale fondée sur le travail et l'intelligence, Giraud SA contrôle de nos jours tout le réseau PSA en Lozère.

4. Quelques semaines avant les accords de Munich : au sein de la 5e section mon père s'y opposa avec détermination et s'opposa à leur ratification par les parlementaires de la SFIO.

ma mère a longtemps été la trésorière de la Société des amis de Léon Blum. Ils ont aussi partagé le goût des longues randonnées dans les forêts domaniales de la Région Parisienne et, l'été, dans le massif forestier du Mont Aigoual ou sur les étendues désolées du causse Méjean : mon père a demandé que ses cendres y soient dispersées. Ils ont eu enfin la joie de participer à l'éducation de leurs deux petits-fils et de connaître une arrière-petite-fille.

Selon Édouard Perroy, un de nos grands médiévistes, qui lui avait fait l'honneur d'être son colistier, le verdier, *viridarius* en Latin médiéval, était un agent seigneurial chargé de surveiller l'exploitation du bois vert. Faut-il y voir l'origine de son amour pour la nature ? On n'ira peut-être pas jusque-là. En tout cas cet amour n'avait rien à voir avec la mode écologiste : confiant dans le progrès scientifique, partisan du nucléaire civil, il n'avait aucune affinité avec ce qu'il considérait comme une résurgence du Rousseauisme et il était plus voltairien que rousseauiste, c'est le moins qu'on puisse dire. Il avait découvert qu'un admirateur contemporain de Rousseau, un certain Duverdier (!) s'était mis dans la tête d'éduquer ses enfants en appliquant à la lettre les principes de *L'Émile* : il en avait fait de parfaits inadaptés et mon père ne manquait pas, en classe, de faire rire les élèves aux dépens de ce quasi homonyme.

Ceux qui l'ont connu à la fin de sa vie ne s'en doutent peut-être pas : outre la marche il avait aussi pratiqué avec application le football, le basket, le tennis, le ski, mais, né à Saint-Girons, il avait une prédilection pour le rugby[5] : cela m'a valu, adolescent, de fréquenter les stades de Paris et de la banlieue, notamment le stade Yves Dumanoir, à Colombes, et d'y goûter à l'atmosphère indéfinissable de la ligne de touche. Cette atmosphère et le claquement des crampons sur le carrelage des vestiaires, conservent pour moi un puissant pouvoir

5. Cette prédilection procédait peut-être également de la forte sympathie qu'il éprouvait, comme son ami Louis Lévy, pour le monde anglo-saxon.

d'évocation de mon adolescence. Plus tard, à Nanterre, grâce à mes fils qui ont quelque temps pratiqué le football dans un petit club d'obédience confessionnelle (!), j'ai retrouvé ces sensations avec délectation.

À sa retraite, mon père s'était offert un vélo neuf sur lequel il a encore roulé à plus de quatre-vingt dix ans. Il ne manquait pas la retransmission télévisée d'une seule étape du tour de France, pour la course, mais aussi pour les paysages ; il s'extasiait volontiers devant la beauté et la variété des paysages de la France rurale : avec son amour pour notre langue et notre littérature, c'était l'une des formes de son patriotisme ; hormis les convictions politiques communes pour l'essentiel, c'était peut-être une des rares affinités qu'il avait avec François Mitterrand. Il aimait également regarder les grands prix de formule 1 ou les 24 h. du Mans.

Ce goût pour l'effort physique était peut-être, pour mon père, une façon de réagir à ce qu'il y avait de timoré dans le caractère de mon grand-père. Celui-ci, fils d'un petit cultivateur, avait vu son père mourir des suites d'une insolation après une journée de travail en plein soleil. Il regardait avec étonnement, pour ne pas dire incompréhension, l'effort physique gratuit. Avant 1914, il avait bien fait, à vélo, l'aller et retour Alès Nîmes (86 km. au total) : mais il s'agissait d'aller écouter et voir Jaurès lors d'un meeting organisé dans les arènes, tout en économisant le prix du billet de chemin de fer. Pour mon père, le vélo avait constitué aussi un moyen d'émancipation par rapport à la forte autorité qu'exerçait mon grand-père : c'est ainsi qu'à Saint Girons, avec quelques camarades, il avait clandestinement quitté leurs maisons, au lever du jour, pour monter au col de Portet d'Aspet voir passer le Tour de France[6].

Malgré la lourde charge de travail qui pesait sur lui mon père a toujours pris le temps de s'occuper de moi ; il a été un éducateur et un

6. Avec des passages à 14 %, il est encore certaines années au programme des étapes pyrénéennes.

pédagogue très attentif. Le baby-sitting n'ayant pas encore été inventé, il m'amenait avec lui le jeudi matin, le plus souvent au *Populaire*, rue La Fayette, parfois avant 1950 à Jouy-en-Josas ; c'est ainsi que j'ai deux ou trois fois rencontré Léon Blum : j'en ai gardé le souvenir très vif d'un vieux monsieur de haute stature naturellement souriant et bienveillant. Un jeudi ou un samedi, je fus invité à déjeuner à Jouy-en-Josas avec mes parents ; la hiérarchie des valeurs d'un enfant étant ce qu'elle est, j'ai gardé de ce repas deux souvenirs : la joie de manger des frites préparées par Jeannot (Madame Blum) ; pour des raisons de diététique érigées au rang de morale, ma mère n'en servait jamais. Mais aussi, sans me le formuler explicitement sur le moment, je fus conquis par l'attention avec laquelle Blum écoutait son interlocuteur, fût-il un enfant de sept ou huit ans. Jeannot était une personne très affectueuse et je crois pouvoir dire que l'amitié entre Blum et Jeannot d'une part et mes parents d'autre part était empreinte de beaucoup d'affection. Cette amitié a beaucoup compté, pour mon père bien sûr, mais aussi pour ma mère : d'une grande timidité, doutant beaucoup d'elle-même, celle-ci était très sensible aux égards que lui manifestait Blum ; elle était une interlocutrice à part entière et pas simplement l'épouse de son collaborateur : certaines dédicaces en témoignent. On comprend que la disparition de Blum, en mars 1950, fut douloureusement ressentie par ma famille. Je regardai passer le cortège funèbre, en bas de la rue La Fayette : une fanfare de mineurs en tenue de travail ouvrait la marche.

Un dimanche matin de mai 1951, je suivis mon père à la commémoration de la semaine sanglante au mur des fédérés ; en tête du cortège, l'harmonie du *Populaire* jouait des chants révolutionnaires ; le clou, si j'ose dire : Montéhus en personne chantait *Braves soldats du* 17ème d'une voix chevrotante (il devait mourir l'année suivante).

C'est en juin 1950 que j'ai commencé à m'intéresser à l'actualité politique : la guerre de Corée venait d'éclater ; un après-midi, au retour de l'école, je vis ma mère et ma tante fondre en larmes à l'idée

que c'était le début de la Troisième Guerre mondiale ; et je garde le souvenir très net de mon père leur expliquant que les armes nucléaires créaient un « équilibre de la terreur » – l'expression ne sera utilisée que plus tard ; le risque d'une Troisième Guerre se dissipait donc ; en revanche la Guerre froide n'excluait pas la possibilité de conflits limités, mettant en œuvre des armements conventionnels, comme la guerre de Corée. C'est en gros l'analyse faite par Blum peu de temps avant sa mort, et à plus forte raison avant même l'offensive communiste, en Corée.

Avant de poursuivre sur l'éducation politique que j'ai reçue, il me paraît essentiel d'évoquer les études de mon père, couronnées par l'agrégation de lettres classiques. À cette génération, il était possible d'obtenir un bac littéraire en ignorant à peu près tout des mathématiques : c'était son cas ; mais, dans son goût pour la rigueur et la précision, il en souffrait : peut-être est-ce pour cela qu'il s'est tourné vers l'étude des langues anciennes, « alliant la science allemande à la finesse française », pour reprendre une formule d'Anatole France à propos de Monsieur Bergeret, un des personnages de son *Histoire contemporaine*. En particulier, mon père pratiquait avec bonheur l'exercice aride du thème latin. Mais, persuadé que les « sciences exactes », rebaptisées de nos jours « sciences dures », faisaient partie de la culture générale, il m'a beaucoup encouragé à opter pour la section A'[7], contre l'avis de mon grand-père qui redoutait pour moi l'épreuve écrite de mathématiques. De même a-t-il approuvé l'orientation de mes fils vers des études scientifiques.

Son attachement à l'étude du Grec et du Latin créait, à n'en pas douter, une connivence qui renforçait la communauté de vues poli-

7. L'écrit de la première partie du bac comprenait les épreuves de Français, Latin et Grec de la section A et l'épreuve de mathématiques de la section C.

tiques avec des militants comme Bracke-Desrousseaux[8], Maurice Lacroix[9], tous deux hellénistes, ou avec Senghor : j'ai souvent entendu mon père évoquer la chambre de ce dernier, à la Cité Universitaire du boulevard Jourdan : elle était tapissée d'affiches où étaient recopiées des règles de grammaire grecque. Mon père nous a transmis, à mes fils et à moi, cet amour pour les langues anciennes en nous faisant travailler, en particulier à Meyrueis en Lozère, pendant les grandes vacances. « Verdier, tu sais du Latin » : c'est le compliment que leur professeur de lettres faisait à mes fils quand ils étaient au lycée. Il m'a également fait étudier, l'été, quelques grandes pièces du répertoire classique :

8. Desrousseaux était le fils du chansonnier du Nord, auteur de l'immortel *Petit Quinquin*. Il avait fait une brillante carrière d'helléniste : ceux qui ont commencé l'étude du grec en 4e se souviendront peut-être d'un classique Hachette consacré à des morceaux choisis des *Dialogues des morts* de Lucien de Samosate ; cette édition était due à Tournier et Desrousseaux. Héritier de la tradition guesdiste et des vieux Communards habitués à la clandestinité, il avait pris le pseudonyme de Bracke en politique. Il avait pris mon père en amitié : il voyait en lui un « poulain » du Parti ; comme beaucoup d'universitaires exerçant au Quartier Latin, Bracke habitait près de la porte d'Orléans dans un de ces immeubles en briques construits entre les deux guerres sur la « zone » laissée libre par la démolition des « fortifs » ; il disait en plaisantant qu'à l'entrée de ces immeubles un écriteau annonçait : « eau, gaz, électricité, universitaires à tous les étages ». Pendant l'Occupation il fut interrogé par des agents de la Gestapo ; comme ceux-ci lui demandaient s'il était gaulliste, il leur répondit : « non ; je suis helléniste », se faisant passer pour un vieux radoteur, dur d'oreille et inoffensif. Mon père lui rendait souvent visite : il fut accueilli un matin par ces mots : « je m'améliore » !: il venait de recevoir les épreuves d'une réédition des tragédies de Sophocle dont il avait signé la première édition avec son maître Tournier : il était nonagénaire ...

9. Maurice Lacroix était lui aussi helléniste : il avait enseigné le thème latin et la version grecque à des générations de khâgneux de Henri IV. Longtemps après sa retraite on faisait encore appel à lui pour corriger le thème grec à l'agrégation. Il avait, avec Victor Magnien, publié un *Dictionnaire Grec-Français* concurrent du « Bailly » qu'il avait également réédité. Catholique pratiquant il était néanmoins syndiqué au SNES et non à la CFTC. Il avait d'abord milité à la Jeune République puis il était venu au PSU en passant par l'UDSR. Il se glorifiait de faire voter pour mon père le curé de la très bourgeoise paroisse de Saint Jacques du Haut Pas. Saint Simon signale la présence à la tête de cette paroisse, dans les années 1700-1710, d'un curé janséniste : Saint Jacques du Haut Pas doit bénéficier d'un microclimat. S'agissant toujours du clergé catholique, ses prises de position en faveur de la décolonisation valurent à mon père un vote unanime des frères dominicains du couvent de la rue de la Glacière.

Phèdre, Britannicus, Iphigénie, Tartuffe qu'il aimait par dessus tout.

Tout au long de sa carrière politique, Robert Verdier montra une grande lucidité : elle explique les choix courageux qu'il fit en 1934, 1940 et 1958. Foncièrement réformiste, il était convaincu que la vie politique appelle d'incessants compromis. Mais à certains moments cruciaux il faut s'arrêter à la frontière du compromis et de la compromission ; dans ces moments là, il prenait un malin plaisir à donner de lui l'image d'un esprit sommaire : c'est ainsi qu'un matin de mai 1958 je le vis éconduire brutalement (on était à la limite de la violence physique) deux gaullistes dits de gauche venus lui expliquer qu'il fallait voter l'investiture du général sous prétexte que de Gaulle était le seul à pouvoir éviter la répétition en Métropole du coup de force d'Alger ; le hasard a voulu que, pendant cet incident, la radio, restée allumée après les informations, diffusait une rengaine dont les paroles disaient notamment : « tu n'as pas très bon caractère... » ! À la fin de 1958, mon père fut candidat du PSA, dans le Ve arrondissement, à la première élection législative de la Ve République : il fut battu par un officier parachutiste de réserve, illustre défenseur de l'Algérie française : c'était Jean-Marie le Pen ; l'UNR n'avait pas présenté de candidat dans cette circonscription du Ve arrondissement et avait même apporté son soutien officiel à le Pen. L'histoire ne dit pas ce qu'en ont pensé les gaullistes de gauche.

Cette crise de mai 1958 nous a laissé un grand sentiment d'amertume : pour ceux qui n'ont pas vécu l'atmosphère de déliquescence de cette époque, je recommande la lecture du *Rhinocéros* de Ionesco. Chaque jour des hommes qui passaient jusque-là pour être parmi les défenseurs les plus déterminés de la République « retournaient leur veste » et « allaient à la soupe » pour reprendre l'image méprisante employée par De Gaulle quand, en 1953, les principaux leaders du RPF s'étaient ralliés à la IVe République. Alain Savary, Édouard Depreux, Daniel Mayer, Pierre Mendès France, François

Mitterrand : ils n'étaient pas nombreux à mettre de Gaulle en demeure de désavouer le coup de force d'Alger, puis à refuser de voter son investiture : mon père était de ceux-là et j'en suis très fier. Pour ces anciens résistants et anciens de la France libre, l'image de l'homme du 18 juin était éclipsée une fois pour toutes par l'image de l'homme du 13 mai. Et c'est pourquoi le 10 mai 1981 reste, avec l'élection du Président Obama, le meilleur souvenir de mon expérience politique ; ce soir-là j'ai pleuré à chaudes larmes : ma femme et mes fils ici présents peuvent en témoigner.

Ces événements de 1958 sont exemplaires pour comprendre l'éducation politique que j'ai reçue : elle n'a jamais été un endoctrinement. Mes parents m'ont appris à être autonome et d'abord vis-à-vis de ce que Blum appelait en 1946 le « qu'en dira-t-on ? communiste ». J'ai grandi avec la Guerre froide : j'ai vu le fils d'un professeur communiste de la Sorbonne qui fréquentait le même lycée que moi changer de trottoir avant 1954 puis rester sur le même trottoir après : entre temps mon père s'était prononcé contre la ratification du traité de la CED (ce n'est peut-être pas d'ailleurs ce qu'il a fait de mieux). Au début des années cinquante, une boutade, souvent entendue dans la bouche de mon père, me laissait rêveur : « si les communistes prenaient le pouvoir ici, disait-il, Thorez et Duclos seraient fusillés juste après moi ». Je n'ai compris que beaucoup plus tard.

Quoi qu'il en soit j'ai appris à résister aux modes politiques aussi éphémères ou presque que les modes vestimentaires. Je n'ai pas célébré le culte de Castro et de Che Guevara ou encore celui de Mao. Cette autonomie du jugement est l'héritage le plus précieux que m'ont laissé mes parents. En particulier ils relevaient sans pitié tous les ridicules, notamment les tics de langage. Ils maniaient volontiers l'ironie. C'est de cette ironie que mon père se délectait en lisant Pascal, faute d'en partager les élans mystiques. Chez ma mère l'ironie peut être mordante (Cette disposition lui vient de son père, Maurice Constant, qui

était professeur de philosophie). Ma mère accompagnait souvent mon père dans les réunions publiques ou les congrès du Parti. Soucieuse de se faire oublier, elle se blottissait au fond de la salle ; mais rien n'échappait à son œil impitoyable d'entomologiste : cette disposition d'esprit permet sans doute de comprendre pourquoi mes parents plaçaient Proust parmi les plus grands auteurs de notre littérature.

Au cours des années cinquante je suivis l'action de mon père en faveur de la décolonisation : je me rappelle en particulier le récit de la visite qu'il rendit à Bourguiba au début de 1952 ; pour obtenir l'autorisation de se rendre à la Galite où était interné le leader du Néo-Destour, il avait du menacer le Résident Hauteclocque d'une campagne de presse dans *Le Populaire*. En 1954, il fit partie de la commission envoyée par l'Assemblée pour enquêter sur l'emploi de la torture au Maroc. Un policier tortionnaire, interrogé par la commission, n'avait rien trouvé de mieux à répondre que : « la Gestapo en faisait bien autant »[10]. Le Maroc était alors desservi par des Comet (les premiers avions civils à réaction) ; ils étaient sujets à des accidents à répétition et furent interdits de vol ; l'avion sur lequel mon père monta pour rentrer en France était le dernier Comet autorisé à voler ; il arrivait d'AOF avec à son bord quelques députés des colonies : mon père, qui se livrait volontiers à ce genre de plaisanterie, jeta un froid parmi les passagers en recensant le nombre d'élections partielles qui devraient être organisées si l'avion s'écrasait.

Alors que la Tunisie et le Maroc s'acheminaient somme toute désormais paisiblement vers leur indépendance, la guerre se déchaînait en Algérie. Je fus impressionné par l'accablement de mon père écoutant les informations, dans notre cuisine de la rue Saint-Jacques, le soir du 6 février 1956. Il comprit tout de suite que les événements d'Alger portaient en eux la fin de la République.

10. Quelques années plus tard, je lus avec un sentiment d'épouvante *La Question* de Henri Alleg trouvée sur le bureau de mon père.

En se rendant à Alger, Guy Mollet pensait rééditer le discours de Carthage. Mais n'est pas Mendès qui veut. On connaît la suite. Cette contribution n'a pas pour objet de faire l'histoire de la minorité de la SFIO et de son combat contre la politique algérienne de Mollet, Lacoste et Max Lejeune. J'évoquerai seulement trois souvenirs personnels.

Dans ses *Mémoires*, p. 183, mon père décrit en quelques lignes les réunions qui rassemblaient le mardi soir à Matignon, le Secrétaire général du Parti, les Présidents des groupes parlementaires et les ministres socialistes : il relève l'obséquiosité dont ces derniers faisaient preuve envers la personne de Guy Mollet. Un mercredi matin, nous prenions ensemble notre petit déjeuner, il était revenu de la réunion de la veille avec le sentiment pénible de se trouver au milieu de parvenus se vautrant avec complaisance dans le confort des palais de la République (les fauteuils bien rembourrés, les bons cigares – déjà – et les alcools) : était-ce chez mon père la proverbiale « austérité protestante » qui refaisait surface ?[11] Secrétaire en charge des relations internationales, de 1969 à 1971, du Parti Socialiste, quelle ne fut pas sa surprise, lors d'un premier déplacement en avion à l'Étranger, quand il découvrit qu'on lui avait retenu un billet en 1re classe et non en classe touriste. On ne se risquera pas à jurer qu'en ce domaine le « nouveau »[12] PS, né du Congrès d'Epinay ait été plus vertueux que la vieille SFIO.

Toujours dans ses *Mémoires*, p.196, mon père évoque Jacques Duclos pressant Jules Moch d'accepter le ministère de l'Intérieur, un matin de mai 1958, dans les couloirs du Palais Bourbon. Or j'ai été le témoin d'une scène identique à la même époque, au même endroit. Mais c'était après-dîner. Mon père était retourné à l'Assemblée cher-

11. Ce cliché éculé fut souvent employé, pour décrire mon père, par des commentateurs quelque peu superficiels : ils s'exonéraient ainsi d'une analyse plus fine.

12. La rénovation du Parti ne date pas d'Épinay (1971), mais de Issy-les-Moulineaux marqué par la retraite de Guy Mollet et l'arrivée d'Alain Savary au Secrétariat général (1969).

cher un dossier oublié et je l'avais accompagné. Les couloirs étaient déserts, à l'exception d'un petit groupe de députés communistes qui étaient là pour parer à toute éventualité : parmi eux se trouvaient Marie-Claude Vaillant-Couturier, Jacques Duclos et Laurent Casanova. Ou bien la même scène s'est-elle répétée de façon identique à quelques jours de distance ou bien mon père a-t-il été trahi par sa mémoire, ce qui me paraît plus probable.

Enfin, au cours de ces années 1956 à 1958 je découvris l'Extrême-Droite : elle s'incarna pour moi dans la personne d'une demi-douzaine de mes camarades des classes de quatrième et de troisième au lycée Montaigne. J'avais rigoureusement appliqué la consigne donnée par mes parents sur la profession de mon père. Mais le lycée Montaigne se trouve dans le sixième arrondissement, au beau milieu de la circonscription dont il était l'élu ; à la fin de 1956, son élection à la présidence du groupe socialiste avait accru sa notoriété ; il était devenu impossible de dissimuler son activité politique. Mais mes camarades d'extrême droite étaient plutôt une bande de joyeux chahuteurs que des militants endurcis : je n'ai jamais eu à me plaindre, de leur part, d'une attitude agressive envers moi ; et puis nous n'avions que 14 ou 15 ans. L'un d'eux tranchait sur les autres ; il semblait muré dans une attitude de réprobation muette envers une société qu'il ne comprenait pas et qui ne le comprenait pas, c'est du moins la représentation que je me fais de lui encore aujourd'hui : c'était Alain de Benoist. En octobre 1956, ce petit groupe tenta de m'entraîner, au nom de l'anticommunisme, dans les manifestations dirigées contre le siège du Parti communiste, alors carrefour de Châteaudun, pour protester contre l'écrasement de la révolution hongroise par les chars soviétiques : en vain, j'avais été dûment chapitré à la maison. En 1960-1961, je serai élève dans une hypokhâgne du lycée Louis-le-Grand : les relations avec les étudiants d'extrême droite seront alors beaucoup moins pacifiques.

Mon père me fit remarquer un jour que si le traité de la CED avait été ratifié, cela aurait entravé sinon empêché l'envoi de renforts en Algérie. Pourquoi avait-il mis tant d'énergie à s'opposer à la CED ? Pourquoi avait-il ratifié, sinon sans conviction, du moins sans enthousiasme le traité de Rome ? S'agissant de la CED, il était animé par la crainte, bien compréhensible, d'une renaissance du militarisme allemand ; cette crainte était entretenue par les leaders du SPD avec lesquels il était en contact régulier et pour qui il éprouvait un sentiment de révérence inhabituel chez lui. Il avait du respect pour Robert Schuman, en dépit de son cléricalisme très prononcé, il nourrissait une grande admiration pour le pragmatisme de Jean Monnet et approuvait la construction d'une Europe supranationale. Mais l'Europe des six était un peu trop démocrate-chrétienne à son goût.

Je m'avance peut-être mais je ne suis pas loin de penser qu'il était dans le même état d'esprit que Churchill lorsque celui-ci déclarait : «chaque fois qu'il nous faudra choisir entre le grand large et l'Europe, entre Roosevelt et vous, c'est le grand large et Roosevelt que nous choisirons ». En tout cas il avait une grande admiration pour le parlementarisme britannique, pour le *New Deal* de Roosevelt et une reconnaissance infinie pour la résistance héroïque de la Grande-Bretagne en 1940 et 1941 et pour le colossal effort de guerre fourni par les États-Unis, effort prolongé par le plan Marshall. Il était partisan de l'Alliance Atlantique et, en 1966, il désapprouva le retrait de la France du commandement intégré de l'OTAN. Dans les débuts de la Guerre froide il avait été en relation avec Irving Brown : je fus même témoin d'une de leurs rencontres, vers 1950. C'était un jeudi matin ; mon père m'avait emmené avec lui. Sans pouvoir l'affirmer il me semble qu'ils avaient rendez-vous place de la Trinité, à l'angle de la rue Saint Lazare. J'attendais dans la voiture mais je me souviens de la poignée de mains qu'ils avaient échangée avant probablement d'entrer dans un café.

L'admiration que mon père éprouvait pour les États-Unis fut renforcée, au printemps 1951, par un voyage d'une quinzaine de jours, effectué avec d'autres directeurs de journaux français ; ils étaient invités, je crois, par les patrons de la presse américaine. Ce genre d'initiative était destiné à contrer la propagande communiste et l'opprobre qu'elle jetait sur les États-Unis. Ceux-ci étaient alors en plein maccarthysme et la ségrégation sévissait encore dans le Sud. Mon père n'était pas candide (ou Pangloss) au point d'ignorer ces tristes réalités. Mais il était convaincu que le dynamisme de la société américaine permettrait au pays de surmonter ces difficultés. Son voyage avait d'ailleurs coïncidé avec le limogeage de Mac Arthur par le président Truman : cet exemple de la soumission des militaires au pouvoir civil n'avait évidemment pas échappé à l'élu du peuple sans cesse en butte aux intimidations – c'est un euphémisme – des chefs militaires. Il était aussi très admiratif devant la puissance de l'AFL-CIO : à Détroit la délégation française avait été reçue par Walther Reuther, le président du syndicat des travailleurs de l'automobile, alors à son apogée.

L'avènement de la Ve République marque un tournant important dans la carrière de mon père. À la rentrée de janvier 1959, il reprend son « vrai » métier au lycée Buffon où il terminera sa carrière. Mais surtout la fin de 1958 est marquée pour lui par une rupture douloureuse, mais perçue alors comme une nécessité : avec ses amis Alain Savary et Édouard Depreux, il fonde le PSA. Dans un premier temps cette scission semble couronnée de succès : le PSA se développe assez vite ; une « nouvelle SFIO » semble renaître à côté de l'ancienne, ramenée dans le droit chemin dont elle s'était détournée avec la politique colonialiste de Mollet, Lacoste et Max Lejeune. L'adhésion de Pierre Mendès France apporte de nouvelles recrues. Le premier congrès se réunit en 1959 à Montrouge : j'assistai à une séance de nuit au cours de laquelle j'entendis une intervention de Michel Rocard. Il parlait sur un ton quelque peu pète-sec, dont il s'est départi depuis, mais qui était

alors en honneur parmi les élèves de l'ENA : cela donnait le sentiment d'une forte détermination et fit sur moi une forte impression. À cette époque, il passait ses vacances dans le village de Vebron situé à 25 km de Meyrueis, au pied du Méjean. La famille de son épouse y possédait une maison[13]. Nous connaissions un peu cette famille par des cousins de la génération de mes grands-parents, tous deux instituteurs à Vebron. C'est sans doute pour cette raison que Michel Rocard entra en contact avec mon père et devint l'un des chefs de file de la minorité socialiste opposée à la guerre d'Algérie : il y avait fait deux séjours, comme stagiaire de l'ENA et comme appelé du contingent. Il y avait fait preuve de beaucoup de courage notamment dans un rapport sur les camps de regroupement.

Mais le PSA fut rapidement sollicité par les autres forces hostiles à la guerre d'Algérie pour entrer dans un regroupement plus large : un refus eût été mal compris de l'opinion ; c'est ainsi que naquit le PSU né de l'union du PSA, de l'UGS et de Tribune du Communisme : entre ce mouvement créé par Jean Poperen et le PSA l'entente fut facile. On ne saurait en dire autant des relations avec l'UGS ; elle était principalement formée d'orphelins du léninisme, notamment de trotskistes et de compagnons de route[14] ; ils avaient perdu la foi dans Staline et dans l'URSS ; il ne leur restait plus que l'antiaméricanisme, la détestation de la social-démocratie et les vieilles pratiques bolcheviques, notamment celle du noyautage. Mon père revenait chaque fois plus exaspéré des réunions préparatoires à la fusion. Le PSU était le fruit d'une union contre nature. Son seul ciment était l'opposition à la guerre d'Algérie. Mais une fois la paix revenue, il était voué à l'échec.

13. Un château perché sur un piton schisteux domine le village : il a servi de décor à de nombreuses séquences des *Camisards* de René Allio.

14. Par exemple, Gilles Martinet : ancien militant communiste, en 1951 il figurait encore en deuxième position sur la liste d'Union Progressiste, conduite par Paul Rivet, présentée dans la première circonscription de Paris contre la liste SFIO, conduite par mon père.

L'honorable défaite de François Mitterrand à l'élection présidentielle de 1965 créa une dynamique unitaire qui aboutit à la formation de la FGDS : la direction du PSU resta à l'écart. Mon père en fit l'expérience à ses dépens à l'occasion des élections législatives de 1967 : il souhaitait se présenter dans le cinquième arrondissement avec aussi l'investiture de la FGDS. Durant la période fixée pour le dépôt des candidatures, la direction du PSU fit pression sur lui pour qu'il renonçât à défendre les couleurs de la FGDS : cette pression prit la forme d'appels téléphoniques quasi quotidiens. C'est ainsi qu'un après-midi, resté seul à la maison, je répondis à un appel de Michel Rocard qui me demandait en quelque sorte d'user de l'influence que je pouvais avoir sur mon père pour qu'il renonçât à sa décision. À tort ou à raison je sentis l'arrière-pensée qu'un « jeune » devait être a priori plus « révolutionnaire » que ses parents. Les choses en restèrent là. Alain Savary avait déjà quitté le PSU. Mon père ne tarda pas à le suivre.

Durant cette période qui va de 1956 à 1968, un certain nombre d'élèves de l'école normale de la rue d'Ulm adhérents à la cinquième section du Parti socialiste, puis du PSA et du PSU n'avaient pas mesuré leur soutien à l'orientation défendue par mon père sur la guerre d'Algérie. Parmi eux, deux brillants philosophes, Alain Badiou et Emmanuel Terray s'étaient montrés particulièrement actifs. Ils étaient perçus par mon père comme des social-démocrates et des réformistes. Et pourtant, sous l'influence de Louis Althusser, comme beaucoup de leurs camarades, ils évoluèrent vers le maoïsme allant jusqu'à prendre la défense de Pol Pot et des khmers rouges[15]. Ce fut pour mon père et une grande désillusion.

Dans ces conditions ont ne s'étonnera pas que mes parents et moi n'ayons pas été transportés d'enthousiasme par le mouvement de mai 1968 : on en a souligné la complexité et il est certes difficile de porter un jugement global sur le bilan de ces semaines troublées ; sans

15. Cf. Alain Badiou, « Kampuchea vaincra », *Le Monde*, 17 février 1979.

doute mai 1968 a-t-il accéléré la libération des mœurs ; sans doute les accords de Grenelle ont amélioré la condition ouvrière, comme auparavant les accords Matignon. Beaucoup d'adolescents et de jeunes gens ont vécu ces évènements comme de très grandes vacances, comme une fête exceptionnelle (à compter du lundi 13 mai 1968, les cours, les examens, les concours, tout s'est arrêté jusqu'en septembre !) C'était la semaine des « quatre jeudis et des trois dimanches ».

Mais ce que nous avons d'abord retenu de mai 1968, mes parents et moi, c'est l'offensive généralisée lancée par l'extrême gauche contre l'Éducation Nationale pour la plus grande satisfaction de la Droite (cf. Jacques Milner, *De l'école*, pour l'analyse de cette collusion – la lecture de ce petit livre avait beaucoup intéressé mon père). Quand on est issu d'une famille de petits cultivateurs cévenols pour lesquels l'école de la IIIe République était le seul moyen d'échapper à une condition difficile, cela tenait du sacrilège. Comment prendre au sérieux la mascarade des débats de la Sorbonne et de l'Odéon qui ressemblaient aux réunions des clubs quarante-huitards que Flaubert avait en son temps ridiculisés dans *L'éducation sentimentale* ? Le hasard avait voulu que j'étudie cette œuvre peu de temps auparavant, ce qui avait donné à mon père envie de la relire. Comment adhérer enfin au slogan « élections piège à cons » quand on est convaincu que la démocratie représentative est la seule démocratie véritable et quand on sait de quelle façon s'est terminée l'aventure : le triomphe de la Droite aux législatives de juin qui se sont soldées par l'élection d'une chambre introuvable ?

Les troubles de 1968 furent suivis par le départ de De Gaulle et par la reconstitution en 1969 d'un grand parti socialiste conduit par Alain Savary. Mon père était secrétaire adjoint chargé des questions internationales : ses nouvelles fonctions le conduisirent à rencontrer des personnages peu recommandables : par exemple, Ceausescu. Il est vrai que celui-ci était alors l'objet de la sollicitude des

occidentaux : ils ne voyaient en lui que le chef d'État communiste capable de s'opposer aux volontés de Moscou.

Le retour de mon père à la cité Malesherbes prit fin en 1971 avec le congrès d'Épinay qui porta François Mitterrand au secrétariat du parti. La nouvelle majorité était constituée par les militants de la Convention des Institutions Républicaines et par les militants qui s'étaient prononcés pour la motion Mauroy et la motion Deferre : ces trois courants ne représentaient que 40,6 % des mandats ; la motion Savary recueillait 46,6 % des mandats ; pour accéder au secrétariat du parti François Mitterrand fut obligé de s'allier avec le CERES de Jean-Pierre Chevènement dont les orientations étaient pour le moins différentes de celles de Mitterrand, Mauroy et Deferre. Mais pour les chefs de file de cette coalition hétéroclite il s'agissait bien plus de s'emparer du secrétariat que de faire triompher telle ou telle orientation.

Dans la tribune libre qu'il publiait alors deux fois par mois dans *Midi libre*, mon père écrivit que Mitterrand « avait joué l'homme et non pas le ballon » (c'est la formule qu'emploient les commentateurs de match de football pour qualifier un jeu brutal). Mitterrand, paraît-il, en conçut un grand mécontentement ; sans doute la formule avaient-elle atteint son but. Mon père ne fut jamais de ceux qui étaient conviés à escalader la roche de Solutré : je pense qu'il s'en est consolé facilement. Il faisait observer que l'ascension du pic Saint-Loup, dans la garrigue montpelliéraine était plus difficile : c'est une promenade qu'il affectionnait ; en 1988 François Mitterrand et Michel Rocard scèllèrent leur « réconciliation » au cours d'une ascension de ce pic Saint-Loup. Mon père, pour sa part, « jouait plutôt la balle » : c'est pourquoi il se réjouit de la victoire du 10 mai 1981 : elle était pour nous une revanche éclatante sur le 13 mai 1958. Quoi qu'il en soit, à partir d'Épinay les relations avec Mitterrand furent irrémédiablement polies mais fraîches.

La chute du mur de Berlin et l'effondrement du communisme

soviétique ont procuré une grande satisfaction au « gardien de la vieille maison » qu'était mon père. Mais il aurait souhaité que le PS poussât l'avantage et prît l'initiative d'une grande campagne de promotion de la social-démocratie. Mais Fabius et Jospin, qu'il estimait l'un et l'autre, consacraient alors toute leur énergie au combat fratricide qui contribua à déconsidérer le PS.

De plus il était convaincu que la Gauche française ne serait pas vraiment forte tant que les syndicats resteraient faibles et divisés et que la principale confédération, la CGT, ne serait qu'une « courroie de transmission » du PCF. Son modèle était le syndicalisme d'Europe du Nord, puissant et unitaire et où c'est le parti qui sert de « courroie de transmission » du syndicat (le Labour et le TUC de l'époque donnaient l'exemple le plus achevé de cette configuration). Mais en France on était et on est encore loin de ce modèle. Seule la FEN s'en approchait : elle avait maintenu son unité, lors de la scission de la CGT, en 1948 ; le taux de syndicalisation dépassait souvent les 50 %, notamment chez les instituteurs ; elle avait édifié autour d'elle un remarquable réseau de mutuelles et de coopératives (MGEN, MAIF ...). C'est pourquoi mon père avait adhéré au SPES (ancêtre du SNES) dès sa création en 1937. Après la guerre, il a été proche des grands anciens de la FEN, Henri Aigueperse, Denis Forestier, James Marangé, Robert Chéramy, Louis Astre, Jean-Baptiste Soleilhavoup (il l'avait connu à Carnot et avait eu son fils comme élève) ... Jusqu'au bout il a tenu à s'acquitter de sa cotisation syndicale.

Certains catholiques admettent difficilement l'athéisme chez une personne qu'ils estiment (« peut-on être Persan ? »). Mon père en fit l'expérience avec Jean Lacouture. Celui-ci, pour les besoins de la biographie qu'il rédigeait sur Blum, était venu interviewer mon père. Pour conclure l'entretien il lui demanda si Blum avait des préoccupations d'ordre spirituel (entendez religieuses). Et chaque fois qu'il racontait cette anecdote, mon père s'amusait en évoquant la mine

dépitée de Lacouture lorsqu'il lui avait répondu qu'à sa connaissance Blum était totalement athée.

C'est pourquoi je voudrais terminer par quelques mots sur ce que représentait pour lui la tradition protestante et sur son athéisme, cela peut éclairer ce qui précède. Nourrisson, il avait été baptisé catholique par deux bigotes qui l'avaient cru mort, après une chute sur la tête, du haut d'un lit. Simplement étourdi, il était revenu à lui et sa carrière au sein de l'Église Romaine s'était arrêtée là[16]. « Imperméable au sentiment du sacré », mon père affichait un athéisme tranquille et souriant qui allait de pair avec un désintérêt total pour les spéculations métaphysiques ; elles lui semblaient oiseuses et, comme telles, il les éludait en décrétant : « je n'en sais rien mais j'en suis sûr ». Au hasard de mes lectures j'avais un jour rencontré un mot de Renan : « c'est M. Homais qui a raison. Sans M. Homais nous serions tous brûlés vifs. »[17] Je l'avais aussitôt communiqué à mon père pour son plus grand bonheur.

Cet athéisme se situait, me semble-t-il, au confluent de trois traditions.

On l'aura compris le village de Meyrueis, où son père était né, compte beaucoup pour nous. Place de sûreté de l'édit de Nantes, peuplée de 4 000 habitants, tous protestants, Meyrueis avait dû accueillir 2 000 dragons à partir de 1683[18]. La tradition protestante y est encore forte et elle a marqué mon père : il n'avait certes aucune sympathie pour l'ayatollah de Genève ; mais le Protestantisme c'est

16. Selon un camarade de régiment, jésuite dans le civil, ce baptême est parfaitement valable au regard du droit canon.

17. *Souvenirs d'enfance et de jeunesse (1883), II, Prière sur l'Acropole*

18. « Bougre dé dragoun », en patois (« bougre de dragon », en Français) : c'est par ces mots qu'on réprimandait un garçon qui se conduisait mal, dans l'enfance de mon grand-père à Meyrueis. En Dordogne, à la même époque, la grand-mère de Charles-André Julien le morigénait d'un : « tu es aussi haïssable qu'un dragon du Roi. »

aussi le libre examen appliqué à l'Écriture : il peut conduire jusqu'à l'incroyance.

C'est ici qu'intervient la tradition familiale : son grand-père et son arrière-grand-père, cultivateurs à Meyrueis et militants républicains au temps de Napoléon III et de Mac Mahon, avaient délibérément déserté le Temple ; ils ne se rendaient plus à un culte dominical qui se référait à une foi qu'ils avaient perdue. Néanmoins ils continuaient à assister au culte de Noël et à celui de Pâques : en effet, le vote protestant coïncidait alors dans les Cévennes avec le vote à gauche ; il ne fallait donc pas que l'adversaire politique pût s'imaginer que mon arrière-grand-père et mon trisaïeul avaient changé de camp. Leur démarche s'apparente pour moi à celle de ces bergers de Montaillou, qui ne pouvaient pas afficher leurs convictions, sauf à s'attirer les foudres de l'Inquisition, mais que Le Roy Ladurie soupçonne d'avoir été athées au fond d'eux-mêmes.

L'athéisme de mon père s'est enfin nourri de la lecture de Lucrèce, des philosophes des Lumières et de deux grands ouvrages contemporains : *Le hasard et la nécessité* de Jacques Monod et *L'homme neuronal* de Jean-Pierre Changeux. Chez mon père, cette incroyance s'accompagnait d'un optimisme à toute épreuve : ma mère le surnommait souvent Pangloss. Mais la force qu'il tirait de ces dispositions d'esprit lui ont aussi permis de rester lucide et de faire les bons choix.

Cette rupture avec les Églises réformées permet probablement d'expliquer le refus constant que mon grand-père et mon père ont opposé aux sollicitations dont ils ont été l'objet de la part des Francs Maçons. Ils étaient sur les mêmes positions que les obédiences libérales, le Grand Orient en particulier : le combat pour la République, les droits de l'homme, la laïcité ; mon père n'hésitait pas à approuver, *a posteriori*, le fichage des officiers monarchistes par leurs collègues maçons ; la politique de Vichy l'avait conforté dans ces convictions ; il admettait volontiers qu'en 1940, à l'exception des

communistes, englués dans le pacte Hitler-Staline, la Maçonnerie était la seule force clandestine structurée ; il avait de bonnes raisons de penser qu'il avait échappé à une arrestation, à la fin de 1943, grâce à un réseau de policiers maçons ; il avait beaucoup d'amis (de vrais amis, pas de simples relations) parmi les Francs Maçons : je ne citerai que Jacques Enoch ; son engagement maçonnique est mentionné dans des ouvrages historiques sérieux ; quant aux autres, je préfère ne pas les nommer, ne sachant, si eux ou leurs familles seraient s'accord ; dans les années cinquante la XIVe section du PS tenait ses réunions dans le temple maçonnique de la rue Froidevaux ; à plusieurs reprises mon père avait été invité à des tenues blanches[19] : signe de confiance de la part des frères, l'un d'eux avait imprudemment prononcé devant lui une formule rituelle, « les colonnes sont muettes » ; la formule l'avait amusé et il l'avait retenue. Mais au-delà de toutes ces affinités, il restait un obstacle infranchissable : les rites et tout ce qui ressemblait, de près ou de loin, à une église, fût-elle laïque et libre-penseuse.

Nos origines protestantes permettent aussi de comprendre l'indifférence totale de mon père envers les décorations. Sa maxime en la matière était : « ne jamais les demander, ne jamais les refuser, ne jamais les porter. »[20] Il avait rigoureusement appliqué cette maxime (on lui avait décerné la médaille de la Résistance, l'ordre de la libération de la république espagnole et le Nichan Ifticar). En vertu d'une décision votée par l'Assemblée Nationale le 13 novembre 1945 « les combattants du front, ceux qui ont lutté et souffert pour la Résistance, les armées de la Libération, le général de Gaulle, *ont bien mérité de la Patrie.* » S'agissant de mon père et de ses camarades, Alain Savary, Édouard Depreux, Daniel Mayer, ... je ne peux tous les citer, cette

19. Tenues auxquelles la loge invite un conférencier « profane ».

20. Il attribuait cette maxime à Churchill mais je n'ai pas pu le vérifier.

distinction, qui remonte à la Révolution, me paraît particulièrement justifiée. Nous devons méditer l'exemple de lucidité, de courage et d'optimisme qu'ils nous ont donné. Ils étaient les héritiers légitimes de Léon Blum ; à la fin de son dernier éditorial dans *Le Populaire* celui-ci exprimait sa foi dans le genre humain par une formule toujours actuelle : « Je le crois parce que je l'espère et je l'espère parce que je le crois ».

JEAN-PHILIPPE VERDIER

archives-socialistes.fr



Robert Verdier avec François Mitterrand et Roger Fajardie, congrès socialiste de Dijon (14-15 mai 1976), Fondation Jean-Jaurès – Monique et Pierre Guéna.

archives-socialistes.fr

Frédéric Cépède

Les archives de Robert Verdier

Robert Verdier avait déposé à l'OURS au début des années 2000 quelques dossiers, des livres et brochures socialistes. En mai 2009, Jean-Philippe Verdier a fait don de l'ensemble des archives de son père à l'OURS. Elles occupent à peu près un mètre linéaire de rayonnage. L'inventaire est en cours, mais un premier classement et un recollement permettent de donner les grandes lignes de ce fonds.

Les écrits personnels

Un premier ensemble est constitué par les « écrits personnels » de Robert Verdier. Ils se composent de deux sous-ensembles, les quatre cahiers de notes de lectures présentés ici par Liliane Guignard-Gisselbrecht, tenus entre 1935 et 1949, et le « Journal » de Robert Verdier, qui, d'une certaine façon, prend le relais de ces cahiers de lecture : ce « journal » est contenu dans 16 cahiers, de gros cahiers d'écolier de près de 200 pages, le premier ouvert le 2 juin 1949 et le dernier en 1998, la dernière notation étant daté du 14 mai 2002. Signalons deux manques, entre janvier 1965 et juillet 1967 puis entre février 1972 et juillet 1974 : cahiers perdus, ou abandon provisoire de l'exercice, le mystère demeure à cette étape de notre exploration.

Dans un premier temps, ces écrits relèvent du journal politique et personnel. Les premières phrases donnent le ton :

« L'après-midi, je rends visite à Léon Blum, comme je le lui ai annoncé le matin. Je comptais lui parler du journal et du congrès. Malheureusement, j'y rencontre Félix Gouin.

La conversation est d'ailleurs fort instructive et fort intéressante pour moi. »

Il développe ensuite sur trois pages la nature de cet entretien. Il reprend la plume le lendemain pour écrire dans le cahier deux petits paragraphes sur sa journée, l'ouvre à nouveau le vendredi 10 juin, donnant quelques indications sur la réception de la ligne politique du *Populaire* par les militants de sa section du XVe, mais ne s'en saisit à nouveau que six semaines plus tard, le 20 juillet. Il reprend la plume en septembre, puis un mois après en octobre 1949.

Qu'attend-t-il de cet exercice ? Il s'en explique un peu plus précisément le « 2 septembre 1950, Meyrueis » : « Décidément je ne parviens pas à tenir régulièrement ce journal. Or ces notes auraient été particulièrement utiles dans la période qui vient de s'écouler. Cécile et moi avons eu de nombreux entretiens avec J. B. [Janot Blum] qui nous a dit beaucoup de choses intéressantes sur elle-même et sur Léon Blum. Les conversations ont éclairé beaucoup de faits qui étaient demeurés un peu obscurs. J'en ai évidemment gardé le souvenir ; mais il est moins net que si j'avais noté au jour le jour. Maintenant il est trop tard pour reconstituer avec précision.

Je vais tout de même essayer encore de m'imposer cette règle de notes quotidiennes ou presque. J'y insérerai aussi des notes de lectures, sauf évidemment lorsqu'il s'agira d'ouvrages de documentation. Mais précisément, je veux faire l'effort, dans la période qui vient, pour avoir toujours en train, si peu que j'en lise, quelque lecture de classique ou de moraliste.

Pendant ces deux derniers séjours à Meyrueis, j'ai lu :

– *Où va le peuple américain*, de Daniel Guérin, pour en faire un compte rendu dans le journal.

– *La vie de Lucien Herr* de Charles Andler ;

– les *Choix d'écrits* de Lucien Herr ;

– Ce qui m'a amené à lire *L'Argent* de Péguy, et de parcourir *Notre jeunesse*.

Les dernières lectures n'ont fait que renforcer mon antipathie pour Péguy. Au fond, celui-ci doit une renommée hors de proportion avec son œuvre littéraire à ses revirements et à sa confusion intellectuelle (volontaire – une prise de position anti-intellectualiste est toujours agréable aux réactionnaires).

– J'ai lu *L'argent* parce que Andler raconte les démêlés de Péguy avec Herr et ses affaires d'argent. Péguy y apparaît comme un égoïste et un aigri, un de ces types très vite irrités que leur « génie » ne fut pas très vite universellement reconnu. Au fond, il a une âme de raté, raté de l'université, raté de la politique, raté de l'édition. »

Ainsi, ce « journal » est-il également destiné à remplacer les Cahiers de notes de lecture.

Le 11 septembre, à Saint-Marc, noircissant 8 pages et demie de son journal, il revient sur l'importance qu'il accorde à ces moments : « Mais je crois qu'avec le progrès de ma santé, les efforts de discipline de soi et de méthode me seront moins pénibles qu'ils ne l'étaient devenus et seront plus souvent couronnés de succès.

Il faut en tout cas que je veille à prendre les habitudes nécessaires à cette hygiène, dès les premiers jours de mon retour à Paris et de la reprise du travail.

En particulier pour mieux contrôler il faudra que je m'astreigne à tenir régulièrement ce journal.

C'était la méthode d'André Gide. Je crois que l'une des raisons de l'intérêt passionné que je porte à la lecture de son journal c'est cet effort permanent et souvent douloureux pour se contrôler soi-même, se connaître, s'organiser, et tirer le meilleur parti possible de lui-même.

Naturellement, ce journal est attachant par beaucoup d'autres côtés. »

Le 13, il continue à se persuader : « Tenir tous les jours ce journal pour dresser ce bilan. » Le lendemain, il poursuit sur trois pages et demie ses commentaires sur sa lecture de Gide. Mais il ne reprend

ensuite que le 17 septembre matin, se le reprochant encore. Jusqu'en octobre, il tient irrégulièrement son journal avant une interruption de deux mois entre novembre et janvier 1951.

En 1951, il l'ouvre à nouveau, puis l'interrompt. Le jeudi 18 septembre 1952, il note : « De nouveau très longue interruption. Je reprends ces notes après les réflexions des vacances où je me persuade toujours de la double nécessité du journal :

1e contrôle de soi, organisation du travail.

2e souvenir précis des conversations et des évènements. À cet égard, j'ai toujours constaté que le relisais mes notes avec intérêt. »

Le découpage chronologique[1] et surtout le nombre de ces cahiers – seize – pour couvrir une période de cinquante-trois ans donnent un autre indice du rapport que Robert Verdier entretient avec ses « exercices » d'écriture : il y écrit par phases, rarement de manière continue, mais beaucoup plus souvent en vacances et dès qu'il est à la retraite au milieu des années 1970.

Le survol de certains journaux, passées les premières années, suggère également que ce journal n'est que très rarement un confident : il y parle peu de lui et des siens (sauf en 1950, au moment de sa maladie). On y retrouve des éléments de la vie politique nationale, des portraits, ses jugements parfois acérés sur certains hommes et notamment ses camarades socialistes. Il est particulièrement précieux sur la vie du *Populaire*, notamment au moment où il accède à sa direction. Et sur Blum et les débuts de la Société des Amis de Léon Blum.

Si Robert Verdier n'arrivera pas à s'astreindre régulièrement à tenir son journal, il constitue en tout état de cause une source de

1. 2 juin 1949-janvier 1954 ; Février 1954-août 1956 ; Août 1956 à janvier 1965 ; Juillet 1967 à avril 1968 ; Avril 1968 à février 1972 ; Juillet 1974 à mai 1983 ; Mai 1983 à décembre 1984 ; Décembre 1984 à novembre 1986 ; Novembre 1986 à avril 1988 ; Avril 1988 à novembre 1989 ; Novembre 1989 à juin 1991 ; Juin 1991 à novembre 1992 ; Décembre 1992 à octobre 1993 ; Octobre 1993 à janvier 1996 ; Février 1996 à mai 1998 ; Mai 1998 à 14 mai 2002

première importance sur l'homme (et l'ensemble de ses lectures trace le portrait d'un « honnête homme » mais également éclaire le parcours et les réflexions d'un social-démocrate du dernier demi XXe siècle), sur la vie politique, notamment au moment des crises, sur le parti socialiste et ses hommes.

Les dossiers thématiques

Ils sont le plus généralement constitués de circulaires, notes, correspondances, coupures de presse. Ils ont été classés chronologiquement.

Dossier 1 : Documents personnels : A signaler : Lettre de Léopold Sédar Senghor aux parents de Robert Verdier, 5 juillet 1934 ; 2 lettres de camarades de classe ; 2 photos du lycéen Robert Verdier à Mende. Articles parus dans *le Figaro Littéraire* (18 mai 1963) sur la Khâgne de Louis Le Grand, 1929-1930. Ordre de route, 1936. Biographies de Robert Verdier, avec ses commentaires.

Parti socialiste SFIO 1938-1958

Dossier 2 : Parti socialiste SFIO, 1938-1945

Notes manuscrites pour des discours de Robert Verdier

Notes manuscrites sur des conseils nationaux : 18 janvier 1938 ; 5-6 novembre 1938.

Copies de documents sur la résistance, le CC du PCF au comité français de Libération Nationale, le 7 février 1944 ; le programme du Parti socialiste clandestin (« communiqué par Henri Noguères).

Copies (transmises à Robert Verdier par Martine Pradoux) d'un tapuscrit, sans origine, sans date, d'un journal tenu « Heure par heure », du mercredi 16 août 1944, 23 h 45 au dimanche 27 août 1944, 11 pages. Peut-être par un collaborateur du *Populaire*.

Dossier 3 : Parti socialiste SFIO, 1945-1950

Allocution [de Robert Verdier ?] prononcée à la radio le 28 avril 1945 en vue des élections, texte dactylographié, 3 p.

Article [de Robert Verdier ?] pour *Esprit*, avril 1945, sur « Travaillisme » et « socialisme humaniste », texte dactylographié, 3 p.

Notes sur l'Italie, congrès de Rome, août 1945, 6 pages dactylographiées.

Notes manuscrites sur la « démission de De Gaulle, samedi 19, vers 21 h », 6 pages.

Conférence de l'Internationale socialiste sur la question espagnole, août 1946 : précisions de Léon Blum sur la non-intervention en Espagne ; notes de Robert Verdier, 24 pages.

Deux lettres (août ou septembre) de Verdier à x, après le congrès national du PS SFIO de 1947, point sur la situation dans la SFIO et au *Populaire.*

Lettre de Louis Lévy, 27 juillet 1949, sur Léon Blum, *Le Populaire*, et les rapports Est-Ouest

Copie d'une lettre de Robert Verdier à Léon Blum, en réponse à la transmission par Léon Blum à Verdier de la lettre que lui a adressé Oreste Rosenfeld sur la situation au *Populaire* et au *Populaire-Dimanche*, janvier 1950.

Dossier 4 : Parti socialiste SFIO, 1950-1957

« Note pour VA [Vincent Auriol] après la crise et l'échec de Guy Mollet » [1951], texte dactylographié, 4 pages.

Notes dactylographiées pour article ou discours 1er mai 1952, Mutualité.

Notes « exposé abrégé, 5e section de Paris, sur la CED, 11 mars 1954, 10 pages (au verso de certaines pages, des notes d'autres réunions notamment sur la CED…).

Congrès fédéral de la Seine du 25 novembre 1956, 20 p.

Conseil national des 15 et 16 décembre 1956 : 19 pages, et deux versions de la dernière partie, p. 15-19.

Exposé devant la 14e section le 15 février 1957 sur le Marché commun, 10 pages.

Exposé rue Froidevaux le 17 juin 1957 sur le Marché commun, 27 pages.

Dossier 5 : Robert Verdier, député de la Seine

Documents sur l'élection présidentielle de décembre 1953.

Copie interventions de Robert Verdier à l'Assemblée nationale, 1956-1957.

Deux lettres de Gaston Defferre, sept 1957, avril 1958, a/s de la loi-cadre et de l'Algérie, et copie des échanges de lettres (10) entre Georges Boris et Gaston Defferre sur l'Europe et l'Eurafrique, décembre 1956-avril 1957.

Correspondance diverse.

Documents sur la crise de mai 1958 Groupe parlementaire socialiste

Dossier 6 : Comptes rendus « officiel » des réunions du groupe : 29 avril 1958 au 2 juin, après-midi.

Dossier 7 : Notes manuscrites de Robert Verdier prises lors des réunions du groupe socialiste à l'Assemblée nationale : 19 mai au 31 mai 1958 ; récapitulatif des votes au Groupe, au comité directeur et au Sénat le 31 mai 1958 sur le vote « investiture de Gaulle » (« j'arrive à pour 72, contre 74 »).

Coupures de presse *Le Monde*, documentation de la SFIO (*Bulletin intérieur,* suppléments *Point de vue et controverses,* etc... chronologie de la crise et 18 pièces), *Journal officiel* du 1er juin 1958.

« Peut-être un exposé fait après coup devant un groupe de militants », 12 p.

Notes sur la réunion du groupe du jeudi 19 juin 1958, 10 h.

Notes manuscrites, discours, articles sur l'histoire du mouvement socialiste et de ses hommes.

Divers documents sur la préparation de la motion « minoritaire » pour le congrès national du PS SFIO.

Campagne de Robert Verdier, candidat pour l'Union des forces démocratiques (UFD), dans la 3e circonscription de la Seine, pour les législatives de novembre 1958 (lettre de soutien et comité de soutien organisé par André Hauriou, professions de foi).

Dossier 7 : Rapports avec le PCF, le MRP : notes 1945-1946 ; comité d'entente ; délégation des gauches, discussion en vue de l'élaboration d'un programme commun (octobre 1945) : entretiens tripartites, novembre 1945-janiver 1946 ; social-démocratie et crise du communisme (1979-1980)

Parti socialiste autonome, 1958-1960

Deux cahiers contenant les procès-verbaux de la CAP (commission administrative permanente) du Parti socialiste autonome.

Correspondance active et passive, classement chronologique et par correspondant 1946-2000 (à signaler : quelques lettres adressées à Léon Blum et sans doute « traitées » par Robert Verdier). Aucune correspondance suivie, il s'agit de « documents » concernant un événement. Quelques unes sur la vie du *Populaire* (Salomon Grumbach, Jules Moch, Robert Blum, etc.). Une lettre de Pierre Bérégovoy, Bracke, Léopold Sédar Senghor, etc.

Dossiers documentaires

– Les relations PS PC.

Articles de Robert Verdier

Interventions de Robert Verdier à des colloques ou manifestations sur « l'histoire socialiste »

– La SFIO et la décolonisation dans les années d'après-guerre », exposé à un séminaire de l'IHTP, 18 février 1982, notes de Robert Verdier, 15 pages, et compte-rendu + notes sur la conférence de Brazzaville.

– Hommage à Charles-André Julien, 1992, et 1998 : notes manuscrites sur ses interventions

Léon Blum.

– « Sur Léon Blum et la dictature du prolétariat » : notes, article de Léo Hamon, « réforme et pouvoir dans la pensée et la pratique de Léon Blum, extrait des « Annali » de la Fondazione Giangiacomo Feltrinelli, 1983-1984 ; 747-779.

– « À Tours, Léon Blum avait raison », 8 décembre 1998, à l'Assemblée nationale, notes manuscrites.

– « Léon Blum, l'Histoire faite homme », 2000, notes et divers documents.

Conférences divers

– « Sur le droit des minorités », notes manuscrites, 8 juin 1996.

– Notes pour mémoires, ou notes sur livre concernant l'histoire du mouvement socialiste.

Photographies

FRÉDÉRIC CÉPÈDE

archives-socialistes.fr

Bibliographie

Robert Verdier

La vie clandestine du PS, Documents socialistes n° 3, Paris, Les Éditions de la Liberté, 1944.

École laïque et liberté, Problèmes d'aujourd'hui n° 9, Paris, Les Éditions de la Liberté, 1945.

La Doctrine et les tâches du socialisme, Paris, Éditions de la Liberté, « édition Jeunesse », 1945.

PS-PC. une lutte pour l'entente, 1920-1976, Paris, Seghers, 1976.

Contribution « Le Parti socialiste sous la IVe République » dans *La Quatrième République, bilan trente ans après la promulgation de la Constitution du 27 octobre 1946*, actes du colloque de Nice, janvier 1977, Paris, LGDJ, 1978.

Bilan d'une scission. Le congrès de Tours, Paris, Gallimard, 1981.

Léon Blum socialiste européen, (direction de colloque avec René Girault et Gilbert Ziebura), Bruxelles, Complexe, 1995.

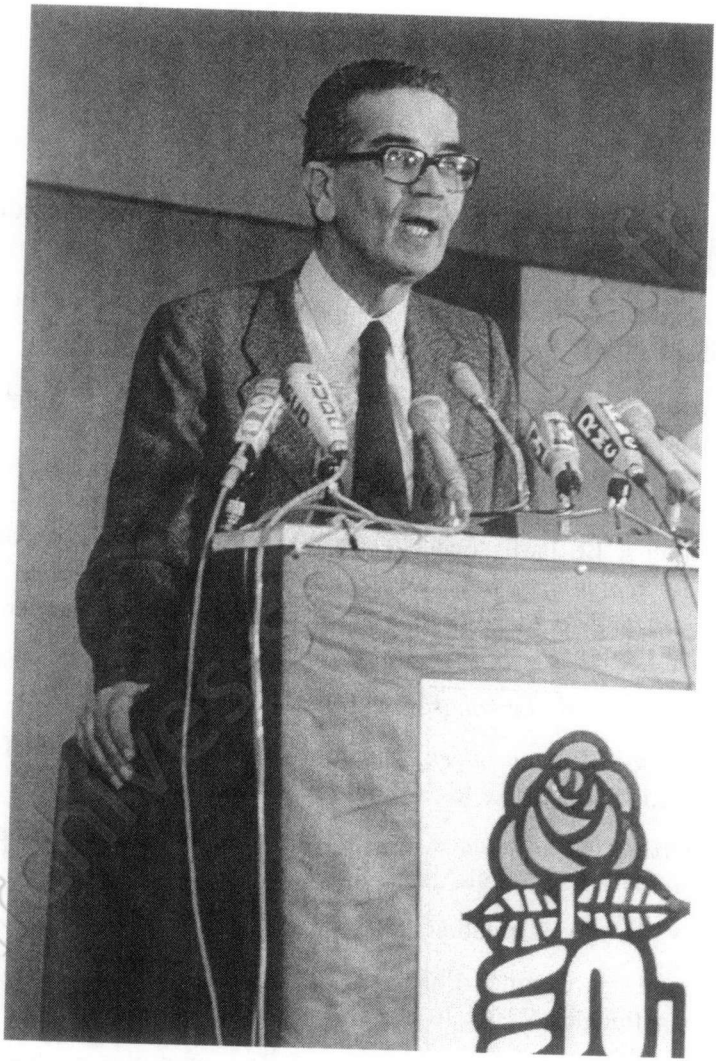
Les socialistes en résistance 1940-1944, (direction de colloque avec Pierre Guidoni), Paris, Seli Arslan, 1999.

Mémoires, Paris, L'Harmattan, 2005, préface de Pascal Ory.

Témoignage au Comité d'histoire de la Seconde Guerre mondiale, Archives nationales, 72 AJ 70 et 71.

Entretien avec Robert Verdier, par Gérard Bossuat, professeur à l'université de Cergy-Pontoise. 19 juin 1998.Transcription réalisée par Melle Marie-Laure Boubas (novembre 1998).

archives-socialistes.fr



Robert Verdier à la tribune du congrès socialiste de Bagnolet (15-16 décembre 1973), Fondation Jean-Jaurès – Monique et Pierre Guéna.

Léon Blum

De Léon Blum :
L'Œuvre de Léon Blum, 1891-1950, 9 tomes, Paris, Albin Michel, 1954-1972.

Disponibles en librairie (2010) :
* *Stendhal et le beylisme*, Paris, Albin Michel, « Poche », 1983.
* *Du mariage*, Paris, Albin Michel, « Poche », 1990.
* *Le Dernier mois*, présenté par Pierre Bourgeade, Paris, Arléa, 2000.
* *Textes socialistes 1919-1920* [*Pour être socialiste* et *discours au congrès de Tours*], Paris, Bruno Leprince, 2003.
* *Lettres de Buchenwald à mon fils*, préface d'Ilan Greilsammer, Paris, Gallimard, 2003.
* *Correspondance avec André Gide 1890-1951*, édition présentée, établie et annotée par Pierre Lachasse, Lyon, PUL, 2008
* Préface à *L'Église et l'École* de Marceau Pivert, Paris, Figuière, 1932, rééd. Demopolis, 2008 avec une présentation d'Eddy Khaldi

* *22 discours historiques (1929-1947)*, présentation de Lionel Jospin, CD, Paris, INA, Frémeaux & associés, 2005.

Sur Léon Blum (essentiels et disponibles) :
* Colette Audry, *Léon Blum ou la politique du juste*, Paris, Julliard, 1955, rééd. Denoël/Gonthier, 1970
* René Rémond et Pierre Renouvin (dir.), *Léon Blum chef de gouvernement*, Paris, FNSP, 1965, rééd. 1981
* Joël Colton, *Léon Blum*, New York, Knopf, 1966; Paris, Fayard, 1967, Marabout, 1986
* Gilbert Ziebura, *Léon Blum et le Parti socialiste 1872-1934*, Paris, Armand Colin, 1967
* Philippe Bauchard, *Léon Blum. Le pouvoir pour quoi faire ?*, Paris, Arthaud, 1976

archives-socialistes.fr

* Jean Lacouture, *Léon Blum*, Paris, Le Seuil, 1977, rééd. « Points », 1979
* Marc Sadoun, *Les socialistes sous l'Occupation. Résistance et collaboration*, Paris, Les Presses de Sciences-Po, 1982
* Ilan Greilsammer, *Blum*, Paris, Flammarion, 1996
* Danielle Tartakowsky, *Le Front populaire. La vie est à nous*, Paris, Découvertes Gallimard, 1996
* Jean-Pierre Rioux, *Tombeaux pour la gauche*, Paris, Presses de Sciences Po, 1996
* Jacques Kergoat, *La France du Front populaire*, Paris, La Découverte, 1996, rééd. 2006
* Jacques Kergoat, *Histoire du parti socialiste*, Paris, La Découverte, « Repères », 1997
* Noëlline Castagnez, *Histoire des idées socialistes*, Paris, La Découverte, « Repères, 1997
* Jean-Michel Gaillard et Claire Zalc, *Les 40 jours de Blum. Les vrais débuts du Front Populaire, 27 avril-6 juin 1936*, Paris, Perrin, 2001
* Jacques Girault (dir.), *L'implantation du socialisme en France au XXe siècle. Partis, réseaux, mobilisation*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2001
* Tony Judt, *La responsabilité des intellectuels : Blum, Camus, Aron*, Paris, Calmann-Lévy, 2001
* Martine Pradoux, *Daniel Mayer, un socialiste dans la Résistance*, Paris, Éditions de l'Atelier, 2002
* Frédéric Monier, *Le Front populaire*, La Découverte, « Repères », 2002
* David Frapet, *Le socialisme selon Léon Blum*, préface de François Hollande, Nonette, Créer, 2003
* Thierry Hohl, *À gauche ! La gauche socialiste 1921-1947*, Dijon, Éditions universitaires de Dijon, 2004
* Jean-Jacques Becker et Gilles Candar, *Histoire des gauches en France, XIXe-XXe siècles*, 2 t., Paris, La Découverte, 2004 et 2005
* Laurent Villate (dir.), *Socialistes à Paris*, Grâne, Créaphis, 2005
* Alain Bergounioux et Gérard Grunberg, *L'ambition et le remords. Les socialistes français et le pouvoir, 1905-2005*, Paris, Fayard, 2005
* Alain Bergounioux et Frédéric Cépède, *Des poings et des roses. Le siècle des*

socialistes, Paris, La Martinière, 2005
* Jean-Marc Binot, Pierre Serne et Denis Lefebvre, *100 ans, 100 socialistes*, Paris, Bruno Leprince, 2005
* Jean Lacouture, *Une vie de rencontres* [sur Jeanne Blum], Paris, Le Seuil, 2005
* Vincent Chambarlhac, Maxime Dury, Thierry Hohl, Jérôme Malois, *Histoire documentaire du Parti Socialiste*, 4 t., Dijon, Éditions universitaires de Dijon, 2005-2006
* Michel Winock, avec Séverine Nikel, *La gauche au pouvoir : l'héritage du Front populaire*, Paris, Bayard « Essais », 2006
* Michel Winock, *La gauche en France*, Paris, Perrin, « Tempus », 2006
* *Léon Blum une figure dans l'Histoire*, Cercle Léon Blum, Mémoires du socialisme, 2006
* Serge Berstein, *Léon Blum*, Paris, Fayard, 2006
* Pascale Goetschel et Gilles Morin (dir.), *Le Parti Socialiste, nouvelles approches*, *Vingtième siècle*, n° 96, octobre-décembre 2007
* Jérôme Michel, *Léon Blum, Un juriste en politique*, Paris, Éditions Michalon, 2008
* Vincent Le Grand, *Léon Blum (1872-1950) : gouverner la République*, préface de Éric Desmons, Bibliothèque constitutionnelle et de science politique t. 129, Paris, LGDJ, 2008
* Noëlline Castagnez et Gilles Morin (dir.), *Socialistes et radicaux, querelles de familles*, Paris, Ours et Presses de Sciences-Po, 2008
* Gilles Morin et Gilles Richard (dir.), *Les deux France du Front Populaire. Chocs et contre-chocs*, Paris, L'Harmattan, 2008
* Dominique Missika, *Je vous promets de revenir 1940-1945, le dernier combat de Léon Blum*, Paris, Robert Laffont, 2009
* Jean-Louis Crémieux-Brilhac, *Georges Boris. Trente ans d'influence. Blum, de Gaulle, Mendès France*, Gallimard, 2010

Audiovisuel

Claude Goretta, *Thérèse et Léon*, DVD, avec Claude Rich et Dominique Labourer, Éditions Montparnasse, 2003

L'Affaire Salengro, téléfilm français d'Yves Boisset, réalisé en 2008 et diffusé le 14 avril 2009 sur France 2 (avec Daniel Mesguich dans le rôle de Léon Blum)

Léon Blum, documentaire réalisé par Jean Bodon et écrit par Antoine Malamoud, réalisé en 2008 et diffusé en 2009 sur la chaîne parlementaire Public-Sénat

archives-socialistes.fr

SOCIETE DES AMIS DE LEON BLUM
Contacts :
Gilles Morin : 12 rue André Theuriet 92340 Bourg-la-Reine
gilles.morin4@gmail.com
Liliane Guignard-Gisselbrecht, 125 rue de Reuilly, 75012 Paris
guignard.gisselbrecht@noos.fr

Les Cahiers Léon Blum

1 Mai 1977 Première année
Présentation : Robert Verdier
Morale et politique, Daniel Mayer.
Les relations internationales et l'exercice du pouvoir pendant le Front Populaire, juin 1936-juin 1937, par René Girault.

2-3 Déc. 1977-Mars1978
Contribution à l'histoire de la politique de non-intervention
Documents inédits présentés par Daniel Blumé.

4-5 Déc. 1978-Mars1979
Léon Blum et le journalisme
Témoignages : Pierre Mendès France, Robert Verdier, Daniel Mayer, Henri Noguères, Jean Ferniot, Georges Altschuler.

6-7-8 Déc. 1979-Juillet 1980
La SFIO face aux défis de l'après-guerre (1944-1977)
Réunions du Comité directeur de la SFIO, nov. 1944 à août 1946 : présentation, par Jean-Pierre Rioux. Une expérience ministérielle : Daniel Mayer, René Girault, entretien avec Daniel Mayer.

9 Mai 1981
Léon Blum, les socialistes et la politique pétrolière française, par André Nouschi.

10 Déc. 1981
Le populaire et le premier plan quinquennal soviétique
Textes d'Oreste Rosenfeld, présentés et annotés par René Girault.
Oreste Rosenfeld, par Robert Verdier.
Un inédit : un jugement du socialiste russe Théodore Dan, le plan quinquennal et la social-démocratie.

archives-socialistes.fr

11-12 1982

Jean Jaurès et Léon Blum

Présentation par Madeleine Rebérioux., Socialisme « normalien » ou socialisme normalisé, par Daniel Lindenberg. Léon Blum, analyse et prescience, par Daniel Mayer. État, socialisme et pouvoir dans l'œuvre de Léon Blum, par Léo Hamon. Jean Jaurès, conférence donnée le 16 février 1933 au théâtre des Ambassadeurs, par Léon Blum. Léon Blum, conférencier, parle de Jaurès, par André Gybal. In memoriam : Jeanne Blum. Cécile Grunebaum-Ballin.

13-14 1983

Une fédération pas tout à fait comme les autres : la Tunisie

Par Robert Verdier. Une fédération à l'épreuve de la doctrine socialiste, par Élie Cohen-Hadria. La pensée socialiste à l'épreuve de la réalité tunisienne, par Liliane Perrein. Chronologie. Histoire de la Fédération de Tunisie, entretien avec Élie Cohen-Hadria, propos recueillis par Liliane Perrein. Portraits, par Élie et Lucienne Cohen-Hadria. Annexes : les textes fondamentaux.

15-16 1984

L'identité du socialisme français : Léon Blum et les Néo-socialistes

Les enjeux du conflit, par Alain Bergounioux. La naissance et les premiers développements de la crise néo-socialiste, par Alain Bergounioux. Le débat sur le régime parlementaire et le plan (juillet 1933-juillet 1934), par JF Biard. Le parti et le pouvoir, par Marc Sadoun. Documents : Discours de Léon Blum au XXe congrès national de la SFIO « Au-delà du réformisme ».

17-18 1985

L'identité du socialisme français : Léon Blum et les « révolutionnaires » du parti socialiste

Révolutionnaires français à l'épreuve de l'exercice du pouvoir, par Robert Verdier. De « l'unité d'action » aux tentatives de « rassemblement national » autour du Front Populaire (1934-1938, par Jean-Paul Joubert. Discours de Léon Blum au congrès de la SFIO à Mulhouse, juin 1935. Lucien Hérard, syndicaliste et « révolutionnaire ». « Les trois flèches », extrait des mémoires de Fred Zeller.

19-20 1986

L'identité du socialisme français : Léon Blum et la République

Léon Blum, le socialisme et l'idée de République, par Alain Bergounioux. La pensée constitutionnelle de Léon Blum, par Olivier Duhamel. Léon Blum et l'identité nationale dans la République, par Léo Hamon. Léon Blum et la laïcité, par Louis Faucon. Annexe. Congrès de Nancy (1929). Résolutions rapportée par LB. Les temps forts de la défense républicaine. LB et l'Affaire, par Jean Denis Bredin. 1934, les ligues, le fascisme, par Jean-François Biard. Mystique et politique : les ressources de la République par Marc Sadoun. 1947 : la grande peur de la République, par Liliane Perrein.

21-22 1987

La SFIO et la politique extérieure de la France entre 1945 et 1954

Table ronde organisée par l'Institut Pierre-Renouvin le 26 octobre 1985 à Paris I – Sorbonne. Présentation, par René Girault. La SFIO face aux problèmes d'Outre-mer. La SFIO devant la guerre froide. La SFIO et la construction européenne. Annexes : Articles de Léon Blum de 1946, 1947 et 1950. Vie de la Société.

23-24-25 1988

Léon Blum avant Léon Blum : les années littéraires 1892-1914 (voir réédition n° 32)

Présentation, par Roger Pagosse. Léon Blum et le champ littéraire, par Christophe Charle. Un jeune dilettante à La Revue Blanche, par Venita Datta. Maurice Barrès et Léon Blum, par Émilien Carassus. Vingt textes de Léon Blum, du récit à la critique, par Roger Pagosse. Le critique jugé par ses contemporains, par Roger Pagosse.

26-27 1989-1990

L'internationalisme

Léon Blum, la SFIO et l'internationalisme, par Robert Verdier. De l'idéal en politique : les ressources du socialisme contemporain, par Guillaume Devin. Difficile reconstruction de l'Internationale socialiste. Conférence internationale de Londres, 3-5 mars 1945. Note, par G. Devin. Mémorandum du PS

français aux PS étrangers. La conférence internationale de Londres, par Vincent Auriol. L'internationale de la SFIO, interview de Daniel Mayer par René Girault. La Révolution française au cœur de Léon Blum, par Liliane Perrein. Jean Rabaut.

28-29 1990-1991
Léon Blum et les problèmes européens
Présentation, par Robert Verdier. Pour une relecture de À l'échelle humaine, par René Girault. Léon Blum, la SFIO et la montée du péril hitlérien, par Robert Verdier. La mission diplomatique de Robert Blum en Europe centrale (décembre 1936), par Nicole Jordan. Rapport sur un voyage à l'étranger. Léon Blum et la Grande-Bretagne (du mythe à la réalité), par Liliane Perrein. Léon Blum et l'unité européenne, 1945-1950, ou l'internationalisme du possible, par Gérard Bossuat. À propos d'un étrange dictionnaire, par Robert Verdier. Rencontre-débat sur « Léon Blum, face aux totalitarisme ». Un colloque sur le Congrès de Tours, Augustin Laurent, une vie lisse, par Daniel Mayer. Henri Noguères, par Robert Verdier.

30 Décembre 1991
Léon Blum dans la caricature
Nouvelle étape, par Robert Verdier. Léon Blum dans la caricature, par Christian Delporte. Léon Blum, le droit et la légalité, par Catherine Fillon.

31 Mai 1998
Léon Blum militant des droits de l'homme
Préface, par Maurice Agulhon. L'Affaire Dreyfus, présenté par Emmanuel Naquet. Démocraties et libertés, présenté par Gérard Bossuat. Contre le racisme, présenté par Gilles Manceron. Colonialisme et anticolonialisme, présenté par Gilles Morin. Le sens d'un engagement, présenté par Gilles Candar. In memoriam : Daniel Mayer, Albert Gazier, par Robert Verdier.

32 1999 réédition :
Léon Blum avant Léon Blum : les années littéraires 1892-1914 Réédition (en souvenir de Roger Pagosse) In memoriam : Renée Blum par Robert Verdier, René Girault par Gérard Bossuat.

33 Juin 2001
Le renouveau manqué ? La SFIO en 1945
Présentation, par Robert Verdier. Socialismes de crise. La SFIO à la Libération, par Marc Sadoun, Léon Blum et la rénovation du socialisme, par Alain Bergounioux. Le parti socialiste et la laïcité, de la Libération au début de la IVe République, par Jean-Marie Mayeur. Pour un Congrès de 1946 revisité, par François Lafon. Documents : deux mises au point de Daniel Mayer. Le parti socialiste et l'Église catholique : textes de Léon Blum, François Mauriac et Robert Verdier. In memoriam : Roger Priou-Valjean, Pierre Guidoni, Georges Brutelle.

34 Automne 2003
Naissance d'une coalition antifasciste. Février 1934
Avant-propos, par Robert Verdier. Intervention de Léon Blum à la Conférence de l'Internationale ouvrière socialiste, 23 août 1933, présentée par Bruno Groppo, et articles de février 1934. Les socialistes et l'antifascisme dans l'Europe des années 1930, par Bruno Groppo. Retour au 6 février 1934, par Frédéric Monier. Quel « antifascisme » ? par Gilles Vergnon. L'élection de Paul Rivet en mai 1935 au Conseil municipal de Paris, par Philippe Nivet.

35 Printemps 2006
Autour de Léon Blum : Cercles et réseaux
Avant-propos : par Liliane Perrein-Gisselbrecht. Léon Blum et le Conseil d'État par Alain Chatriot. Léon Blum et *Le Populaire* par Frédéric Cépède, Gilles Candar et Martine Pradoux. Les compagnons du parti : Vincent Auriol, Alexandre Varenne, André Blumel, Marx Dormoy, Eugène Montel, par Gilles Morin, Guy Rousseau, Éric Nadaud, Fabien Conord, Fabien Jouve et Pierre-Yves Schanen.
Les rencontres politiques : Paul Faure, Jean Zyromski, Charles de Gaulle, par Éric Nadaud et Philippe Oulmont. La voix de L. Blum. Fragments de trois mémoires partisanes par Philippe Marlière.

archives-socialistes.fr

Directrice de la publication : Liliane Guignard-Gisselbrecht
Secrétaire de rédaction : Gilles Candar
Achevé d'imprimer en novembre 2010
Corlet Numérique - 14110 Condé-sur-Noireau
N° d'imprimeur 74017

Dépôt légal : novembre 2010

CAHIERS LÉON BLUM

Après la disparition de Robert Verdier, par Gilles Morin et Liliane Guignard-Gisselbrecht

Robert Verdier, un itinéraire militant, par Gilles Morin

Notes de lecture de Robert Verdier, cahiers 1935–1949, présentées par Liliane Guignard-Gisselbrecht

Projet d'étude sur le socialisme (avril-mai 1940), par Robert Verdier

Regards sur un Résistant, par Marc Sadoun

Souvenirs sur Robert Verdier, du lycée Carnot au collège Daniel Mayer, par Claude Estier

Robert Verdier et les ambiguïtés de la SFIO sur l'Europe, par Gérard Bossuat

La question coloniale et la guerre d'Algérie : discours au congrès socialiste de Toulouse, 30 juin 1957, par Robert Verdier

Aux temps du PSU : « Le gaullisme est mort » par Robert Verdier et « L'appel aux militants : seul secours du parti », par Robert Verdier et Maurice Klein

Défense de l'Internationale socialiste : discours au congrès socialiste d'Épinay, 12 juin 1971, par Robert Verdier

« Après le congrès d'Épinay » (*Le Midi libre*, 5 juillet 1971), par Robert Verdier

Robert Verdier, une référence, par Jean-Pierre Dubois

Robert Verdier à la LDH, un ligueur naturel, constant et entier, par Gilles Manceron

Robert Verdier, homme d'idées et homme politique, par Alain Bergounioux

Robert et Cécile Verdier, par Liliane Guignard-Gisselbrecht

Hommage de Meyrueis, par Denis Bertrand

Robert Verdier, mon père, par Jean-Philippe Verdier

Les archives de Robert Verdier, par Frédéric Cépède

AUTOMNE 2010
ISSN : 0152-6251

Jean Jaurès Fondation

Ligue des droits de l'Homme

L'OURS
L'OFFICE UNIVERSITAIRE DE RECHERCHE SOCIALISTE

archives-socialistes.fr

archives-socialistes.fr